



LE KOWEÏT SOUS LE RÈGNE

DE JABER BIN ABDALLAH AL-SABAH

(Troisième Gouverneur : 1814 – 1859)

&

SOUS LE RÈGNE

DE SABAH BIN JABER AL-SABAH

(Quatrième Gouverneur : 1859 – 1866)



دار سعاد الصباح
للتقافة والإبداع

SOUAD MOHAMED AL-SABAH

LE KOWEÏT SOUS LE RÈGNE
DE JABER BIN ABDALLAH AL-SABAH
(Troisième Gouverneur : 1814 - 1859)
&
SOUS LE RÈGNE
DE SABAH BIN JABER AL-SABAH
(Quatrième Gouverneur : 1859 - 1866)

Souad Mohamed Al-Sabah



دار سعاد الصباح
للثقافة والإبداع

Numéro international (ISBN):
978-99906-2-182-2

Éditeur Maison Souad Al-Sabah pour l'édition et la distribution
Boîte postale : 27280 - Safat
Code postal : 13133
souadalsabah@yahoo.com
Première édition 2025

Tous droits de reproduction réservés à l'éditeur.
Il est strictement interdit de reproduire, rééditer ce livre, de le stocker dans un système de récupération de données, de le transmettre, de l'imiter ou de le traduire sous quelque forme que ce soit, sans une autorisation écrite préalable de l'éditeur.

Traduit de l'arabe par Imad Al Walid
Le tableau intitulé Al-Ghaf, réalisé par l'artiste Abdulrasoul Salman, présente une représentation approximative du cheikh Jaber bin Abdallah Al-Sabah et du cheikh Sabah bin Jaber Al-Sabah, basée sur des reconstitutions historiques et des descriptions de certaines caractéristiques mentionnées dans ce livre.

Dédicace

À la mémoire de mon compagnon de route, mon époux, mon ami et mon mentor, le cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah, l'un des principaux artisans de la renaissance du Koweït moderne, qui m'a encouragée à explorer l'histoire de la famille Al-Sabah et à documenter leur rôle dans la fondation, le développement et la stabilité du Koweït.

Souad Mohamed Al-Sabah

Pourquoi ce livre ?

Les peuples puisent dans leur histoire les éléments de leur force, de leur volonté et de leur unité nationale afin de réaliser leurs aspirations et leurs ambitions. C'est dans cet esprit que j'ai entrepris d'écrire sur les figures marquantes de l'histoire du Koweït. J'ai ainsi publié quatre ouvrages : le premier consacré au cheikh Abdullah Mubarak Al-Sabah, le second à son père, le cheikh Mubarak Al-Sabah, septième Gouverneur du Koweït. Mon troisième livre portait sur le cheikh Abdullah bin Sabah Al-Sabah, cinquième Gouverneur du Koweït, et le quatrième était dédié au cheikh Mohammed bin Sabah Al-Sabah, sixième souverain du pays.

Ce cinquième ouvrage se concentre sur le cheikh Jaber bin Abdullah Al-Sabah, troisième Gouverneur du Koweït, ainsi que sur son fils, le cheikh Sabah, quatrième souverain.

À travers ces pages, je mets en lumière le lien profond qui unissait les dirigeants et le peuple du Koweït, soulignant que la gouvernance de ce pays a toujours été marquée par un esprit de consultation et de tolérance, conférant à son histoire une portée particulière qui la distingue de celles de ses voisins.

Je prie Dieu de m'accorder la force de continuer à écrire sur l'époque de fondation du Koweït et la première génération de ses dirigeants, ceux qui ont posé les bases de l'État et de la société, et dont l'héritage continue d'inspirer le Koweït jusqu'à nos jours.

Souad Mohamed Al-Sabah

Introduction

Ce livre a pour objectif de présenter la situation du Koweït et des Koweïtiens sous les aspects économiques, sociaux et politiques durant le règne du cheikh Jaber bin Abdullah Al-Sabah, troisième souverain du Koweït, dont la période de gouvernement s'étend de 1814 à 1859. Il aborde également les relations extérieures du Koweït et ses interactions avec les puissances régionales et internationales.

Cette période tire son importance de la stabilité politique et sociale dont jouissait le Koweït, comparée aux guerres et aux luttes de pouvoir qui prévalaient dans de nombreuses principautés et émirats politiques de la péninsule arabique et du Golfe. Il suffit de mentionner à cet égard les événements majeurs du XIX^e siècle, tels que l'expansion de l'influence wahhabite et la fondation du premier État saoudien, suivi de sa chute, puis de l'établissement du deuxième État saoudien.

En parallèle, cette époque a également été marquée par la présence militaire égyptienne au Nedjd et dans l'est de la péninsule arabique, ainsi que par l'accroissement progressif de l'influence britannique dans le Golfe. La signature de l'accord de paix maritime en janvier 1820 avec plusieurs émirats arabes illustre cette montée en puissance. À cela s'ajoute le rôle de l'Empire ottoman, qui considérait le Golfe et la péninsule comme une sphère d'influence à préserver.

Et le cheikh du Koweït devait gérer ses relations avec ces puissances de manière à maintenir un équilibre entre elles, sans permettre à aucune d'entre elles d'occuper une position dominante ou hégémonique dans son territoire. Cela n'était ni aisé ni facile, surtout lorsque les conflits s'intensifiaient entre ces forces.

Le principal problème dans l'étude de cette période réside parfois dans le manque d'informations ou leur inexactitude, ainsi que dans les contradictions entre les sources.

Dans un souci de vérité, j'ai veillé à consulter le plus grand nombre possible de livres, de recherches et de documents disponibles, à comparer les sources et à adopter l'opinion la plus communément admise parmi les références scientifiques.

Les ouvrages des voyageurs étrangers, leurs rapports et les descriptions qu'ils ont tracées de la vie sociale et des habitants constituent des sources importantes dans l'histoire de tout pays. Durant le règne du cheikh Jaber et de son fils, le cheikh Sabah, cinq voyageurs ont écrit sur le Koweït : James Buckingham en 1816, le major George B. Brooks en 1829, Joachim Hayward Stocqueler en 1831, le lieutenant Felix Jones en 1839, et le colonel Lewis Pelly entre 1863 et 1865. Ils étaient tous Britanniques, et parmi eux, trois étaient des officiers de l'armée britannique en poste en Inde.

Étant donné l'importance des informations qu'ils ont consignées et le fait que les sources arabes s'y réfèrent souvent, il est pertinent de les présenter brièvement.

Si nous commençons par le premier d'entre eux, il s'agit de Ja-

mes Silk Buckingham (1786-1855), qui vécut en Inde pendant un certain temps et travailla comme employé de la Compagnie britannique des Indes orientales¹. Il s'engagea dans le journalisme et fonda le journal «Calcutta», que les autorités britanniques fermèrent en raison de ses critiques répétées à leur encontre. Il entreprit plusieurs voyages prolongés dans les pays arabes : il visita l'Égypte, parcourant le pays du nord au sud en 1812 ; il fit un voyage en Palestine en 1814 et un troisième en Syrie, Irak et Iran en 1816.

Buckingham consigna en détail ses observations sur la situation de ces pays ainsi que sur les coutumes et traditions de leurs habitants. Il publia un livre en deux volumes pour chacun de ses voyages. Son ouvrage sur le troisième voyage contient des informations sur les émirats du Golfe, dont le Koweït. Il publia également un livre intitulé «Voyages parmi les tribus arabes», où il décrit ses observations sur les tribus et clans d'Irak, de Jordanie, de Syrie et de Palestine.

Lorsqu'il s'établit en Grande-Bretagne, Buckingham lança en 1824 le journal «La Voix de l'Orient, qui ne connut toutefois qu'une existence éphémère. Il fut un ardent défenseur de la réforme politique et sociale dans son pays et devint membre du Parlement entre 1832 et 1837. Il écrivit également son auto-

1. La Compagnie des Indes orientales fut fondée en décembre 1600 sous le nom de Compagnie des marchands de Londres faisant commerce dans les Indes orientales, par une charte de la reine Élisabeth I^{re} qui lui octroyait le monopole du commerce avec l'Inde et les colonies britanniques en Asie du Sud-Est. Au fil des ans, la Compagnie, ainsi que ses bureaux et agences, devinrent l'autorité dominante dans les provinces indiennes et étendirent leur influence jusqu'au Golfe, une route maritime menant à la «perle» de la couronne britannique.

biographie en deux volumes. Il est à noter que Buckingham n'a jamais visité le Koweït et a écrit à son sujet à partir des informations qu'il avait recueillies lors de ses voyages à travers la région arabe.

Quant au capitaine George B. Brooks, il était officier dans la Marine indienne et fut chargé de visiter les émirats situés sur les côtes du Golfe et de rédiger un rapport sur leur situation, en se concentrant sur la population, leurs activités économiques et commerciales, les sources de leurs richesses, leurs coutumes sociales, ainsi que leurs croyances religieuses et confessionnelles. Brooks soumit son rapport le 21 août 1829, dans lequel il expliqua avoir rencontré les cheikhs, chefs et notables ainsi que certains habitants des émirats qu'il avait visités. Il y brossa un portrait aussi fidèle que possible de ce qu'il avait observé. Brooks fit preuve de prudence quant aux informations qu'il rapporta sur le nombre d'habitants, soulignant l'absence de statistiques officielles et précisant qu'il ne s'agissait que d'estimations.

En ce qui concerne Joachim Hayward Stocqueler (1800-1886), qui visita le Koweït en février 1831, il était écrivain, journaliste et explorateur, et sa vie fut riche en événements. Il vécut en Inde, aux États-Unis, au Canada, ainsi qu'en Grande-Bretagne, naturellement. Sa vaste culture était le fruit de ses nombreuses lectures et de ses voyages. Ses écrits étaient variés, allant des livres aux nouvelles. En Inde, il fonda le journal «*The Englishman et Bengal Sporting News*». À Londres, il publia la revue «*The Orientalist*». Aux États-Unis, il enseigna à l'université de Columbia, à New York, et se fit connaître comme l'un

des spécialistes de la littérature du grand poète anglais William Shakespeare. Il écrivit également une pièce intitulée «La bataille d'Alma et la chute de Sébastopol», centrée sur la guerre russo-ottomane.

Quant à Felix Jones (1813-1878), il était officier de marine et travailla pour la Compagnie britannique des Indes orientales. Il assista son supérieur, Henry Blosse Lynch, dans les relevés géographiques des fleuves Tigre, en 1837, et Euphrate, en 1841. Après la retraite de Lynch, Jones poursuivit ces travaux à bord du navire Nitocris, du nom de l'une des reines de la VI^e dynastie de l'Égypte ancienne. En 1844, promu au rang de capitaine, il accompagna Sir Henry Rawlinson lors d'une expédition visant à recueillir des informations sur les zones frontalières entre l'Empire ottoman et la Perse.

En 1846, il entreprit une mission de relevés géographiques du fleuve Tigre, de Bagdad à Samarra. Deux ans plus tard, il entreprit une autre expédition pour explorer le tracé de l'ancien canal de Nahrawân, remontant à l'époque babylonienne et réactivé sous le califat de Haroun al-Rachid, devenant alors la principale source d'eau pour Bagdad, capitale du califat abbasside.

Au fil des années, Jones réalisa plusieurs relevés maritimes et terrestres en Irak. Il occupa également diverses fonctions diplomatiques, étant nommé agent politique britannique¹ à Bag-

1. Le titre de *political agent* (agent politique) désignait alors le représentant diplomatique britannique dans les villes et les émirats de la région, à la tête d'un certain nombre d'assistants.

dad, puis résident britannique à Bouchehr¹ en 1855. De retour dans son pays, il continua de s'intéresser aux questions géographiques et devint membre du conseil d'administration de la «Royal Geographical Society».

Quant au dernier visiteur du Koweït pendant la période couverte par ce livre, il s'agit du colonel Lewis Pelly (1825-1892), qui intégra l'armée britannique en Inde et participa à la guerre contre la Perse en 1857. Il occupa le poste de secrétaire à la mission britannique à Téhéran et devint agent politique à Zanzibar. Il fut ensuite nommé résident britannique dans le Golfe, avec résidence à Bouchehr, entre 1861 et 1873. Pelly développa des relations étroites avec les cheikhs des émirats et visita le Koweït en 1863 et 1865, sous le règne du cheikh Sabah bin Jaber.

Sa première visite s'inscrivait dans une tournée des émirats du Golfe, et il passa plusieurs jours au Koweït. Lors de sa deuxième visite, son objectif était de se rendre à Riyad pour rencontrer l'émir Faisal bin Turki Al-Saoud. Il demeura plus longtemps au Koweït en attendant l'accord du Gouverneur pour cette entrevue, et il mit à profit ce séjour pour se renseigner sur les conditions de vie au Koweït. Dans ses rapports, Pelly enregistra des informations et observations détaillées sur la situation du Koweït, sa population, ses marchés et ses activités commerciales, ainsi que sur le majlis (conseil) du cheikh Sabah et les discussions qui s'y déroulaient, comme en témoignent les chapitres de ce livre.

1. Le *British resident* (résident britannique) représentait le plus haut poste diplomatique britannique dans la région du Golfe, supervisant tous les agents politiques de la zone. Certains historiens l'ont également appelé le «Chef du Golfe».

À la fin de sa carrière diplomatique, Pelly retourna dans son pays. En reconnaissance de ses services, la reine lui conféra le titre de lord ou sir, et il devint membre du Parlement en 1883.

Ce livre s'efforce de donner un aperçu du Koweït à travers six périodes du XIX^e siècle, couvrant les années de règne des cheikhs Jaber et Sabah (1814-1866), ainsi que la vie de la société koweïtienne, ses habitants, leurs coutumes sociales et leurs activités économiques.

Je souhaite que ce livre soit utile aux jeunes générations koweïtiennes afin qu'elles puissent mieux connaître leur histoire et en être fières.

Que Dieu nous montre le chemin.

Souad Mohammed Al-Sabah

Octobre 2020

Chapitre I - Ligne de conduite d'une vie : Générosité, Consultation et Attachement à l'Indépendance

La période de règne du cheikh Jaber bin Abdullah Al-Sabah, troisième souverain du Koweït, est la plus longue de l'histoire du Koweït, en comparaison avec ses prédécesseurs ou successeurs jusqu'à ce jour. En effet, son règne dura quarante-cinq ans, de 1814 à 1859, tandis que son père, le cheikh Abdullah, régna pendant trente-huit ans, de 1776 à 1814, et que son grand-père, le cheikh Sabah, fondateur du Koweït et premier de ses souverains, gouverna pendant vingt-quatre ans, de 1752 à 1776. Cela vaut également pour tous les cheikhs qui lui ont succédé. De plus, il fut le premier souverain du Koweït à porter le prénom de Jaber, raison pour laquelle il est connu sous le nom de Jaber I.¹

Nous ne connaissons pas avec précision l'année de naissance du cheikh Jaber. Toutefois, dans l'un des rapports de Lewis Pelly, il est mentionné que le cheikh Sabah bin Jaber l'informa que son père, le cheikh Jaber, était décédé à l'âge de cent vingt ans, ce qui indiquerait qu'il serait né en 1743². Dans ce sens, Al-Shaibani a rapporté que le cheikh Jaber est né en 1745.

La plupart des chercheurs estiment que cette estimation de l'âge du cheikh Jaber est exagérée, car elle impliquerait qu'il au-

1. Ce nom fut porté par la suite par le cheikh Jaber bin Mubarak Al-Sabah, qui régna entre 1915 et 1917 et est connu sous le nom de Jaber II, ainsi que par le cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah, qui régna de 1977 à 2006 et est connu sous le nom de Jaber III.

2. Mohammed bin Ibrahim Al-Shaibani, *Les gouverneurs du Koweït : une nouvelle lecture dans l'histoire des serments d'allégeance des Koweïtiens à leurs gouverneurs (1117-1427 AH / 1705-2006 CE)*, (Koweït : Publications du Centre des Manuscrits, du Patrimoine et des Archives, 2007), p. 10.

rait accédé au pouvoir à soixante-dix ans, ce qui est incompatible avec les faits établis concernant son rôle de commandant des forces koweïtiennes dans plusieurs batailles terrestres et navales. Ils penchent plutôt pour une date de naissance autour de 1776, ou quelques années avant. Ils appuient cette hypothèse sur le fait que le cheikh Sabah, l'aîné de ses fils, a eu son premier enfant, le cheikh Abdullah bin Sabah, en 1814, ce qui signifie que le cheikh Jaber aurait alors été âgé d'environ quarante ans. Ils se fondent également sur la manière dont le poète Ibn Muslim, originaire d'Al-Ahsa, décrivait le cheikh Jaber dans une de ses poésies de cette période en l'appelant «le jeune homme¹».

Le cheikh Jaber était l'unique fils de son père² et l'assistait dans la gestion des affaires du Koweït. En 1810, le cheikh Abdullah le chargea de mener une expédition navale envoyée à Bahreïn pour soutenir son souverain, le cheikh Abdullah bin Ahmad Al-Khalifa, dans son conflit avec le cheikh Rahma bin Jaber Al-Jalahma. Une bataille féroce eut lieu dans la région de «Khuwayr Hassan», au cours de laquelle de nombreuses pertes furent enregistrées, parmi lesquelles Duajj bin Salman Al-Sabah³.

Il semble qu'au cours des mois suivants, ce que les historiens qualifient de «désaccord» survint entre le souverain et son fils. Ainsi, le cheikh Jaber se rendit à Bahreïn la même année. Au-

1. «Biographie du cheikh Jaber al-Aish», Forum Histoire du Koweït, publié le 31/07/2008, disponible à l'adresse : <https://www.kuwait-history.net/vb/showthread.php?t=1454>.

2. Il avait une seule sœur, la cheikha Maryam.

3. Ibrahim Hamad al-Khaldi, Nous sommes entrés dans un pays appelé le Koweït (Koweït : Imprimerie commerciale al-Qabas, 2011), p. 13.

cun chercheur n'a précisément mentionné les raisons de ce différend, mais il est certain qu'il n'était pas lié à la position politique du cheikh Jaber, car il était admis qu'il succéderait à son père à la tête du Koweït.

Le cheikh Jaber demeura à Bahreïn, auprès de ses proches, jusqu'à la mort de son père le 3 mai 1814. En raison de son absence, il fut convenu que son cousin, le cheikh Mohammed bin Salman Al-Sabah, prendrait temporairement en charge l'administration de la ville. Un groupe de notables koweïtiens et de chefs de tribus fut envoyé à Bahreïn pour présenter leurs condoléances au cheikh Jaber à la suite du décès de son père et le ramener avec eux au Koweït.

Le cheikh Jaber revint avec eux, et lorsque le navire qui le transportait approcha des côtes du Koweït, plusieurs membres de la famille Al-Sabah et notables de la ville sortirent à sa rencontre en mer. Lorsque son navire accosta à Benid Al-Qar,¹ les habitants sortirent pour l'accueillir avec enthousiasme et lui prêter serment d'allégeance, à la tête desquels se trouvait le cheikh Mohammed bin Salman, qui fut le premier à lui prêter serment.

Le cheikh Jaber s'établit dans sa demeure à Koweït-ville, mais il possédait également une maison dans le village de Al-Qurainiya², situé sur l'île de Failaka, où il s'occupait de la culture des palmiers, des jujubiers et des tamaris. Après lui, son fils, le cheikh Mohammed³, continua de résider dans cette maison.

1. Situé sur la côte au sud-est de la ville de Koweït.

2. Dérivé du terme «al-Qurain», qui est l'ancien nom du Koweït..

3. Khaled Salem Mohammad, L'île de Failaka, la plus célèbre des îles koweïtiennes

Le règne du cheikh Jaber se poursuivit jusqu'à sa mort en 1859, après quoi son fils aîné et fidèle soutien, le cheikh Sabah, lui succéda.¹

I. Traits de caractère

Dans son ouvrage publié en 1926, Abdelaziz Al-Rashid, premier historien du Koweït, décrit le cheikh Jaber comme un homme «sage, indulgent, déterminé et généreux, d'une générosité proverbiale²». Youssef bin Issa Al-Qenai, dans son livre publié en 1944, le dépeint comme «un homme sensé, d'un tempérament calme, aimant son peuple et soucieux de son bien-être³». Le registre du Koweït, publié par la Direction des publications et de la presse en 1956, souligne qu'il était «célèbre pour sa vision à long terme et sa grande générosité... à tel point que sa renommée se répandit dans toute la péninsule arabe. Les Koweïtiens ne ressentaient pas sous son règne la présence oppressante du pouvoir, car il leur apparaissait comme l'un des leurs. Tout au long de son règne, les événements montrèrent

: son histoire, son patrimoine (Koweït : Tous droits de reproduction réservés à l'auteur, 2006), p. 26.

1. Le cheikh Jaber eut douze fils, nommément les cheikhs Sabah, Abdullaha, Khalifa, Salman, Mohammad, Maqran (aussi orthographié Majran), Ali, Hamoud, Jarrah, Mubarak, Shaman et Dajeej, ainsi qu'une fille, la cheikha Bazza. Le cheikh veilla particulièrement à l'éducation de ses petits-enfants, parmi lesquels le cheikh Mubarak, le troisième fils du cheikh Sabah, né en 1844. À l'âge de cinq ans, il fut pris en charge par son grand-père qui lui assigna un enseignant pour lui inculquer la langue, le Coran et les principes religieux.
2. Abdelaziz al-Rashid, Histoire du Koweït, édition révisée, annotée et supervisée par Yaacoub Abdelaziz al-Rashid (Beyrouth : Publications Dar Maktaba al-Hayat, 1978), p. 116.
3. Youssef Ben Issa al-Qenai, Pages de l'histoire du Koweït (Koweït : That Al-Salasil, 1988), p. 20.

qu'il était le plus soucieux des intérêts de son peuple¹».

En 1963, Yaqub Abdelaziz Al-Rashid mit en lumière sa «perspicacité, son savoir-faire, son courage et son altruisme²».

En 2011, Ibrahim Hamed Al-Khalidi souligna qu'il «réunissait des qualités exemplaires, parmi lesquelles la générosité, le courage, l'assistance aux nécessiteux et l'amour du bien, des vertus incarnant les valeurs les plus élevées d'un souverain arabe et musulman³». On le dépeignait aussi comme doté d'une grande force de volonté, de clairvoyance et de bravoure, et dans la poésie nabatéenne, il fut surnommé «le refuge des craintifs et le protecteur des coupables».

Le trait le plus célèbre du cheikh Jaber était sa générosité, ce qui lui valut le surnom de «Jaber Al-Aysh». Le terme «aysh», dans le dialecte koweïtien, désigne le riz. Le cheikh Jaber hérita cette qualité de son père, le cheikh Abdullah I, qui avait pour habitude de prendre son dîner en compagnie des pauvres de la ville et des voyageurs venus du désert koweïtien, une tradition que son fils, le cheikh Sabah, continua à perpétuer. Bien que le cheikh Jaber fût généreux et prodigue, il n'était pas parmi les hommes les plus riches du Koweït, certains commerçants étant plus fortunés que lui. On raconte à son sujet qu'il ordonnait de disposer des nattes dans les marchés, sur lesquelles étaient étalés du riz et de la viande, et il invitait toutes les personnes

1. Auteur anonyme, Registre du Koweït aujourd'hui (Koweït : Département des publications et de la presse, 1956), p. 7.

2. Yaacoub Abdelaziz al-Rashid, Le Koweït à la lumière de la vérité et de l'histoire (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 1963), p. 20.

3. Ibrahim Hamad al-Khalidi, Ouvrage précédent, p. 12.

présentes à partager le repas¹.

La générosité du cheikh Jaber est illustrée par un événement survenu lors d'une réunion au majlis de l'émir Bander bin Mohammed Al-Saadoun, cheikh des Muntafiq. Deux émissaires envoyés par le cheikh Jaber se présentèrent à lui pour traiter certaines affaires. L'émir les fit asseoir et demanda à l'ensemble des présents : «Qui, selon vous, mérite d'être qualifié de généreux ?» Tous répondirent : «C'est toi, ô émir.» Il rétorqua alors : «En réalité, le véritable généreux est Jaber Al-Sabah (le frère de Maryam), qui étend des nattes dans les marchés et les couvre de riz pour les nécessiteux, sans disposer de revenus suffisants. Quant à moi, je n'ai pas de quoi être fier, alors que je possède de nombreuses terres de Bassorah².»

Il convient ici de s'arrêter sur l'expression «le frère de Maryam» employée par Bander Al-Saadoun. Maryam bint Abdullah Al-Sabah, sœur du cheikh Jaber, était renommée pour sa beauté, son hospitalité et sa générosité. Elle accueillait avec bienveillance ceux qui cherchaient refuge au Koweït en l'absence de son frère, comme cela fut le cas avec Rashed Al-Saadoun et Souleiman Al-Zuheir. Sa réputation lui valut le titre

1. Le poète Mohammad Ibn Muslim d'Al-Ahsa' a décrit cette scène en ces termes: «À l'approche du soir, ils appellent leurs serviteurs, Venez donc pour le repas, à ceux qui le désirent. Que sa générosité augmente, que Dieu lui accorde davantage. La grâce divine est une abondance de dons.» Il est important de noter que tous les dirigeants du Koweït ont maintenu cette tradition de distribution quotidienne de riz aux pauvres et aux nécessiteux jusqu'au début des années 1950. Sous le règne du cheikh Mubarak, c'était «Ibn Amayr» qui s'occupait de la cuisson et de la distribution du riz, dans un lieu situé en face du palais de Seif, au sud. Cet endroit est devenu connu sous le nom de lieu de Aich Ibn Omayr.

2. Abd al-Aziz Al-Rashid, ouvrage précédemment cité, p. 117.

de «l'âme bienfaisante du Koweït», et l'expression «les frères de Maryam» devint une locution courante.

Le cheikh Jaber considérait la générosité comme une vertu qui méritait reconnaissance et traitement de faveur. C'est ainsi qu'il exonéra Ali bin Ibrahim, un marchand connu pour sa largesse, du paiement des droits de douane sur les marchandises qu'il importait. Cette décision suscita l'indignation de Abdullatif bin Khamis, un autre commerçant, qui reprocha au cheikh de privilégier Ali. Le cheikh répondit qu'il examinerait la question et utilisa une ruse ingénieuse pour justifier sa décision.

Dix jours plus tard, le cheikh envoya un serviteur chez Abdullatif pour lui demander une quantité de café destinée au majlis. Abdullatif lui remit un petit récipient rempli de café. Le cheikh envoya alors le même serviteur chez Ali bin Ibrahim avec la même requête. Ce dernier fit parvenir une grande quantité de café, transportée par plusieurs bêtes de somme portant huit sacs. Le cheikh exposa les deux dons à l'entrée de son majlis pour que la différence soit évidente. Lorsque Abdullatif entra et vit les deux offrandes, il comprit son erreur et réalisa que le traitement préférentiel d'Ali était mérité en raison de sa générosité. Il baissa la tête de honte, suant à grosses gouttes, regrettant son comportement¹.

Le cheikh Jaber se distinguait également par sa modestie. Il vivait dans une maison simple, la même où s'installa plus tard son fils, le cheikh Sabah, après la mort de son père. Lors de sa visite au Koweït, Lewis Pelly, résident britannique, fut reçu

1. Référence précédente, p. 124.

dans cette demeure modeste, qu'il décrit comme dépourvue de tout signe de richesse. Pelly fit implicitement une comparaison entre la simplicité de la maison du cheikh et la somptuosité du divan où il fut hébergé par Youssef Al-Badr, l'un des plus riches marchands du Koweït, dont la demeure, située dans la partie tribale de la ville, surplombait la mer. Pelly note également qu'Al-Badr possédait le village entier de Jahra¹.

Le cheikh Jaber entretenait des liens étroits avec son peuple, témoignant sa présence lors de la rédaction de certains documents officiels de l'époque. Parmi ceux-ci figure le testament de l'homme d'affaires Fouzan bin Jasser Al-Smaït, rédigé en 1827 par le cadî Abdullah bin Mohammed bin Mohammed Al-Adasani. Le cheikh Jaber, accompagné de plusieurs notables du Koweït, en fut témoin, et son sceau apparaît clairement au bas du document, à droite.²

Le cheikh Jaber était également reconnu pour sa noblesse et sa propension à défendre les opprimés, offrant sa protection à ceux qui recherchaient refuge. Un exemple marquant est celui rapporté par Abdelaziz Al-Rashid. Après la défaite des Al-Zuheir face aux Al-Thaqqib à Zubair, un membre des Al-Zuheir s'enfuit à Bassorah et se réfugia chez un marchand juif à qui il avait confié de l'argent, qu'il réclama. Le marchand, réticent à restituer la somme, dénonça sa présence aux alliés des Al-Thaqqib, qui l'arrêtèrent et le conduisirent au gouverneur de Zu-

1. Ahmad Mustafa Abu Hakima, Histoire moderne du Koweït (1163 – 1385H/ 1750 -1965 A.C) (Koweït : That Al-Salasil ,1984) p.205.

2. Bassem Al-Loughani, «Le sceau du cheikh Jaber I^{er} sur le testament de Fawzan Al-Sumait en 1827» , journal Al-Jarida, publiée le 4 mars 2016

bair. Ce dernier envisagea d'abord de l'exécuter, mais l'homme le convainquit de l'épargner en échange d'une rançon. Il proposa que le paiement soit effectué au Koweït, où il affirma avoir de la famille. Le gouverneur envoya alors l'homme accompagné de quelques soldats au Koweït.

À leur arrivée, l'homme se réfugia chez un de ses proches et lui confia qu'il n'avait aucun moyen de payer la rançon. Son parent lui conseilla de demander la protection du cheikh Jaber. Étant donné que les soldats des Al-Thaqqib surveillaient la maison, il quitta discrètement les lieux, déguisé en femme et accompagné d'une autre femme. Ils se rendirent chez le cheikh Jaber, qui était absent. Sa sœur, la cheikha Maryam, les accueillit et leur accorda sa protection «au nom de son frère» après avoir entendu leur récit.

Lorsque les soldats apprirent l'événement, ils se rendirent chez le cheikh Jaber, qu'ils trouvèrent en train de discuter aimablement avec l'homme recherché. Ils lui expliquèrent qu'ils avaient été envoyés par le gouverneur de Zubair pour récupérer le fugitif. Le cheikh Jaber refusa de le leur livrer, déclarant: «Nous n'avons pas cherché à prendre cet homme sous notre protection, mais il s'est réfugié chez nous, et nous l'avons accueilli. Vous êtes seuls responsables de votre négligence.»

Abdelaziz Al-Rashid ne donne pas le nom de cet homme, mais il rapporte que, reconnaissant pour l'assistance du cheikh Jaber, il le récompensa en lui offrant des terres à Soufiya. Il est probable qu'il s'agissait de Souleiman Al-Zuheir, car il est avéré qu'il fit don d'une partie de ces terres au cheikh Jaber et lui en vendit une autre partie.

Al-Rashid rapporte également une anecdote illustrant la loyauté et la reconnaissance du cheikh Jaber. Alors qu'il séjournait à Bahreïn dans les dernières années du règne de son père, un invité imprévu se présenta à lui. Ne disposant pas de quoi honorer cet invité, le cheikh se rendit chez un marchand voisin, Abu Ahnad, pour lui acheter un mouton à sacrifier en l'honneur de son hôte. Abu Ahnad lui remit le mouton sans accepter de paiement, un geste que le cheikh Jaber apprécia profondément.

Des années plus tard, lorsque Jaber devint souverain du Koweït, le même marchand vint au Koweït pour acheter une grande quantité de dattes issues des plantations du cheikh. Après avoir conclu un accord sur le prix, Jaber refusa de recevoir l'intégralité du montant et se contenta de la moitié, déclarant : «Ô Abu Ahnad, nous ne souhaitons que ce qui nous est dû. Tu as calculé un montant supérieur comme si tu voulais tester notre intégrité. Ce qui nous revient, c'est la moitié de ce que tu as offert, et rien de plus.» Le marchand tenta de le convaincre du bien-fondé de son calcul, mais le cheikh insista pour ne prendre que la moitié. Le commerçant, surpris, ne comprit pas immédiatement qu'il s'agissait du cheikh Jaber, son ancien voisin, jusqu'à ce qu'un tiers le lui révèle¹.

Le cheikh Jaber valorisait la générosité et le sens du don, mais il manifestait méfiance et hostilité envers ceux qui en étaient dépourvus. Al-Rashid rapporte une autre histoire concernant Fahd Al-Fahied, un marchand à qui le cheikh demanda un lot

1. Abdelaziz Al-Rashid, Référence précédente, pp. 122 - 123.

de «bishts» (manteaux traditionnels) pour les distribuer aux Bédouins lui rendant visite. Bien que le marchand disposât d'un stock, il prétendit ne rien avoir, craignant que le cheikh ne tarde à le payer ou ne le paie pas du tout. Profondément affecté par cette attitude, le cheikh n'en dit rien sur le moment.

Quelques temps plus tard, des Bédouins volèrent les biens d'Al-Fahied et s'enfuirent. Lorsqu'il les aperçut au marché, Al-Fahied se précipita chez le cheikh pour lui signaler le vol et demander leur arrestation. Le cheikh répondit en demandant : «Qui es-tu ?» Le marchand répondit : «Je suis Untel, fils d'Untel.» Le cheikh continua à nier le connaître, déclarant qu'il ne connaissait aucun Koweïtien de ce nom, seulement quelques personnes de Zubair ou d'Al-Ahsa portant ce nom. Le marchand tenta en vain de le convaincre. Le cheikh conclut : «Nous ne réclamons que les biens de nos concitoyens, rien de plus.» Al-Fahied comprit alors que l'attitude du cheikh était une punition pour son précédent comportement.

Al-Rashid relate également un incident qui démontre l'attachement du cheikh Jaber à la défense des droits et des biens des Koweïtiens, même au prix du combat. Un membre de la famille Al-Sabah avait vendu des palmiers à des habitants des tribus des Muntafiq, mais la marchandise ne leur fut pas livrée. Les acheteurs se plaignirent au cheikh Jaber, qui leur répondit que le vendeur était en faillite et n'avait rien à offrir. Le chef des Muntafiq, mécontent, attendit l'occasion de se venger. Cette occasion se présenta lorsqu'un Koweïtien de la famille Al-Badr voyagea pour commercer au Souk Al-Shuyukh. Le chef des Muntafiq fit arrêter le marchand, confisqua ses biens et l'enfer-

ma.

Dès qu'il fut informé de l'incident, le cheikh Jaber réagit immédiatement en prenant la tête d'une flotte maritime qui mouilla près des côtes des Muntafiq et imposa un blocus naval, interdisant toute sortie jusqu'à ce que le marchand koweïtien soit libéré et ses biens restitués. Les Muntafiq durent céder à ces exigences.¹

Un incident similaire survint avec la tribu des Nassar, une tribu arabe des Banu Kaab installée à Al-Breem, sur la rive orientale du Chatt al-Arab. En 1815, ils s'emparèrent de la récolte des vergers de la famille Al-Dabbous, situés dans la région d'Abu Al-Khasib. Chaque année, les membres de la famille Al-Dabbous se rendaient dans ces vergers pour vendre la récolte et en percevoir les revenus. Cette fois, ils furent surpris de découvrir que les Nassar avaient confisqué les navires chargés de leurs récoltes. Lorsque les Al-Dabbous protestèrent, les Nassar tuèrent l'un d'eux.

Furieux en apprenant la nouvelle, le cheikh Jaber se prépara à attaquer les Nassar pour punir les coupables et récupérer les biens volés. Lorsqu'il arriva à la tête de la flotte koweïtienne, il constata que les Nassar avaient renforcé leurs défenses sur la côte. Comprenant que l'attaque serait coûteuse en vies humaines, il décida de patienter et fit éloigner la flotte pour qu'elle se cache à l'horizon.

Les Nassar attendirent l'assaut pendant plusieurs jours. Quand ils réalisèrent qu'aucune attaque ne venait, ils crurent

1. Même référence, p. 125.

que le cheikh Jaber avait abandonné ses intentions et était retourné au Koweït. Ils quittèrent alors leurs positions fortifiées sur la côte.

Lorsque la nouvelle parvint au cheikh Jaber, il conduisit ses navires discrètement vers la côte, en face des habitations des Nassar. Les habitants du Koweït débarquèrent et lancèrent une attaque menée par les membres de la famille Al-Dabbous. Bien que l'assaut fût inattendu, les Nassar résistèrent, et un combat intense s'ensuivit, au cours duquel tombèrent en martyrs Ahmed bin Abdullah Al-Dabbous et Abdulaziz bin Faris Al-Dabbous. L'attaque se conclut par une défaite cuisante des Nassar, qui prirent la fuite dans les vergers denses de la région. Lorsque certains Koweïtiens voulurent les poursuivre, le cheikh Jaber les arrêta en leur disant : «Laissez les vaincus s'en aller dans leur humiliation.» Le cheikh Jaber ramena avec lui les navires de la famille Al-Dabbous.

Cette affaire met en lumière deux enseignements importants. Premièrement, le Koweït, sous le règne du cheikh Jaber, possédait une force militaire capable de protéger ses intérêts et de défendre ses habitants contre toute agression extérieure. Deuxièmement, le cheikh Jaber exerçait son autorité indépendamment, sans se laisser entraver par l'influence de l'Empire ottoman, auquel appartenait théoriquement la région d'Al-Breem. La victoire suscita une grande joie parmi les Koweïtiens, au point qu'un poète de l'époque déclara :

Malheureux est celui qui reste chez lui

Absent le jour de l'affrontement avec les Nassar.¹

L'intervention du cheikh Jaber en 1840 pour arbitrer un différend entre les chefs de Bahreïn illustre «sa noblesse de caractère et sa grande habileté diplomatique dans la gestion des relations extérieures de son pays à une époque difficile²». Les événements rapportés dans ce livre témoignent de sa capacité à manœuvrer avec sagesse et finesse parmi les diverses forces politiques qui entouraient le Koweït.

II. Approche du gouvernement et de l'administration

Le cheikh Jaber gouverna pendant quarante-cinq ans. Durant les vingt dernières années de son règne, il fut assisté dans la gestion des affaires du pays par son fils, le cheikh Sabah, qui lui succéda. Si le règne de Jaber fut le plus long de l'histoire du Koweït, celui de son fils Sabah fut relativement court, ne durant que sept ans.

Les relations sociales au Koweït étaient simples et directes : il n'y avait pas de distinctions sociales marquées entre les habitants. En 1831, l'explorateur Stocqueler remarqua que tous les Koweïtiens qu'il rencontra portaient les mêmes vêtements³.

L'administration de la ville était également simple : il n'y avait ni fonctionnaires permanents ni structures gouvernementales

1. Ali Abdullatif Khalifa, Encyclopédie des batailles koweïtiennes 1783 - 1928 (Koweït : droits d'auteur réservés à l'auteur, 2012), pp. 42-43, et Mukhled Ibn Qabl Rabeih Al-Hurais Al-Mutairi (qui sera désigné plus tard sous le nom de Mukhled Al-Mutairi), Les relations politiques du Koweït avec l'Empire ottoman 1113 - 1342H / 1701-1924, thèse de doctorat présentée au Département d'histoire, Faculté de langue arabe et d'études sociales de l'Université Al-Qassim, 2012, p. 101.

2. Ahmad Mustafa Abu Hakima, Référence précédente, p. 242.

3. Référence précédente, p. 202.

formelles. Les revenus du cheikh, utilisés pour gérer les affaires de la ville, étaient modestes. Ils provenaient des droits de douane imposés à certaines marchandises entrant au Koweït, évalués par Stocqueler à 2%, ainsi que d'un don annuel de dattes offert par le gouverneur de Bagdad en reconnaissance du rôle du cheikh dans la suppression d'une rébellion à Bassorah et la restauration de l'autorité du gouverneur. Les revenus provenaient aussi des plantations de palmiers que le cheikh possédait à Soufiya et Fao, ainsi que des donations faites par les commerçants du Koweït pour financer la sécurité de la ville et protéger ses marchés contre les agressions extérieures¹.

Concernant la défense de la ville et la protection des caravanes commerciales, Stocqueler observa que le cheikh du Koweït ne disposait pas d'armée permanente. Cela était naturel à l'époque, car le combat n'était pas une profession spécialisée mais une activité à laquelle participaient presque tous les hommes. En 1863, Lewis Pelly estima que le Koweït pouvait mobiliser jusqu'à six mille combattants, mais il précisa que le Koweït privilégiait la paix au combat.²

La majorité des études s'accordent à dire que, dès la fondation du Koweït, les navires koweïtiens arboraient le drapeau salimi : un drapeau rouge avec une bande blanche en dents de scie, également utilisé lors des célébrations populaires et des aradhat (parades). Sous le règne du cheikh Jaber, ce drapeau fut remplacé par un autre de couleur rouge, orné d'un croissant et d'une étoile. Ces symboles, fréquemment utilisés par les tri-

1. Abdelaziz Al-Rashid, Référence précédente, p. 123.

2. Ahmad Mustafa Abu Hakima, Référence précédente, p. 204.

bus arabes après l'avènement de l'Islam, avaient également été adoptés par l'Empire ottoman sur son drapeau.

Les navires koweïtiens hissaient ce drapeau pour exprimer leur solidarité islamique et leur lien spirituel avec l'Empire ottoman, comme le faisaient de nombreux émirats du Golfe et des pays arabes. Toutefois, ce geste n'impliquait aucune soumission politique, car l'Empire ottoman n'exerçait ni autorité militaire ni administrative sur le territoire koweïtien. La meilleure preuve en est que les navires koweïtiens arborant ce drapeau étaient traités dans le port ottoman de Bassorah comme des navires étrangers, où ils devaient s'acquitter des droits de douane applicables¹.

Le système de gouvernance instauré par le cheikh Sabah I et le cheikh Abdullah I se poursuivit sous le règne du cheikh Jaber. Le souverain était chargé de l'administration des affaires de la ville et du désert, tandis que le cadî (juge) se consacrait aux questions religieuses. Le premier à exercer la fonction de juge au Koweït au XVIII^e siècle fut le cheikh Mohammed bin Abdullah bin Mohammed Ibn Firouz, originaire d'Al-Ahsa. En 1722, le cheikh Ahmed Abdullah Al-Abd Al-Jalil fonda une mosquée à son nom, située sur le littoral dans le quartier Al-Abd Al-Jalil. Son gendre, Mohammed bin Abdulrahman Al-Adasani, lui succéda en 1756 et fonda la mosquée Al-Adasani dans le quartier des Adasani à l'est de la partie tribale de la ville, en 1747. Il fut désigné comme le chef de la maison Al-Adasani à

1. Comité de rédaction, «Le drapeau du Koweït», Message du Koweït, Centre de recherche et d'études koweïtiennes, numéro 46 (avril 2014), pp. 17-18.

Koweït-ville.¹

Par la suite, son fils Mohammed Saleh devint cadî en 1793 et occupa cette fonction jusqu'en 1810, date à laquelle le cheikh Abdullah, deuxième souverain du Koweït, confia cette responsabilité au cheikh Ali bin Abdullah Al-Sharikh, un habitant de Zubair formé par plusieurs érudits, dont son père. Al-Sharikh s'établit au Koweït, où il exerça non seulement comme juge, mais aussi comme prédicateur, incitant les gens de bien à bâtir des mosquées².

Le prestige de la fonction judiciaire au Koweït est illustré par une anecdote rapportée par Abdelaziz Al-Rashid. Lorsque le souverain proposa au cheikh Al-Sharikh de devenir cadî, ce dernier répondit : « Cette charge est lourde de responsabilités, car elle implique d'appliquer les châtiments légaux, y compris envers les notables, et j'ai peur de ne pas pouvoir l'accomplir pleinement. » Le cheikh Abdullah lui assura : « Je t'accorderai la liberté d'exercer cette mission, même à mon encontre, si nécessaire³. » Ainsi rassuré, Al-Sharikh accepta et exerça ses fonctions jusqu'à son décès en 1813.

Après la mort d'Al-Sharikh, Mohammed Saleh Al-Adasani reprit temporairement ses fonctions jusqu'à son décès en

1. Saleh Hassan Al-Fadhala, *L'essence pure dans la connaissance de la lignée prophétique sacrée* (Beyrouth : Dar Al-Kutub Al-Ilmiyya, 2013), p. 144, et « Preuves et documents qui clarifient les vérités : la mosquée Al-Adasani fondée par le juge Mohammed Ibn Abdulrahman », journal Al-Rai, numéro 12636, publié le 4 février 2014.

2. Abdelaziz Ibn Ibrahim Ibn Abdelaziz Al-Nasser, *Al-Zubair et des pages lumineuses de son histoire scientifique et culturelle* (Riyad : Bibliothèque nationale King Fahd, 2016), p. 641.

3. Abd al-Aziz Al-Rashid, ouvrage précédemment cité, p. 94.

1818. Deux autres juges, Ali bin Nashwan et Mohammed bin Hamoud, occupèrent le poste de manière intérimaire jusqu'en 1820, année où le cheikh Jaber nomma Abdullah bin Mohammed Al-Adasani, frère du cadî Mohammed Saleh, qui exerça cette fonction jusqu'en 1857. Son fils, Mohammed Al-Adasani, lui succéda et demeura cadî pendant 64 ans, jusqu'en 1921, traversant ainsi les règnes de sept souverains : Jaber, Sabah, Abdullah, Mohammed, Mubarak, Jaber II et Salem.

Il ressort de cet historique que la famille Al-Adasani a été la plus influente dans le domaine judiciaire au Koweït. Leurs jugements, notamment en matière d'héritage, de testament, de biens waqf et de vente, sont restés célèbres sous le nom de «documents adasani», et leurs décisions sont conservées dans les archives du tribunal du Koweït.

Les jugements des cadîs étaient respectés et scrupuleusement appliqués. Lorsqu'un cadî prononçait une peine de prison, le condamné était détenu dans un local situé entre la mosquée du Grand Marché et la caïserie des commerçants à l'est du marché. Ce lieu, connu sous le nom de «boutique d'Abdulaziz Al-Qandi», un marchand renommé, fut utilisé comme prison jusqu'au règne du cheikh Mubarak, qui la transféra ensuite à un autre endroit.

Le cheikh Jaber veillait à entretenir une relation directe avec ses concitoyens pour faciliter la gestion de leurs affaires. Il désigna également des représentants pour les communautés situées en dehors de Koweït-ville. L'un des exemples les plus notables est Abdulrahman bin Othman bin Saïd, nommé en 1852 comme représentant à Jahra, une fonction qu'il occupa

jusqu'en 1875, couvrant ainsi les règnes du cheikh Sabah bin Jaber et d'une partie de celui du cheikh Abdullah bin Sabah.

Le cheikh Jaber s'efforça d'instaurer la justice entre les habitants, sans interférer dans leurs affaires, et de créer un climat favorable au commerce et à l'amélioration de leur condition de vie. Un exemple frappant de cette justice est survenu lorsque son fils, le cheikh Sabah, imposa une taxe sur les boutiques sans l'en informer. L'un des commerçants, un homme pauvre, refusa de payer cette taxe, affirmant qu'il n'en avait pas les moyens. Le cheikh Sabah ne voulut rien entendre. Le commerçant se rendit alors au majlis du cheikh Jaber pour solliciter sa protection et lui expliquer ses difficultés financières, le suppliant de l'exempter de cette taxe.

Le cheikh fut surpris par ce qu'il entendit et interrogea les notables présents sur la véracité des propos du plaignant. Lorsqu'ils hésitèrent à s'exprimer à ce sujet, il répéta sa question, et ils confirmèrent la véracité des faits. Selon le récit d'Abdelaziz Al-Rashid : «À ce moment, le cheikh envoya chercher son fils Sabah et le réprimanda sévèrement pour son audace, lui disant : "Les habitants du Koweït ont sur nous des droits importants. Si je possédais une immense fortune, je m'empresserais de pourvoir aux besoins des pauvres et des nécessiteux jusqu'à leur dernier souffle¹."»

Le cheikh Jaber avait hérité de ces valeurs de son père et de son grand-père. Il suivait de près les évolutions dans les régions voisines et apprit à préserver le Koweït des effets négatifs de ces événements. Il surveillait avec attention les affaires des princes des

1. Ouvrage précédemment cité, p. 127.

Muntafiq, l'émergence du wahhabisme, la fondation du premier État saoudien et les conflits politiques qui en découlèrent, ainsi que les changements concernant les Al-Zuheir, souverains de Zubair, et les mésaventures des Banu Kaab à Muhammarah. Le cheikh Jaber gouverna de manière à garantir la stabilité et maximiser les intérêts de son émirat.

Le major George B. Brooks confirma cette observation dans son rapport à la gouvernance de Bombay en 1829, où il indiqua que les habitants du Koweït bénéficiaient de la paix, alors que des troubles sévissaient dans tout le reste du Golfe. Il ajouta : «C'est la raison de la réputation maritime glorieuse dont jouissent les Koweïtiens.»

De même, Lewis Pelly rapporta que le cheikh Sabah lui avait transmis le conseil que son père, le cheikh Jaber, lui avait donné au sujet du gouvernement du Koweït : «Lorsque mon père atteignit l'âge de cent vingt ans, il m'appela à lui et me dit : "Mon fils, tu sais que mon heure approche. Je mourrai pauvre, sans te laisser de fortune ni d'argent. Cependant, j'ai noué au cours de ma vie des amitiés sincères avec de nombreuses personnes. Tu devras t'appuyer sur elles. Regarde autour de toi les États du Golfe: ils ont sombré à cause de l'injustice ou de la mauvaise gouvernance, tandis que mon émirat a toujours prospéré et s'est étendu. Adopte la même politique que moi : bien que tu sois entouré de déserts et de tribus autrefois hostiles et encore instables aujourd'hui, ton émirat avancera et prospérera.¹»

1. Il existe plusieurs traductions du texte écrit à l'origine en anglais. Voir Abou Haki-ma, ouvrage précédemment cité, p. 205, ainsi que Dr Abdallah Youssef Al-Ghoneim, «La piraterie maritime», Message du Koweït, Centre de recherches et d'étu-

Pelly résuma ainsi sa vision du rôle des souverains du Koweït: «Par leur sagesse et leur bonne politique, ils réussirent à fonder un port prospère, en faisant de leur ville un refuge pour les opprimés et une maison sûre pour tous¹.»

III. Préservation de l'indépendance du Koweït

Dans la continuité de son père et de son grand-père, le cheikh Jaber s'efforça d'établir des relations équilibrées avec les puissances environnantes tout en préservant l'indépendance du Koweït. Un exemple de cette politique est son accord pour accueillir le résident britannique et ses assistants sur l'île de Failaka en 1821, en réponse aux difficultés qu'il rencontra à cause de Daoud Pacha, gouverneur de Bagdad. Cet événement, qui sera détaillé dans le cinquième chapitre de ce livre, confirme l'indépendance du Koweït vis-à-vis de l'Empire ottoman.

Un autre exemple marquant survint en 1839 avec Mahmoud Agha Al-Mouradi, un officier de l'armée ottomane à Bassorah, qui décida de désertre avec plusieurs soldats pour rejoindre les forces égyptiennes de Mohammed Khurshid Pacha à Najd. En route vers Al-Hassa, Al-Mouredi passa par le Koweït. Lorsque les autorités ottomanes apprirent sa défection, elles émirent un ordre d'arrestation et demandèrent au cheikh Jaber de l'exécuter. Cependant, le cheikh Jaber ignora cette demande et laissa l'officier poursuivre sa route.

Al-Mouredi raconte lui-même cet épisode :

«Je me mis d'accord avec environ cinq cents soldats sur les

des koweïtiennes, numéro 41 (janvier 2013), p. 3.

1. Il existe plusieurs traductions du texte écrit à l'origine en anglais. Voir Abou Hakima, ouvrage précédemment cité, pp. 205-206.

mille stationnés à Bassorah pour rejoindre les troupes de Khurshid Pacha. La rumeur de notre projet se répandit, et on nous empêcha d'obtenir des billets ou des navires. Dans l'urgence, je rassemblai soixante-dix soldats et, malgré les obstacles, nous embarquâmes de force sur un bateau en direction du Koweït. Une fois arrivés, je rencontrai Mohammed Effendi, ¹chargé d'acquérir des fournitures pour le compte de Khurshid Pacha. Alors qu'il comptait rester quelques jours au Koweït, une lettre urgente parvint au fils de Sabah, le Gouverneur du Koweït, exigeant notre arrestation et notre retour à Bassorah. Mais le Gouverneur ignora cette requête, répondant qu'il n'était pas en mesure de nous arrêter ni de nous renvoyer de force. Par la suite, il nous fit embarquer à bord d'un navire avec Mohammed Effendi et nos soldats, et nous arrivâmes à Al-Ahsa.²»

Dans ce même esprit, le cheikh Jaber ouvrit les portes de son émirat à ceux qui cherchaient refuge et protection en raison des bouleversements politiques dans leurs pays, sans distinction de leurs opinions ou affiliations. Cela témoigne de sa sagesse et de sa clairvoyance. L'un des premiers exemples en la matière fut l'accueil de Dhamir bin Humaid, un commerçant de Syrie, en 1826. Ce dernier avait été victime des abus du gouverneur de Damas, Mustafa Pacha, qui imposait des taxes exorbitantes et dont les agents pillaient les caravanes marchandes. Cette an-

-
1. Référence au lieutenant Mohamed Rifaat Effendi, envoyé par Khurshid Pacha, commandant des forces égyptiennes dans la péninsule arabique, auprès du Cheikh du Koweït. Son rôle sera détaillé dans les sections suivantes de cet ouvrage.
 2. Abdullah bin Abdulrahman bin Saleh Al Bassam (compilation, organisation et révision), Histoire d'Ibn Laboun, Khizana Al-Tawarikh Al-Najdiya, quatrième volume - première édition (sans lieu d'édition : droits réservés à l'auteur, 1419 H / 1999), pp. 13-14.

née-là, une grande caravane appartenant à Dhamir fut attaquée par Burhan Bey, l'un des hommes du gouverneur, qui tenta de s'emparer de sa cargaison. Une bataille éclata entre les gardes de la caravane et les assaillants, aboutissant à la mort de Burhan Bey et de plusieurs de ses hommes. Redoutant la vengeance du gouverneur, Dhamir choisit de fuir au Koweït, où il sollicita la protection du cheikh Jaber. Ce dernier l'accueillit chaleureusement en lui déclarant : «Toi et ta famille êtes sous notre protection et notre hospitalité. Sois serein et en sécurité, personne ne te fera de mal tant que tu demeures parmi nous.»

Lorsque Mustafa Pacha demanda au cheikh Jaber de lui livrer le commerçant, ce dernier refusa, malgré l'insistance de Aziz Agha, gouverneur de Bassorah, et de Daoud Pacha, gouverneur de Bagdad. Plus tard, Mustafa Pacha tomba en disgrâce auprès des autorités ottomanes, qui le destituèrent et le jugèrent à Istanbul. En apprenant cette nouvelle, le cheikh Jaber convoqua Dhamir et lui demanda s'il souhaitait retourner en Syrie ou rester au Koweït. Le commerçant répondit qu'il ne quitterait pas le pays qui l'avait accueilli et protégé dans les moments difficiles, ajoutant qu'il désirait y demeurer jusqu'à sa mort et y être enterré¹.

Un autre exemple de l'hospitalité du cheikh Jaber fut son attitude envers les chefs de Zubair. En 1827, lorsque les Al-Zumeit furent défaits par les Al-Zuheir, ils trouvèrent refuge au Koweït, où ils furent reçus par le cheikh Jaber. En 1832, après la défaite des Al-Zuheir par les forces des Muntafiq et des Al-Thaqqib,

1. Yaqub Abdulaziz Al-Rashid, Référence précédente, pp. 39-40.

Souleiman bin Abdulrazzaq Al-Zuheir¹ et ses partisans se réfugièrent à leur tour au Koweït. Bien que Souleiman ait été un adversaire politique du cheikh Jaber, et malgré la participation du Koweït au siège de Zubair qui aboutit à sa défaite, le cheikh Jaber ne fit aucune distinction et les accueillit avec hospitalité².

La même année, Rashed bin Thamer Al-Saadoun³, chef des Muntafiq, se réfugia lui aussi au Koweït après des conflits avec les autorités ottomanes. Ne trouvant nulle part ailleurs où se sentir en sécurité avec sa famille, il choisit le Koweït. À son arrivée, le cheikh Jaber était absent, mais la cheikha Maryam, sœur du cheikh, l'accueillit avec bienveillance jusqu'au retour de son frère. Lorsque le cheikh Jaber revint, il l'honora avec une grande générosité et, selon les mots d'Al-Rashid, «il le combla de tant de bienfaits et de respect qu'il en oublia la crise qu'il avait traversée⁴.» Le cheikh Jaber proposa même d'intercéder en sa faveur auprès des autorités ottomanes pour résoudre son conflit.

Reconnaissant, Rashed Al-Saadoun voulut exprimer sa gratitude après la fin de son différend avec les Ottomans et son

1. Les sources divergent quant à ce nom : Lorimer, dans son Guide du Golfe, le nomme Yaqub Al-Zuwayr, tandis qu'Abdelaziz Al-Rashid le décrit simplement comme un homme de la famille Al-Zuwayr. D'autres sources privilégient le nom de Suleiman Ibn Abdulrazzaq Ibn Yusuf Ibn Yahya Al-Zuwayr. C'est ce nom que mentionnent Cheikh Sabah Ibn Jaber et son fils Cheikh Abdullah dans une correspondance avec l'Empire ottoman en 1866, concernant la propriété des terres d'Al-Sufiyya, que cet homme avait offertes à Cheikh Jaber. Voir Ahmad Mustafa Abu Hakima, Référence précédente, p. 220.

2. Référence précédente, pp. 218-219.

3. Il s'agit de Rashid Ibn Thamiir Ibn Saadun Ibn Mohammad Ibn Nafi' Ibn Shabib.

4. Abdelaziz Al-Rashid Référence précédente, p. 119, et Mukhled Al-Mutairi, Référence précédente, p. 99.

retour chez lui. Il offrit au cheikh Jaber un cadeau précieux : le choix entre la région de Ma'amer¹ dans son intégralité ou trois domaines dans la région de Fao. Contre l'avis de ceux qui recommandaient Ma'amer, le cheikh Jaber opta pour les trois domaines à Fao.

Le cheikh Jaber justifia son choix des terres de Fao, bien que moins vastes et développées², par leur situation stratégique le long du Chatt al-Arab. Il expliqua que ces terres s'étendraient avec le temps grâce aux dépôts de limon apportés par la mer, et que leur emplacement maritime offrait une protection précieuse aux navires koweïtiens commerçant avec le port de Bas-sorah, à l'abri des pressions et interventions des autorités ottomanes. Ce choix révèle la sagesse du cheikh, sa vision éclairée et sa profonde compréhension des enjeux géopolitiques³.

En 1837, après la participation du Koweït au siège de Mu-hammarah et l'avancée des forces du gouverneur de Bagdad, Ali Ridha Pacha, jusqu'à la capitale de cette région, Al-Fahya, Thamer bin Ghadhban, chef des Banu Kaab, quitta la région et trouva refuge au Koweït. Il y demeura jusqu'à la résolution de son différend avec le gouverneur de Bagdad.

L'année suivante, en 1838, le Koweït accueillit le chef wahha-

1. Al -Muammar est une province agricole, au nord de FAW, qui s'appelait «Al -Dakak», qui est âgé de Rashid bin Thamer Al -Saadoun. La FAO était l'une des annexes

2. La superficie de ces terres atteignait 10 800 acres, chaque acre équivalant à 4 000 mètres carrés, ce qui correspond à environ 67 200 km². Leur valeur était estimée à plus d'un million de livres sterling en 1915. Mukhled Al-Mutairi, Référence précédente, p. 118.

3. Forum Histoire du Koweït, « Biographie du cheikh Jaber al-Aïsh », Référence précédente.

bite Omar bin Afaysan, après la défaite du prince Faisal bin Turki face aux troupes de Khurshid Pacha. Après un bref séjour à Bahreïn, Omar se rendit au Koweït, où il résida près de deux ans. De nombreux autres réfugiés affluèrent également au Koweït à la recherche de sécurité sous la protection du cheikh Jaber. En 1841, le cheikh Thamer, chef des Banu Kaab, revint au Koweït après un nouveau conflit avec le gouverneur persan de la province d'Arabistan, bien que son séjour fût de courte durée avant de repartir pour Bassorah.

Toujours en 1841, l'émir Abdullah bin Thunayan trouva refuge au Koweït après sa défaite face à son cousin, l'émir Khalid bin Mohammed Al-Saoud. Lorsque le rapport de forces changea, et après avoir réorganisé ses troupes, Abdullah bin Thunayan triompha de Khalid, qui à son tour se réfugia au Koweït en 1842.

En 1842, Mustafa Agha Al-Kurdi, gouverneur de Bassorah, trouva également refuge au Koweït après avoir été accusé par les Ottomans de mauvaise gestion des fonds publics. Les autorités ottomanes envoyèrent une délégation au Koweït pour exiger son extradition, mais le cheikh Jaber refusa de le livrer en invoquant le fait qu'il était sous sa protection. Le cheikh conseilla alors à Mustafa Agha de quitter le Koweït pour Najd, afin d'échapper définitivement à la surveillance des Ottomans.¹

En 1844, après la défaite du cheikh Abdullah bin Ahmad Al-Khalifa, souverain de Bahreïn, face à son rival Mohammed

1. Comité de rédaction, «Les refuges politiques au Koweït et les exils dans ce pays (depuis sa fondation jusqu'aux années 1960)», Notre Patrimoine, numéro 11 (Dhul-Qi'dah 1419 / mars 1999), p. 28.

Al-Khalifa, descendant de son frère, Abdullah chercha refuge au Koweït.

L'attitude du cheikh Jaber envers les tribus des Ajman et des Muntafiq démontre également l'impartialité avec laquelle il accordait sa protection à ceux qui la demandaient, indépendamment de leurs origines ou de leurs opinions. Même lorsque ces tribus menaçaient parfois les frontières du Koweït, le cheikh leur offrit refuge après leur défaite face à Abdullah bin Faisal. De la même manière, il accorda sa protection aux chefs wahhabites en quête d'asile, ainsi qu'aux collaborateurs de l'armée de Khurshid Pacha, qu'ils aient combattu les Wahhabites ou fui son autorité. Ainsi, le Koweït sous le règne du cheikh Jaber était une terre d'asile ouverte à toutes les factions, y compris celles dont les positions politiques divergeaient de celles du cheikh¹.

L'indépendance du Koweït se manifesta également dans sa gestion de ses symboles maritimes. Avant 1820, les navires koweïtiens arboraient divers pavillons locaux. Après la signature du traité de paix générale entre la Grande-Bretagne et les émirats du Golfe, les pavillons des émirats non signataires, comme le Koweït, ne furent plus reconnus par les Britanniques, qui firent pression sur le cheikh Jaber pour qu'il adopte le pavillon britannique. En réponse, le cheikh Jaber décida en

1. Un poète saoudien a composé ces vers en l'honneur de Cheikh Jaber, enregistrés par Ibn Khamis dans son ouvrage «Histoire d'Al-Yamamah» : «Nous nous plaignons à Celui qui est le rempart des effrayés, notre mur protecteur, Jaber, réparateur des fractures. Nous sommes venus, fuyant une terre d'épreuves, cherchant refuge dans ta demeure, toi, protecteur des voisins, O Abu Sabah, que dire de celui dont le cœur brûle d'amour ? Ton voisin ne redoute pas l'adversité ni l'opposant venant de loin.» Arif Mardhi Al-Fatih, Résumé de l'histoire de Bassorah, Al-Ahsa, Najd et Hijaz, 1965 - 622, vol. 2, p. 152.

1829 de hisser le pavillon ottoman sur sa demeure et sur les navires koweïtiens, car ce pavillon était reconnu par les Britanniques. Cette décision visait à garantir la sécurité des navires koweïtiens en mer.

Ces faits démontrent que le Koweït était indépendant dans sa gestion et que le cheikh Jaber n'était subordonné à aucune puissance étrangère ni exécutant de leurs politiques. James Buckingham, dans son ouvrage de 1816, observe que le Koweït «a toujours conservé son indépendance, même lorsque Hormuz, Mascate, Bahreïn et Al-Hassa étaient sous domination étrangère. De même, Qatif et Bassorah, gouvernées par les Turcs, tombèrent un temps sous le contrôle des Portugais lorsqu'ils les envahirent avec leurs armées¹». Les habitants du Koweït sont parmi les peuples du Golfe les plus épris de liberté.»

Un rapport de Mashuq Pacha, gouverneur de Bassorah, adressé en 1850 au Divan impérial à Istanbul, confirme cette indépendance. Il y souligne que «les cheikhs du Koweït ne consultent en rien les autorités de Bassorah» et avertit que, si l'Empire ottoman souhaitait modifier cet état de fait, il devrait «faire preuve d'une plus grande force politique et militaire².»

Avant d'aborder en détail les aspects économiques, sociaux et diplomatiques du Koweït sous le règne du cheikh Jaber, il est important de dresser un tableau général du Koweït à cette époque. Lewis Pelly décrit ainsi la ville :

1. Ahmad Mustafa Abu Hakima, Référence précédente, p. 199.

2. Dr. Ra'fat Ghoneimi Sheikh et al., Stratégie de l'Empire ottoman dans le Golfe arabe, 1869 - 1914 dans le cadre de la rivalité ottomane-britannique dans le Golfe arabe (Le Caire : Centre de la civilisation arabe, 2014), p. 186.

«Nous trouvons ici une ville propre, avec un marché spacieux et ouvert, des habitations en pierre éparpillées le long de la côte, peuplée d'environ 20 000 habitants. La justice et la liberté de commerce attirent des marchands arabes et persans de tous horizons¹.»

IV. L'accession du cheikh Sabah bin Jaber au pouvoir

Comme mentionné précédemment, le cheikh Sabah joua un rôle de plus en plus important dans la gestion des affaires de l'émirat à mesure que son père, le cheikh Jaber, vieillissait et que les responsabilités du pouvoir devenaient plus lourdes. Il ne gouverna que sept ans, de la mort de son père en 1859 jusqu'à son propre décès en 1866 date à laquelle son fils aîné, le cheikh Abdullah II, lui succéda².

Le cheikh Sabah eut deux épouses. De sa première épouse, la fille de Jarrah Al-Fadil, il eut son fils Abdullah, qui devint directement après lui Gouverneur du Koweït. Il épousa également Lulwa bint Mohammed bin Ibrahim Al-Thaqqib, qui lui donna deux fils : Mohammed, le sixième souverain du Koweït, et Mubarak, le septième, dans la lignée duquel le pouvoir est resté jusqu'à aujourd'hui, conformément à la constitution koweïtienne. Par conséquent, Lulwa est considérée comme la grand-mère fondatrice de tous les souverains du Koweït. Elle mourut en 1905.

Lulwa appartenait à une noble lignée arabe. Les Al-Thaqqib étaient affiliés à la tribu d'Anza et entretenaient des liens fa-

1. Ahmad Mustafà Abu Hakima, Référence précédente, p. 207.

2. Cheikh Sabah eut huit fils : Abdullah, Jaber, Jarrah, Mubarak, Mohammad, Ahmad, Uthbi et Hamoud.

miliaux avec les Al-Saoud¹, ainsi que des alliances matrimoniales avec les Al-Saadoun, chefs des tribus Muntafiq. Ils gouvernèrent également Zubair à plusieurs reprises, parmi eux se trouvaient le père et le frère de Lulwa.

Le cheikh Sabah poursuivit la politique de son père dans la gestion du Koweït. Al-Qina'i décrit son règne bref comme une période «de prospérité et de tranquillité, sans trouble notable².»

À cette époque, l'émirat jouissait d'une réputation enviable grâce à la stabilité de son gouvernement et à l'équité de ses dirigeants. Cela attira des habitants de Najd à la recherche d'opportunités commerciales et de travail, provoquant une expansion urbaine au-delà des anciennes limites de la ville à l'est et à l'ouest. Le flux de nomades et d'étrangers dans les marchés de Koweït poussa le cheikh Sabah à accorder une plus grande attention à la sécurité. Il trouva en son frère Duajj l'homme idéal pour assumer cette responsabilité, capable de maintenir l'ordre avec fermeté.

Le cheikh Duajj devint le garant vigilant de la sécurité de la ville. Il patrouillait dans les rues, armé d'un bâton court appelé «'ajrah» pour s'assurer du maintien de l'ordre. Il fut assisté par une équipe de dix gardes de nuit. Grâce à son efficacité, il exerça cette fonction pendant quarante ans, sous les règnes des

1. La famille Thaqib Ibn Watban Ibn Murkhan Ibn Ibrahim Ibn Musa Ibn Rabi'a Ibn Mani' Al-Muraydi est liée par alliance à l'ancêtre des Al-Saoud, Ibn Muqrin Ibn Murkhan. Mani' Al-Muraydi, l'ancêtre commun des Al-Thaqib, fonda l'émirat de Diriyah en 1446. Voir Bibliothèque centrale Al-Babtain pour la poésie arabe (éd.), Documents des familles koweïtiennes d'origine Najdi (Koweït : Bibliothèque Al-Babtain, 2017), p. 90.

2. Youssef bin Issa Al-Qena'ei, Référence précédente, p. 18.

fil de son frère : Abdullah, Mohammed et Mubarak¹ jusqu'à sa mort en 1901². Son fils, le cheikh Sabah, lui succéda en 1920 et se distingua sous le nom de «Sabah Al-Souq» (Sabah du marché). Il conserva cette responsabilité pendant vingt ans, sous le règne du cheikh Ahmed Al-Jaber.

Pendant le règne du cheikh Sabah, le colonel Lewis Pelly, résident britannique, effectua deux visites au Koweït : en mars 1863 et en février 1865. Lors de sa première visite, d'une durée de trois jours, Pelly rencontra le cheikh Sabah et assista à son majlis. Sa seconde visite dura trois semaines. En route pour Riyad afin de rencontrer l'imam Faisal bin Turki, Pelly envoya un émissaire du cheikh Sabah pour obtenir l'autorisation de poursuivre son voyage. Pendant l'attente de cette réponse, Pelly séjourna à Jahra, en tant qu'invité de Youssef Al-Badr, un grand négociant de chevaux. Ensuite, le cheikh Sabah envoya son fils, Mubarak, accompagner Pelly jusqu'à Koweït-ville.

Ce séjour permit à Pelly de mieux comprendre le cheikh Sabah et de se familiariser avec les affaires et les personnalités influentes du pays. Il rédigea plusieurs rapports contenant des informations précises sur ce qu'il avait observé, notamment les distances entre les villes, la topographie, et les lignées des chevaux arabes. Ces documents demeurent aujourd'hui une source précieuse pour les chercheurs étudiant le Koweït au milieu du XIX^e siècle.

1. Cheikh Mubarak épousa Cheikha, la fille de Cheikh Duaij.

2. Abdullah Al-Nuri, *Contes du Koweït* (Koweït : Maison koweïtienne d'impression, de publication et de distribution, 1985), pp. 117-120. Les sources diffèrent quant à la date de décès ; certains la situent en 1911. Abdelaziz Al-Rashid mentionne 1897.

Pelly décrit le cheikh Sabah comme un homme «jovial, de forte carrure, avec la dignité de ses quatre-vingts ans, élégant et bienveillant, gouvernant avec l'esprit d'un père envers ses enfants.» Il ajouta : «Il acceptait volontiers les jugements du cadî, même lorsqu'il n'était pas d'accord avec ses décisions.» Le cheikh Sabah était doté d'une voix puissante et d'une énergie vibrante, comme en témoigne le fait que son plus jeune fils n'avait que cinq ans à sa mort¹.

Le domicile du cheikh, hérité de son père, le cheikh Jaber, fut décrit par Pelly comme simple et modeste, presque en ruines, avec le cheikh assis sur une natte. Pelly semble implicitement comparer cette humilité à la splendeur du palais de Youssef Al-Badr à Jahra, où il séjourna.

Durant son séjour, Pelly assista aux discussions du majlis du cheikh Sabah, observant que les participants étaient bien informés des événements en Europe, grâce à leur lecture d'un journal arabe publié à Paris, intitulé «Oriental Paris Gazette». Les discussions abordèrent notamment la politique britannique à l'égard de l'Empire ottoman, ainsi que la politique britannique concernant l'abolition de l'esclavage et la lutte contre la piraterie dans le Golfe².

Ainsi, le règne du cheikh Sabah bin Jaber s'inscrit dans la continuité des réalisations de son père, le cheikh Jaber, en les consolidant jusqu'à sa mort, le 16 mai 1866, à l'âge de 82 ans. Son fils, le cheikh Abdullah II, lui succéda et gouverna jusqu'en 1892.

1. Ahmad Mustafa Abu Hakima, Référence précédente, p. 205.

2. Référence précédente, p. 207.

Chapitre II : L'économie – La navigation maritime et l'essor du commerce

La géographie du Koweït révèle deux caractéristiques majeures : le désert et la mer. Le pays est entouré au nord, au sud et à l'ouest par des étendues désertiques, tandis qu'il borde la mer à l'est, occupant une position stratégique à l'extrémité du golfe. Cette géographie a profondément influencé le développement économique du Koweït, où le commerce est devenu l'activité principale des habitants.

Le Koweït s'est imposé dès ses débuts comme un centre commercial, grâce à sa situation géographique dans le nord-ouest du golfe, sur une route maritime fréquentée par les navires, et à son port naturel. De plus, il servait de point de connexion avec les caravanes traversant le désert de la péninsule Arabique. Le Koweït se trouvait également sur des routes commerciales anciennes reliant le golfe Persique à Alep¹.

Sous le règne de son fondateur, le cheikh Sabah I, le Koweït se développa rapidement. Carsten Niebuhr, explorateur danois, le décrit comme une ville prospère, avec une population d'environ dix mille habitants et une flotte commerciale composée de huit cents navires à voiles, selon son ouvrage «Description de la péninsule Arabique» publié en 1772. Durant le règne de son fils, le cheikh Abdullah I, le commerce continua de croître. Après la chute de Bassorah aux mains des Perses, dirigés par Karim Khan Zand en 1775, les navires européens se détour-

1. Natalia Nikolaevna Tomanovitch, Les pays européens dans le Golfe arabe du XVI^e au XIX^e siècle, traduction de Samir Najm al-Din Satas (Dubai : Centre Juma Al Majid pour la culture et le patrimoine, 2006), p. 203.

nèrent vers le port du Koweït, une situation qui dura jusqu'en 1779¹.

James Buckingham, en 1816, évoqua les îles koweïtiennes, notamment Failaka, qu'il identifia comme l'île Icarus, mentionnée dans l'histoire grecque et romaine. Il mentionna également les îles de Maskan et Auhah, ainsi que l'île de Kubar parmi les îles appartenant au Koweït².

La ville de Koweït était décrite comme aride, entourée de sables et sans verdure visible à perte de vue. Buckingham la qualifia de «vaste et densément peuplée». En 1831, Stocqueler souligna qu'à soixante milles de la ville, il n'y avait aucune trace d'arbres ou de végétation, à part des dunes de sable.

En 1839, Felix Jones confirma cette aridité, notant : «Les habitants n'ont presque aucune culture, à l'exception de quelques oignons.» À Failaka, il mentionna quelques palmiers épars produisant peu de fruits, ainsi que des parcelles de terre sablonneuse cultivées avec du limon, semblables aux sols de l'île de Kharg³. On y cultivait parfois des oignons, des melons et, occasionnellement, une petite quantité de blé, irriguée par des puits dont l'eau devenait rare après la saison des pluies.⁴

Le Koweït manquait de sources d'eau potable fiables, à l'exception de quelques puits alimentés par les pluies. Stocqueler

1. Abdul Karim Mahmoud Gharaibah, Introduction à l'histoire moderne des Arabes 1500 - 1918, tome I : L'Irak et la péninsule arabique (Damas : Imprimerie de l'Université de Damas, 1960), p. 245.

2. Ahmad Mustafa Abu Hakima, Référence précédente, p. 199.

3. Kharg est une île iranienne au nord-est du Golfe, faisant face à port de Bouchehr.

4. Ouvrage précédemment cité, pp. 201-203.

décrivit cette eau comme étant loin d'être douce¹. En 1866, Pelly rapporta qu'il existait une croyance locale selon laquelle un fleuve aurait autrefois traversé le nord du Koweït, bien qu'il n'ait trouvé aucune preuve de cette rivière. Il ajouta cependant qu'il avait découvert une petite canalisation reliant le Khor Zubair aux rivières de Bassorah².

Ce chapitre aborde l'évolution des conditions économiques sous les règnes des cheikhs Jaber et Sabah. Il traite d'abord de l'état des marchés, considérés comme le nerf vital de la vie commerciale, puis examine les activités économiques et les métiers exercés par les habitants du Koweït. Enfin, il analyse les voies du commerce maritime et terrestre.

I. Les marchés

Le cheikh Jaber attachait une grande importance aux marchés et aux commerçants. Il avait pour habitude de visiter le marché, situé à l'extérieur de la porte principale de l'enceinte de la ville, pour observer les échanges entre les habitants et les Bédouins venus des environs. Ces derniers installaient leurs tentes à cet endroit. Le cheikh intervenait personnellement, ou par l'intermédiaire de ses assistants, pour résoudre tout conflit ou désaccord entre acheteurs et vendeurs. Le cheikh Sabah poursuivit cette tradition après la mort de son père³.

En 1863, Pelly décrivit le bazar ou marché du Koweït comme un lieu fréquenté par les Arabes et les Persans, attirés par

1. Ouvrage précédemment cité, p. 202.

2. Dr AbdulMalek Khalaf Al-Tamimi, *Recherches sur l'histoire du Koweït*, (Koweït: éditions Dar Qirtas, 1998), p.35.

3. Ahmed Mustafa Abou Hakeema, ouvrage précédemment cité, p. 243.

l'équité des dirigeants et le respect des principes de liberté commerciale¹.

Le cheikh du Koweït garantissait la sécurité du marché, permettant ainsi des transactions sans entrave. Duaij, fils du cheikh Jaber, fut particulièrement connu pour cette mission sous le règne de son frère, le cheikh Sabah, comme évoqué dans le premier chapitre.

Les marchés de Koweït étaient bien approvisionnés en marchandises. En 1829, Brooks rapporta que le Koweït importait des dattes et du blé de Bassorah, ainsi que des tissus, du riz, du sucre, du bois et des épices de l'Inde, du café du Yémen, et des fruits secs et du tabac de Perse. Le pays importait également des tissus, du poisson et des dattes de Bahreïn, destinés à la consommation locale ou à la réexportation.

En complément, Brooks mentionna que le Koweït se procurait également du dhibs (mélasse de dattes) à Qatif, fabriqué à partir d'un type de dattes appelé khanizi, réputé pour sa richesse en sucre.²

Selon Brooks, le Koweït était le principal fournisseur de produits essentiels, tels que le blé et le café, pour le nord et le centre de Najd. Il estima la valeur des importations du Koweït à 500 000 roupies, tandis que les exportations étaient estimées à moins de 100 000 roupies³. Cette différence s'explique par le

1. Ouvrage précédemment cité, p. 204.

2. Comité de rédaction, «Le commerce des coquillages et des perles : chapitres de l'histoire des relations commerciales indiennes avec Al-Qatif», Revue Al-Waha (Beyrouth), numéro 1 (octobre 2007). L'article est disponible en version électronique sur le site de la revue et ne comporte pas de numérotation de pages.

3. Aref Mardhi Al-Fath, ouvrage précédemment cité, p. 136.

fait qu'une grande partie des marchandises importées étaient réexportées au nom de commerçants étrangers.

En 1831, Stocqueler arriva au Koweït depuis Bombay à bord du navire Al-Nasiri. Il nota que le navire transportait des peaux et des nattes, témoignant ainsi de l'activité commerciale entre le Koweït et l'Inde.

En 1839, Felix Jones visita le port du Koweït et l'île de Failaka. Il observa que les fruits consommés par les Koweïtiens comprenaient «des pastèques cultivées localement, ainsi que des dattes, des agrumes, des grenades et des melons importés de Bouchehr et de Bassorah.» Quant aux céréales, il nota que «les habitants s'approvisionnaient en blé, en orge et en maïs à Bassorah et en Inde, et en riz provenant de Mangalore, une ville du sud de l'Inde.» Jones ajouta que le bois de teck nécessaire à la construction des navires était importé de Bombay, tandis qu'un autre type de bois dur, utilisé comme supports et étais, était acheminé depuis Mascate.

En ce qui concerne les viandes, les habitants achetaient du bétail et des volailles aux Bédouins installés aux abords de la ville, tandis que les moutons provenaient des tribus commerçant sur le marché du Koweït. Jones estima qu'un mouton coûtait environ un dollar américain en période de commerce intense et pouvait atteindre deux dollars lorsque l'offre se raréfiait.

Pelly rapporta en 1863 que le Koweït importait des tissus, du riz, du café, des épices et du bois de teck depuis Malabar et Bombay. En retour, il exportait de la laine pour une valeur de 40 000 roupies, des dattes pour 60 000 roupies, ainsi que diverses marchandises pour un montant d'environ 40 000 roupies.

Pelly suggéra que ces chiffres incluait une part importante de commerce de transit, consistant à réexporter des produits étrangers.

Les avis divergeaient quant à l'existence de droits de douane sur les produits importés. Selon Stocqueler, une taxe de 2% était perçue sur toutes les marchandises entrant au Koweït. Cependant, le capitaine Henell, résident britannique à Bouchehr en 1841¹, rapporta que le cheikh du Koweït n'imposait généralement pas de taxes, sauf sur les biens apportés par les Bédouins pour être vendus sur le marché de la ville. Henell et son successeur, Kemball, notèrent dans un rapport de 1845 que le revenu annuel du cheikh ne dépassait pas 3 000 dollars, en raison de la liberté totale du commerce pratiquée au port de Koweït.

Pelly affirma qu'il n'avait observé aucune taxe sur le commerce, hormis une contribution volontaire des marchands pour soutenir l'administration et la sécurité de la ville, qu'il estima à environ 20 000 riyals ottomans².

Les échanges sur les marchés réunissaient des commerçants issus de diverses tribus et régions géographiques éloignées. Leurs relations étaient régies par des principes de confiance et de respect des engagements. Une lettre datée du 25 avril 1870, envoyée par Rashid Al-Dakhil à Abdulaziz Al-Madhi (extraite des archives d'Ali Gholoum Al-Raïs), illustre cet esprit de coopération. Dans cette lettre, Al-Dakhil expliqua qu'à son arrivée au Koweït, on lui avait rappelé qu'il devait 2 600 roupies pour

1. Ahmad Mustafa Abou Hakima, ouvrage précédemment cité, pp. 229-230.

2. Ouvrage précédemment cité, pp. 293-297.

un lot de 15 chevaux acheté par son père l'année précédente. Il informa ses créanciers que la majorité des chevaux étaient morts et que la transaction avait été une perte totale. Il précisa également que le café en sa possession appartenait à d'autres marchands. Malgré cela, les commerçants koweïtiens acceptèrent de lui accorder un délai de paiement¹, déclarant : «Tu es notre compagnon, d'où que tu viennes.» Ils lui fournirent même de nouvelles marchandises pour qu'il puisse les revendre à Bassorah, au Souk Al-Chioukh ou à Zubair, en différant le paiement.

Bien que cette lettre ait été écrite au début du règne du cheikh Abdullah II, petit-fils du cheikh Jaber, elle témoigne de l'atmosphère de confiance qui régnait sur les marchés du Koweït à cette époque.

La politique de liberté commerciale, instaurée par le cheikh Abdullah bin Sabah, continua sous le règne de son fils Jaber et de son petit-fils Sabah sans changements majeurs, à l'exception de l'instauration par le cheikh Sabah, sous le règne de son père, de taxes sur les boutiques pour financer le salaire des gardiens du marché².

Une autre tentative du cheikh Sabah d'imposer une taxe sur les exportations suscita l'opposition des commerçants, qui lui firent valoir que «taxer les biens à l'export nuit au commerce

1. Comité de rédaction, «À propos du commerce des chevaux et du café au Koweït» (document tiré des archives d'Ali Gholoum Al-Rais), Message du Koweït, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 27 (juillet 2009), p. 31.

2. Mohamed Abdulhadi Jamal, Les anciens marchés du Koweït (Koweït : Centre de recherches et d'études koweïtiennes, 2004), p. 53.

et entrave son développement.» Ils ajoutèrent : «Si tu as besoin d'argent, tout ce que nous possédons est à ta disposition.» Le cheikh Sabah finit par suivre leurs conseils.¹

Cette disposition à écouter les marchands montre l'étroite relation entre le cheikh et les commerçants, ainsi que son souci de favoriser la prospérité commerciale, l'une des principales sources de revenus pour les Koweïtiens, qu'ils soient propriétaires de navires, travailleurs maritimes ou négociants de toutes tailles.

II : Les activités économiques

Les activités économiques des habitants du Koweït étaient étroitement liées à la mer, comprenant la pêche, la plongée pour les perles, et le commerce. La plongée pour les perles constituait la principale activité pour de nombreux Koweïtiens et attirait un grand nombre d'hommes venant de diverses régions de Najd et du Golfe, désireux de travailler pendant la saison de la plongée. Avec le temps, cette activité s'accompagna de rituels et de coutumes spécifiques. Chaque expédition de plongée était conduite par un "Nawakhda" (capitaine) et comprenait des rôles variés, comme le "muqaddami" (chef des marins, adjoint du capitaine), le "sukani" (barreur), et le "ghais" (plongeur à la recherche d'huîtres). Le "siyab" était chargé de descendre le plongeur à l'aide d'une corde et de le remonter à la surface.² Le "jass" ouvrait les huîtres, tandis que le "na-

1. Youssef bin Issa Al-Qenaï, ouvrage précédemment cité, p. 23, et le même événement est mentionné dans Abd al-Aziz Al-Rashid, ouvrage précédemment cité, p. 129.

2. Les jambes des plongeurs étaient attachées à des morceaux de pierre afin de garantir leur descente vers le fond de la mer. Une fois leur mission terminée, ils se

hham” était le chanteur du navire. En plus de ces rôles, l’équipe comprenait le cuisinier, le charpentier (al-qaff) et les apprentis, appelés “tibab”, jeunes garçons chargés de petites tâches pour acquérir de l’expérience. Le nombre de marins pouvait varier de 30 à plus de 100, selon la taille du navire, désigné par le terme “mahmil”. Le premier jour de l’expédition était appelé “rukba”, tandis que le jour du retour portait le nom de “qaffal”.

À bord, le navire représentait une petite communauté soudée sous la direction du Nawakhda, qui entretenait une relation paternelle avec ses marins. Avant chaque expédition, les capitaines avançaient de l’argent aux marins afin que leurs familles puissent subvenir à leurs besoins pendant leur absence.

Le Koweït connaissait également diverses industries artisanales essentielles, telles que la menuiserie et la ferronnerie, ainsi que la fabrication de bijoux destinés aux femmes. L’une des activités traditionnelles notables était la production de clous, utilisés pour la construction navale et les travaux de bâtiment (marteaux, haches, scies). Les artisans fabriquaient aussi des serrures “kalib” (verrous) pour portes et fenêtres, ainsi que des “maqat” (pinces) pour manipuler les braises. Les ancres en fer, appelées “bawara”, et des supports de cuisson appelés “maraki”, surélevés sur trois ou quatre pieds pour soutenir les marmites, faisaient également partie des objets produits localement. Ces articles étaient vendus dans un marché spécialisé situé près de la Grande Mosquée.

Parmi les autres productions figuraient des marmites, des

débarrassaient de ces pierres pour faciliter leur remontée à la surface.

plateaux et des cafetières en cuivre, ainsi que des vêtements et des manteaux (abayas) pour hommes et femmes, souvent tissés à partir de laine locale ou de matériaux plus fins importés de Guian en Perse ou de la vile d'Al-Douraq, une ville du Khuzestan, et de Bassorah¹.

En 1848, le Koweït inaugura sa première "karka", un petit atelier de transformation du sésame pour produire du tahini et du rahsh (confiture à base de tahini, de dattes et de sucre). Cette fabrique se trouvait dans le marché des commerçants.²

Le commerce était la principale source de richesse. À la fin du XVIII^e siècle, de nombreux marchands koweïtiens prospérèrent, notamment Ahmed bin Rizq³, le premier à importer du bois d'Inde pour la construction de à voile. de qui le cheikh Ossman Bin Abdullah Rached Al- Sanad a écrit un ouvrage intitulé «Saba'ik Al-Asjad fi Hayat Al-Sheikh Ahmed bin Rizq Al-As'ad» qui a été imprimé en Inde en 1897, dans lequel il a mentionné qu'il.

Il joua également un rôle clé dans le développement de la vi-

-
1. Abdallah Khalid Al-Hatem, C'est ici que le Koweït a commencé, deuxième édition (Koweït : Imprimerie Dar Al-Qabas, 1980), pp. 99-100. La première édition de l'ouvrage avait été publiée à Damas en 1962.
 2. Extraits des mémoires de Youssef bin Ali Ismaïl Jamal, Jassem Abbas Ashkanani, «Pages de mémoire», deuxième partie, supplément du journal Al-Qabas, publié en 2010. Disponible en ligne.
 3. Son père, le cheikh Rizq, quitta Bassorah après l'occupation perse de cette région pour s'installer à Koweït en 1774, sous le règne du cheikh Abdallah I^{er}, deuxième souverain de Koweït et père du cheikh Jaber. Possédant une immense fortune, il contribua au développement des activités commerciales à Koweït. Un chercheur indique qu'il aurait également construit le fort de Zubarah. Voir : Jalal bin Khalid Al-Haroun Al-Ansari, «Révision du patrimoine historique du Golfe sur les trois derniers siècles : le cas d'Al-Hetoub», Revue Al-Waha, numéro 41 (octobre 2007). Disponible en ligne sur le site de la revue, sans pagination.

lle de Zubarah avant de s'installer au Koweït, où il fit construire un grand palais dans la région connue aujourd'hui sous le nom de «Um Qasr» en 1816.¹ Ahmed bin Rizq était réputé pour son amour de la science et de la littérature, ainsi que pour ses œuvres caritatives.

Les archives conservées par certaines familles anciennes du Koweït témoignent de l'essor économique et commercial dans la région, y compris dans les territoires ottomans de Bassorah. Durant le XIX^e siècle, les Koweïtiens entreprirent de développer et de cultiver des terres situées au sud de Bassorah jusqu'à Faw, sur la rive de Chatt al-Arab. Ils veillaient à enregistrer leurs biens auprès des autorités ottomanes et du qadi du Koweït.

Parmi ces documents figure un acte notarié du 10 août 1829, émis par le "Conseil de la charia" de Bassorah, confirmant la vente par Suleiman bin Hamad Al-Fadag et ses sœurs de terres cultivées en riz et en palmiers à Saqr Al-Ghanem et Mohammed bin Shu'aib. Ces terres, situées dans la région de Khost, furent également enregistrées le 10 novembre 1829² auprès du juge Mohammed Abdullah Al-Adsani au Koweït.

Un autre document, daté du 5 octobre 1838, atteste de l'achat de deux parcelles par Youssef bin Saqr Al-Ghanem auprès de Abd al-Rahman Afandi bin Talib Pasha, tuteur de la dame

1. Abdelmohsen Al-Khoraifi, *Des éducateurs de mon pays*, (Koweït : droits d'auteur réservés à l'auteur, 1998), p. 87.

2. Comité de rédaction, «Les documents Al-Saqr : nouvelles contributions à l'histoire de la patrie», *Message du Koweït*, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 48 (octobre 2014), pp. 5-6 ; et Dr Faisal Adel Al-Wazzan, *Le commerce maritime au Koweït à travers la famille Hamad Abdullah Al-Saqr : une étude documentaire (1871-1930)*, (Koweït : Centre de recherches et d'études koweïtiennes, 2019), p. 15.

Zakia, contre la somme de 600 piastres ottomanes. Ces terres étaient situées dans la région de Khost et furent-elles aussi enregistrées par le juge Al-Adsani.¹

Enfin, une autre pièce, datée du 15 septembre 1861, rapporte un échange entre Suleiman bin Ibrahim Al-Abduljaleel et la mosquée Al-Abduljaleel. L'échange portait sur un magasin appartenant à Ibrahim Al-Abduljaleel, en contrepartie d'une parcelle de terrain abandonnée qui faisait partie du waqf de la mosquée, le magasin étant jugé plus utile. Les deux documents rédigés le 19 septembre 1864 concernent la répartition de la succession d'Ibrahim Al-Abduljaleel entre ses héritiers.²

III : Le commerce extérieur

Buckingham a écrit que la ville de Koweït possédait un grand port et a souligné qu'«aucun port au nord d'Al-Qatif n'a d'importance comparable à celui d'Al-Qurain». La majorité des habitants de Koweït se consacrait au commerce, que ce soit à l'intérieur ou avec l'extérieur, exerçant toutes les activités commerciales connues dans la région du Golfe³. Brooks a également affirmé que le Koweït entretenait un commerce florissant, différent de celui des autres régions.

On peut distinguer deux types d'activités commerciales des Koweïtiens : le commerce maritime, qui s'étendait jusqu'aux côtes orientales de l'Afrique et à celles de l'Inde et le commerce

1. Ouvrage précédemment cité, p. 18.

2. Comité de rédaction, «Les documents Al-Abd Al-Jalil», Message du Koweït, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 42 (avril 2013), p. 5.

3. Les cartes maritimes anglaises désignaient le port de Koweït sous le nom de «Al-Qurain». Voir Ahmed Mustafa Abou Hakeema, ouvrage précédemment cité, p. 199.

terrestre à travers le désert.

Concernant le commerce maritime, celui-ci connut une grande expansion sous le règne du cheikh Jaber. Les constructeurs de navires se mirent à produire de grands bâtiments comme les baghla et les bateel. Cette évolution a marqué un tournant pour les marchands koweïtiens, leur permettant d'atteindre directement les ports indiens et yéménites, sans avoir à s'arrêter à Mascate pour payer les taxes imposées par les autorités omanaises.

Les navires transportaient des dattes et des chevaux vers l'Inde et revenaient avec le bois nécessaire à la construction navale. Comme il était difficile de faire entrer ou sortir ces navires chargés par le Chatt al-Arab, les cargaisons provenant de l'Inde étaient déchargées au port de Koweït avant d'être redistribuées sur de plus petits bateaux, d'une capacité de 50 à 60 tonnes, pour rejoindre les ports du nord du Golfe. À l'inverse, les petites embarcations acheminaient les marchandises des ports du Golfe vers le Koweït, où elles étaient ensuite chargées sur les grands navires à destination de l'Inde.

Une preuve de cette activité commerciale se trouve dans un document daté du 19 janvier 1858, rédigé par Nassif bin Rashid bin Nassif. Ce document traite d'une cargaison appartenant à Mohammed bin Abdulrasoul, transportée de Bombay à Bouchir à bord d'un navire de type shouai appelé Al-Mosafi. Le document spécifie la somme convenue comme frais de transport: deux qirans (une monnaie persane). La cargaison comprenait un seul paquet, appelé baqsha, contenant «des biens évalués à 512». Le document mentionne également que l'accord a été

rédigé en deux exemplaires, l'un annulant l'autre une fois utilisé. Le sceau personnel de Nassif bin Rashid figure au bas du document¹.

Les chercheurs estiment que la flotte commerciale de Koweït était la deuxième plus importante du Golfe, après celle de Mascate. Les navires koweïtiens excellaient dans le commerce de transit, transportant des marchandises de Bahreïn et Zubarah vers le Koweït pour être ensuite acheminées par caravanes terrestres. Les propriétaires de ces biens préféraient cette route pour éviter les taxes élevées imposées par les autorités ottomanes à Bassorah.

Selon les estimations de Pelly en 1863, environ trente navires koweïtiens effectuaient chaque année un voyage à Bombay, avec une capacité moyenne de 100 tonnes par bateau. Certains de ces navires acheminaient des marchandises vers le Koweït et d'autres ports du Golfe, tandis que d'autres partaient pour la côte orientale de l'Afrique. Un document de la famille Al-Khalid, daté du 16 décembre 1861, illustre ces échanges. Il mentionne que le marchand Khalid Al-Khudair remit 400 roupies au capitaine Mohammed bin Hussein Al-Asousi pour qu'il les livre à son agent Mishaan Al-Khudair à Malabar. Cet argent devait être utilisé pour acheter des biens et en envoyer une partie à Dar es Salaam, sur la côte est de l'Afrique.²

1. Dr Abdullah Youssef Al-Ghoneim, «Analyse des documents de la famille Al-Nassif», *Message du Koweït*, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 51 (juillet 2015), pp. 4-6.

2. Comité de rédaction, «Les documents de la famille Al-Asousi», *Message du Koweït*, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 20 (octobre 2007), p. 3.

Selon de nombreux récits, les navires koweïtiens, une fois chargés de marchandises, se rendaient à Bassorah pour se ravitailler en dattes. De là, les vents de mousson les poussaient vers Mascate, avant de continuer leur voyage vers les ports d'Afrique de l'Est. On pense que les navires du marchand Ahmed bin Rizq furent parmi les premiers à établir des échanges commerciaux avec cette région. Les familles Al-Ma'arafi, Al-Shaya et Al-Abduljaleel devinrent par la suite célèbres pour leurs activités commerciales en Afrique de l'Est.

Le développement du commerce était indissociable de la construction de navires à voiles. En 1816, Buckingham estimait qu'il y avait une centaine de navires de tailles variées à Koweït, allant des petites embarcations aux grands bâtiments. Ces navires prenaient différentes formes : jalboot, dankiya, bateel, dhow et baghla. Bien que nous ne puissions ici en faire une description détaillée, il est utile de souligner que la dankiya se distinguait par sa poupe surélevée, protégeant les marchandises des intempéries.¹

Le dhow avait une capacité variant entre 150 et 250 tonnes et était reconnaissable à son pont saillant à la proue. Quant au baghla, il se distinguait par sa grande capacité de chargement et servait au transport de vivres et de passagers. Selon Stocqueler, ces navires pouvaient transporter entre 100 et 200 tonnes.

En 1829, Brooks estimait que les habitants de Koweït pos-

1. Il est intéressant de noter que le capitaine Genour avertissait, dans un livre publié en 1791, les Européens de voyager à bord de ce type de navires, car, selon lui, ils étaient de mauvaise qualité, inconfortables, et leur navigation était extrêmement difficile à maîtriser pour le capitaine.

sédaient 15 grands navires de type baghla et dhow, avec une capacité de charge variant entre 100 et 400 tonnes, ainsi que 20 autres navires de type bateel et baghla, avec une capacité allant de 50 à 120 tonnes. Ils disposaient également de 150 navires plus petits dont la capacité variait entre 15 et 150 tonnes. Ces navires opéraient dans les eaux du Golfe et de la mer Rouge et atteignaient les ports de l'Inde.

Lors de sa visite à l'île de Failaka en 1839, Felix Jones rapporta que les habitants possédaient entre 15 et 16 navires de type baghla, ainsi que 45 à 50 petites embarcations fabriquées à partir de palmes, utilisées pour la pêche¹. En 1841, le capitaine Hennell, représentant britannique dans le Golfe, estima que les Koweïtiens possédaient 31 navires de type baghla et bateel, avec une capacité de 150 à 300 tonnes. Ces navires voyageaient jusqu'en Inde. Il indiqua aussi que Koweït disposait de 50 navires plus petits pour le commerce dans les ports du Golfe, et de 350 embarcations légères dédiées à la plongée pour la pêche aux perles. Kembal, qui succéda à Hennell, confirma les mêmes chiffres dans un rapport daté de 1845.²

Stocqueler offrit une description détaillée du voyage à bord du baghla Al-Nasseri,³ qu'il prit depuis Bombay le 18 février 1831 et qui atteignit Koweït le 4 avril de la même année, après un périple de 45 jours. Il décrivit les conditions à bord en ces

1. Ahmad Mustafa Abou Hakima, ouvrage précédemment cité, p. 203.

2. Pour ces estimations, voir l'ouvrage précédemment cité, pp. 272, 291-293.

3. Ce navire appartenait à la famille Bin Naser, qui possédait également un autre bâtiment, le "Souleïman". La charge de la "Narsi" était estimée à 255 tonnes. Ce navire fut construit par le grand maître d'œuvre de Koweït, Hajji Souleïman, qui recouvrit sa coque inférieure de cuivre jaune.

termes : «Le baghla est un grand navire... sa poupe est élevée, et sa proue effilée. Il possède une vaste cabine inclinée avec des salles et des fenêtres à l'avant, ainsi que deux grandes voiles carrées. Parfois, il dispose également d'une voile à l'avant. Le coût de son voyage s'élevait à 150 roupies, et l'équipage comprenait entre 40 et 50 marins originaires d'Al-Qurain ou de Koweït, sur la côte-ouest du Golfe. Quant au capitaine, il était nawakhda¹, élégant et jeune. Les marins lui manifestaient un respect comparable à celui des enfants envers leur père, mêlant obéissance et égards, ce qui parut surprenant à un étranger britannique comme moi²».

Bien que Stocqueler ait offert une description précise du navire, il a été moins précis concernant ses voiles, affirmant qu'elles étaient carrées comme celles des navires européens, alors qu'elles étaient en réalité triangulaires.

Il ajouta que les marins du baghla faisaient preuve de compétences remarquables, comparables aux standards européens, et qu'ils travaillaient avec sérieux et discipline, tout en évitant les complaisances inutiles. Leur esprit joyeux se manifestait lorsqu'ils jouaient du tambour et chantaient des chansons maritimes. À leur arrivée au port de Koweït, ils saluèrent la ville avec des tirs de canon. Après son débarquement, Stocqueler fut accueilli par le propriétaire du baghla, Abdelmohsen, qui l'invita chez lui et lui offrit du café, du lait, du pain et des pâtisseries. Stocqueler visita ensuite les rues de la ville. Il séjourna à Koweït pendant quatre jours avant de repartir vers Bassorah à bord

1. Il s'agit de Abd al-Mohsen Bin Naris.

2. Ahmad Mustafa Abou Hakima, ouvrage précédemment cité, p. 272.

d'un navire de type Al baqâra.

Les marins koweïtiens acquièrent une vaste expérience et leur renommée se répandit dans tout le Golfe. Buckingham les décrit comme sages, compétents, déterminés et courageux.¹ Brooks souligna leur amour de la mer et de la navigation. Quant à Pelly, il souligna leur habileté et leur excellente réputation, précisant que leur nombre atteignait environ 4 000 marins.

Ainsi, après le décès du Cheikh Jaber, selon les estimations de Pelly, «Koweït était la ville la plus importante du golfe Persique (comme mentionné dans l'original), attirant des centaines de navires en raison de son climat sain, bien que rigoureux, de la convivialité de ses habitants et de ses magnifiques ports.»

La navigation maritime était associée à plusieurs anciennes familles koweïtiennes, dont la famille Yaqout, qui s'était installée dans la région de «Jibla» avant 1820. Ses membres étaient des capitaines de plongée et de commerce. Parmi eux se trouvait le capitaine Abdullah bin Mohammed Al-Yaqout et son fils Omar bin Abdullah Al-Yaqout. La famille disposait d'un majlis où se réunissaient commerçants et capitaines pour conclure des affaires et vendre les perles récoltées.²

Il y avait également la famille Al-Assousi, qui comptait un grand nombre de propriétaires et capitaines de navires. L'un des plus anciens documents témoignant de cette activité est

1. Ouvrage précédemment cité, p. 199.

2. Documents de Abdul Mohsen Abdullah Al-Jarallah Al-Kharafi, *Le marchand modèle dans le Koweït d'antan*, tome I (Koweït : Tous droits réservés par l'auteur, 2018), p. 306.

une attestation datée du 2 mars 1859, confirmant la propriété du capitaine Hussein bin Mohammed Al-Assoussi, précédemment mentionné, et de son navire de type «baghla» nommé Fath Al-Mubarak. Cette attestation fut établie lors de la dernière année du règne du Cheikh Jaber¹.

La famille Al-Nisf, quant à elle, se distinguait dans le commerce et le transport maritime, possédant de nombreux navires qui accostaient aux rivages de l'Inde. L'un des membres les plus illustres de cette famille à l'époque du Cheikh Jaber était le capitaine Nisf bin Rashid Al-Nisf.

La famille Al-Othman, dont le doyen, Abdulaziz bin Othman, arriva au Koweït en 1857 avec son frère Abdullah et leur sœur Haya, comptait également parmi ses membres des capitaines de navires, comme², Abdulaziz et Abdullah.

La famille Al-Abduljaleel se fit également un nom avec son célèbre capitaine Ibrahim bin Suleiman Al-Abduljaleel, l'un des plus anciens et habiles capitaines du Koweït. Il fut parmi les premiers à mener ses navires vers les ports de l'Inde et du golfe du Bengale, formant ainsi de nombreux autres capitaines³.

Enfin, la famille Al-Saqr était réputée, notamment sous le règne du Cheikh Jaber, pour son capitaine Youssef bin Mohammed Al-Saqr, qui s'engageait dans le commerce à partir de 1837 à bord de son navire de type baghla appelé Al-Wafra ou

1. Documents de la famille Al-Assoussi, référence précédente, p. 3.

2. Abdul Mohsen Abdullah Al-Jarallah Al-Kharafi, La famille Al-Othman : école de navigation à la voile au Koweït (Koweït : Tous droits réservés par l'auteur, 2003), pp. 82, 110.

3. Bibliothèque centrale Al-Babtain de poésie arabe, référence précédente, p. 164.

Al-Wafri. Il transportait des dattes d'Irak pour les vendre en Inde. Vers 1845, son navire chargé de marchandises fit naufrage en raison des tempêtes au large du port indien de Calcutta. Les récits divergent quant à son sort : certains affirment qu'il survécut à cet accident, tandis que d'autres disent qu'il périt en mer, laissant derrière lui ses fils Suleiman, Abdullah, Rashid et Mubarak.¹

Les capitaines koweïtiens étaient réputés pour leur habileté à naviguer en évitant les zones de danger et les tempêtes, s'appuyant sur les conseils transmis de génération en génération. Ils se servaient notamment de deux poèmes maritimes composés par le navigateur et poète yéménite de renom, Saeed bin Salem Bata'iyah, expert en art nautique. Le premier poème, écrit en 1802, décrivait la route maritime entre le port de Sayhut² et l'île de Zanzibar en Afrique de l'Est. Le second, écrit en 1805, détaillait la route entre le port de Mascate et celui de Mocha au Yémen³.

Ces deux poèmes étaient largement mémorisés et transcrits par les capitaines koweïtiens, qui les utilisaient, avec des cartes maritimes, pour naviguer vers l'Afrique de l'Est et le Yémen. Ces œuvres étaient célèbres pour la précision des informations nautiques et astronomiques qu'elles contenaient, ainsi que pour les descriptions des repères maritimes et terrestres que chaque capitaine connaissait à l'époque.

1. Dr. Faisal Adel Al-Wazzan, ouvrage précédemment cité, p.24.

2. Sihoût est une ville yéménite de la province d'Al-Mohra.

3. Le port de Mokha est un ancien port maritime situé sur la côte ouest de la ville de Mokha. Il ne reste désormais que des pierres enfouies sous le sable.

Ainsi, le capitaine cheikh Issa ben Abdulwahab Al-Qatami, décédé en 1929, s'est appuyé sur ces connaissances pour rédiger à la fois le "Guide de l'indécis en science de la mer" et le "Abrégé destiné aux voyageurs, marchands de perles et plongeurs". Il a veillé à les rédiger en dialecte koweïtien afin qu'ils soient utiles au plus grand nombre de travailleurs maritimes.¹

Quant au commerce terrestre, le Koweït a prospéré en tant que centre des caravanes terrestres qui transportaient des marchandises du port par voie terrestre vers les pays voisins et au cœur du désert, jusqu'au Levant et à Alep.

Les marchandises étaient transportées à dos de chameaux, de mulets et d'ânes, et la taille des caravanes variait tout comme le nombre de jours nécessaires pour le voyage entre Alep et le Koweït. La durée du voyage d'une grande caravane s'étendait de 45 à 70 jours, tandis que pour les caravanes plus petites et plus rapides, elle était réduite à environ 25 jours.

Les habitants du Koweït prirent les mesures nécessaires pour sécuriser les caravanes et garantir leur arrivée à destination sans qu'elles ne subissent d'attaque ou de dommage. Une troupe de gardes armés était chargée d'accompagner les caravanes, et des sommes d'argent ou des cadeaux étaient offerts aux chefs des tribus dont les terres étaient traversées par ces caravanes. Parmi les routes commerciales importantes de cette époque figurait celle reliant le Koweït à Al-Zulfi, qui reliait le nord-est de la péninsule arabe à Al-Zulfi. Cette ville devint alors la por-

1. Mohamed Alawi Abdel Rahman Baharoun, Découverte d'aspects de la vie du savant Al-Mah Batay'a, (Koweït : Centre de recherches et d'études koweïtiennes, 2012), pp. 34, 41-42, 53-54.

te d'entrée de Najd vers le Koweït. Ce chemin incluait plusieurs itinéraires, dont celui passant par Al-Jahra, puis Al-Dibdiba, et enfin Al-Summan jusqu'à Al-Zulfi, avant d'atteindre Al-Qassim.

Les commerçants koweïtiens se sont activement engagés dans les différentes régions de Najd, établissant des relations étroites avec ses villes. Cela est illustré par ce que le capitaine G. Forster Sadleir a mentionné dans la description de son voyage de Qatif, sur les rives du Golfe, à Yanbu, sur la mer Rouge, en 1819, où il souligne l'importance de la ville de 'Unaizah¹ en raison du passage des caravanes en provenance de Bassorah, Koweït, Qatif, Al-Ahsa et Diriyah. Il a également rencontré à Shaqra² et 'Unaizah «de nombreux commerçants koweïtiens et de Zubair appartenant à la tribu des 'Utub».³

Parmi les familles koweïtiennes ayant émergé dans le domaine du commerce, figure la famille Abduljaleel, qui a quitté Hotat Sudair à Najd pour s'installer à Koweït au dernier tiers du XVII^e siècle. Elle a construit un réseau étendu de relations commerciales avec de nombreux ports et villes de la région du Golfe et de l'Inde, possédant plusieurs navires marchands qui accostaient dans la rade d'Abduljaleel, l'une des plus anciennes et des plus grandes rades de Koweït. Suleiman bin Ibrahim Ab-

1. Ville commerciale ancienne dans la région d'Al-Qassim, aujourd'hui une province d'Arabie saoudite sous le nom d'Unayza.

2. Ville commerciale ancienne, maintenant une province d'Arabie saoudite nommée Al-Shaqra.

3. Capitaine J. Forster Sadleir, *Mémoires d'un voyage à travers la péninsule arabique de Qatif dans le Golfe (Persique) jusqu'à Yanbu sur la mer Rouge en 1819*, traduction d'Anas Al-Rifai et introduction de Abbas Mansour (Le Caire : Organisation générale du livre égyptien, 2013), p. 93.

duljaleel fut le premier à construire des navires spécialement conçus pour le transport des chevaux, qu'il nommait «Baghlah» ou «Safarah». Quant à son fils Ibrahim, né à Koweït en 1784 et décédé en 1864, il entretenait un commerce florissant avec les tribus des 'Uqaylat à Najd¹.

Parmi elles, la famille Al-Ateeqi, dont les membres entretenaient des transactions commerciales entre Koweït et Zubair. Cela est attesté par le «règlement des comptes» entre Al-Haj Abdulaziz Hamad bin Saif Al-Ateeqi et Cheikh Mohammed Al-Thaqib, rédigé par Cheikh Ahmed bin Othman bin Jamea, le juge de Zubair, en 1856. Ce document indique qu'Abdullah bin Mohammed Al-Thaqib avait réglé les créances d'Al-Ateeqi auprès de son représentant à Zubair. Il est probable que ces transactions aient eu lieu à des dates antérieures, puisque Cheikh Mohammed Al-Thaqib était déjà décédé avant cette date.²

En plus des Arabes, plusieurs Indiens se livraient également au commerce, et Cheikh Jaber les considérait comme une menace pour les commerçants koweïtiens. En effet, étant sujets britanniques, ils jouissaient de privilèges, de traitements préférentiels et d'exemptions fiscales dans certains ports. De plus, ils envoyaient les profits de leurs affaires à leur pays de manière régulière. C'est pourquoi Cheikh Jaber limita strictement le nombre d'Indiens autorisés à résider et à exercer le commerce au Koweït.³

1. L'une des anciennes tribus de Najd, originaire d'Unayza et s'étant installée dans les régions d'Al-Qassim et de Ha'il, célèbre pour son commerce de chevaux, de chameaux, de moutons et de beurre.

2. Bibliothèque Al-Babtain de poésie arabe, référence précédente, p. 220.

3. Noora Mohammed Al-Qasimi, La présence indienne dans le Golfe Arabe de 1820

Quant au commerce des chevaux avec l'Inde, il prospéra au début du XIX^e siècle en raison du besoin des forces britanniques pour leurs guerres de contrôle sur le sous-continent indien. Les commerçants de chevaux koweïtiens avaient des agents issus des tribus Shammar et Anza, ainsi que d'autres à Najd, qui rassemblaient des informations sur les lignées des chevaux, les achetaient et les amenaient à Koweït. Les chevaux étaient transportés à bord de navires, dont certains avaient été spécialement construits à cet effet. Ces navires étaient composés de deux étages afin de pouvoir accueillir le plus grand nombre de chevaux. Selon les estimations de Buckingham en 1816, la cargaison des navires variait entre 80 et 100 chevaux.

Parmi les figures les plus notables de ce commerce à l'époque des cheikhs Jaber et Sabah, se trouvent Yusuf bin Abdulmohsen Al-Badr (1800-1880) et Yusuf Abdulrazzaq Al-Sabei (1800-1875). Concernant Al-Badr, il est né à Koweït et s'est consacré au commerce des chevaux arabes de pure race, maîtrisant parfaitement leur classification et leur élevage. Son commerce se développa au point qu'il devint l'un des plus grands marchands de chevaux de la région du Golfe. Al-Badr possédait deux fermes, l'une à Al-Jahra et l'autre à Abu Hulayfah,¹ qu'il utilisait pour regrouper les chevaux achetés dans le désert, leur permettant de se reposer avant de les transporter au port de Koweït en vue de leur expédition par bateau.

à 1947 (Charjah : Publications du Département de la culture et de l'information, 1996), pp. 123-124.

1. La région se trouve actuellement dans le gouvernorat d'Al-Ahmadi, nommée ainsi en référence à une plante qui y poussait, connue sous le nom de «Al-Halfa», «Hanifa» ou «Al-Kufta».

Yusuf Al-Badr était un expert des lignées des chevaux arabes, et possédait certains des plus purs et des meilleurs spécimens, selon ce qui est mentionné dans le livre «Les origines des chevaux arabes», rédigé par un comité technique sous la direction et le patronage du gouverneur d'Égypte, Abbas Hilmi Pacha, petit-fils de Mohammed Ali Pacha, qui régna de 1848 à 1854. Ce comité dépêcha une équipe pour visiter le Hijaz, Najd, Alep, le Levant, l'Irak et l'Inde, afin d'enquêter et d'examiner les origines et les lignées des chevaux arabes, en se basant sur des observations directes, des inspections et des entretiens avec leurs propriétaires. Le livre rapporte que certaines des personnes rencontrées par l'équipe avaient indiqué que Yusuf Al-Badr possédait des chevaux arabes de haute lignée.¹

Quant à Yusuf Al-Sabeih, il est né dans l'une des localités de Najd, avant de venir s'établir à Koweït en quête de prospérité, où il s'installa et se lança dans le commerce. Son activité commerciale se développa considérablement, augmentant ainsi sa fortune, qu'il investit dans le commerce des terres, les plantations de palmiers-dattiers, et il possédait plusieurs navires qu'il utilisait pour transporter des chevaux et des marchandises vers l'Inde.

Buckingham a noté que le nombre de chevaux exportés chaque année de Bassorah et de Koweït vers Bombay, Madras et Calcutta atteignait 1 500 chevaux, dont la valeur totale se situait entre 900 000 et 1 000 000 de roupies, faisant de ce com-

1. Comité de rédaction, «Documents sur l'histoire des chevaux de pure race au Koweït», Message du Koweït, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 53 (janvier 2016), pp. 5-6.

merce une activité hautement profitable pour ceux qui y étaient impliqués. Il estimait que le bénéfice net des commerçants, après déduction de toutes les dépenses, variait entre 100 et 300 roupies, selon la lignée des chevaux et l'endroit où ils étaient vendus. Le prix à Calcutta, centre du pouvoir, était plus élevé qu'à Bombay.¹

Pelly a longuement évoqué le commerce des chevaux, mentionnant dans son rapport sur sa première visite à Koweït en 1863 qu'il avait visité la région d'Al-Jahra et observé les lieux de rassemblement des chevaux de Najd. Il nota que Koweït exportait les meilleures lignées de chevaux arabes vers l'Inde. Dans un autre rapport sur la même visite, il estima que le nombre de chevaux exportés par Koweït s'élevait à 800 cette année-là, dont 600 étaient directement expédiés de Koweït et 200 via Bassorah.

Les chercheurs britanniques Vassie et Grant dessinent un tableau de la situation économique au Koweït durant la période du règne des cheikhs Jaber et Sabah, affirmant que «cette ville est un exemple typique de prospérité commerciale malgré l'absence de presque tous les avantages, à l'exception de son grand port... À la moitié du XIX^e siècle, nous voyons au Koweït une société caractérisée par son dynamisme et sa cohésion, dont le commerce a bénéficié de la paix maritime protégée par la Grande-Bretagne. De plus, le secteur perlier, dans lequel la flotte koweïtienne jouait un rôle important, avait connu une

1. Comité de rédaction, «Le commerce et l'exportation des chevaux arabes au Koweït», Message du Koweït, Centre de recherches et d'études koweïtienes, numéro 8 (septembre 2004), pp. 13-15.

forte croissance... En 1860, la flotte commerciale du Koweït était devenue grande flotte du Golfe, surpassant même celle de Bahreïn. Dans les années 1860 (faisant référence au XIX^e siècle), l'explorateur britannique William Palgrave avait raison lorsqu'il décrivit le Koweït comme le port le plus actif du Golfe. C'est là un exploit remarquable pour un État qui ne possédait aucune ressource naturelle, si ce n'est l'habileté et les efforts de ses habitants¹.»

1. William Facey et Gillian Grant, Koweït à travers les yeux des premiers photographes (Londres : Centre de Londres pour les études arabes, 1998), p. 11.

Chapitre III: Les conditions sociales : solidarité, tolérance et ouverture

Le plus ancien témoignage sur la ville de Koweït durant le règne du Cheikh Jaber est sans doute celui de Buckingham en 1816, qui mentionnait que c'était une ville étendue. Cependant, la description la plus précise, basée sur une observation et une inspection directe, est celle écrite par Joachim Hayward Stocqueler en 1831. Il la décrivit comme s'étendant sur une longueur d'un mile et une largeur d'un quart de mile, et il est probable que cette estimation découle de ses propres mesures lors de sa visite de la ville.

La ville était entourée d'un mur, le deuxième que les Koweïtiens avaient construit en 1814, et qui fut restauré en 1845 sous le règne du Cheikh Jaber.¹ Selon la description de Stöckler, le mur était en terre, mesurait environ un pied de large et était entouré d'un fossé. Sa longueur atteignait environ 2300 mètres, englobant une surface d'environ 274 kilomètres carrés. Le mur s'étendait de la côte ouest, à proximité de la maison des Al-Badr, en passant par la mosquée Al-Masayed, puis se dirigeait vers l'est jusqu'à Barahat Al-Sabaan, pour finir à Al-Sanqour, près de la mosquée Ibn Fares².

Les sources divergent quant au nombre de portes du mur, va-

1. De grandes divergences subsistent quant à la date de construction de la première muraille, estimée entre les années 1760, 1770, et 1789. La construction de la deuxième muraille oscille entre 1798, 1811 et 1814. Pour la troisième muraille, cependant, un consensus existe autour de l'année.

2. Abdullah Khaled Al-Hatem, Référence précédente, pp. 212-214. «Les murs de Koweït, symboles immuables de la mémoire collective et témoins de l'histoire et de la solidarité de ses habitants», article diffusé par l'Agence de presse koweïtienne KUNA le 18 janvier 2011. Accessible en ligne.

riant entre cinq, sept, huit ou neuf. Cette différence peut s'expliquer par le fait que le nombre de portes a changé au fil des années avec l'ajout de nouvelles portes. Parmi les noms de ces portes, on retrouve : Al-Fadaag, Anza ou Al-Sabaan, Dahiman Al-Sanqour, Al-Abdulrazzaq, Al-Mutabba, Al-Badr, Ibn Batti, Al-Mudeires et Al-Qurawiyeh.

Stocqueler a décrit les maisons de Koweït comme étant construites en terre et en pierre, et «leurs façades extérieures étaient revêtues d'une couche épaisse de plâtre¹». En 1839, Felix Jones a noté que les matériaux nécessaires à la construction des maisons, principalement la pierre et le bois de manguier (kendal), étaient abondants. Quant à Pelly, il a mentionné que les maisons de la ville étaient construites soit en pierre solide, soit en pierre et en terre ensemble, et que ses rues étaient plus larges comparées à celles de Mascate et de Bushehr.

Concernant le port de Koweït, Buckingham l'a décrit comme un grand port dans le nord-ouest du Golfe, affirmant qu'après Qatif, il n'y avait pas d'autre port d'importance comparable, en raison de sa situation dans une baie abritée, idéale pour l'amarrage des navires.²

Selon une carte de Koweït datant de 1867, la baie de Koweït était entourée d'une «tour de guet circulaire» située près de l'actuelle zone de «Messila». Le terme «tour de guet» fait référence à une structure élevée en terre utilisée pour la surveillance et la protection, généralement située aux abords des anciennes vi-

1. Le terme fait référence à un mélange de chaux et de sable, auquel on ajoute de l'eau, utilisé dans la construction pour cimenter les pierres ou enduire les murs.

2. Ahmad Mustafa Abu Hakima, Référence précédente, p. 201.

lles de la péninsule arabe. Au nord, une autre tour de guet de forme carrée était également présente.

Selon cette même carte, le littoral du Koweït, composé de sable et de rochers, s'étendait le long de la zone entre "Ras Al-Ard" et "Ras Ajouza". À l'ouest de Ras Ajouza, la ville de Koweït apparaissait sous forme de carrés ombragés, tandis que l'île de Qurain, située actuellement près de la côte de Shuwaikh, était visible. Au sud-ouest de cette île se trouvait la zone d'amarrage des navires, et Ras Al-Baksh apparaissait comme le dernier point sur la côte sud de la baie de Koweït. Au nord, la carte mentionnait "Doha Kazma", et à l'est de la baie de Koweït apparaissait Khawr Al-Sabiya.¹

Étant donné que le Koweït est entouré par le désert, certaines tribus bédouines attaquaient occasionnellement la ville. Par conséquent, les dirigeants du Koweït ordonnèrent que personne ne puisse entrer dans la ville avec ses armes, les obligeant à les laisser en dehors des remparts pour assurer la sécurité.

La vie au Koweït, dans l'ensemble, était simple, loin du luxe et du raffinement que l'on trouvait dans d'autres villes comme Bassorah, sous domination ottomane. Les habitants utilisaient des «jarres en terre cuite», connues à l'époque sous le nom de «jahla», pour conserver le riz et la farine à l'abri de la détérioration, ainsi que des récipients pour l'eau.² Les maisons des plus aisés étaient éclairées par des huiles comme l'huile de sésame,

1. Comité de rédaction, *Le Koweït à travers les cartes marines*, Message du Koweït, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 28, octobre 2009, p. 25.
2. Bibliothèque centrale Al-Babtain de poésie arabe, référence précédente, p. 171.

l'huile d'olive et l'huile de noix de coco (appelée narjeel).

Cette section aborde les aspects de la vie sociale, explorant l'évolution de la population, les principales coutumes en vigueur à l'époque, la construction des mosquées et les œuvres de charité et de bienfaisance qui y étaient liées, l'émergence des «kouttabs» où garçons et filles étaient instruits, ainsi que les conditions de santé et les pratiques médicales, sans oublier les poètes célèbres sous le règne des cheikhs Jaber et Sabah.

I - La population et les aspects de la vie sociale

Évolution de la population

Buckingham a mentionné en 1816 que la ville de Koweït était densément peuplée, une expression vague. En revanche, Joachim Hayward Stocqueler a estimé en 1831 la population à quatre mille habitants, une estimation faible comparée à d'autres évaluations antérieures, en raison des effets dévastateurs de l'épidémie de peste qui a ravagé Koweït cette année-là. Nous en parlerons en détail dans la section consacrée à la santé de cette étude.

Il suffit ici de citer Yusuf Al-Qena'i qui a écrit à ce sujet que cette épidémie «a dévasté Koweït de manière effroyable, à tel point que la plupart des maisons étaient vides de leurs habitants, et que les gens étaient incapables d'enterrer leurs morts dans les cimetières, les enterrant donc dans leurs propres maisons¹». Il est à noter que cette épidémie s'est propagée durant l'hiver, lorsque les grands navires koweïtiens, engagés dans le commerce avec l'Inde, étaient en mer. Les hommes qui étaient

1. Youssef Al-Qenai, référence précédente, p. 64.

à bord de ces navires sont revenus pour découvrir l'ampleur de la catastrophe, constatant que certaines familles avaient totalement disparu et qu'ils avaient perdu leurs épouses et enfants. Ils se sont alors mariés avec des femmes des villes voisines comme Zubair et d'autres villes de Najd, constituant ainsi la force qui a revitalisé la société koweïtienne.

Ce constat est corroboré par le résident britannique dans le Golfe, Kemball, qui rapporta dans son rapport de janvier 1845 que Koweït représentait un modèle de réussite commerciale, et que sa population atteignait 25 000 habitants. Dans un autre rapport publié en février de la même année, il révisa son estimation à 22 000 habitants. Dans le même sens, lors de sa deuxième visite en 1865, le résident britannique Pelly estima dans l'un de ses rapports que la population de Koweït était de 20 000 habitants, puis modifia cette estimation dans un autre rapport la même année pour la ramener à 15 000 habitants, sans fournir d'explication à cette différence entre les deux estimations.¹

Les habitants de Koweït étaient issus de tribus de Najd, et aux côtés de la majorité arabe musulmane vivaient des groupes de Perses et d'Africains venus en quête de moyens de subsistance, ainsi qu'un nombre limité de chrétiens originaires du sud de l'Irak et de la région du Fars.

La société koweïtienne du XIX^e siècle était marquée par un climat de tolérance religieuse. Pelly mentionne dans un rapport daté du 15 mai 1866 que «les habitants jouissent de tous

1. Ahmad Mustafa Abu Hakima, référence précédente, p. 204.

leurs droits religieux» et de la liberté de pratiquer leurs rites religieux, sans qu'aucune taxe spéciale ne leur soit imposée. Pelly, qui séjourna plusieurs jours en tant qu'invité de Yusuf Al-Badr, nota que son hôte était bien informé sur les autres religions ainsi que sur leurs règles et principes.

L'un des témoignages les plus importants de la tolérance des Koweïtiens et de leurs érudits est probablement leur rejet des idées extrémistes de l'époque, ainsi que l'opposition du cheikh Othman bin Sanad, l'un des érudits les plus célèbres du Koweït au XIXe siècle, aux doctrines d'extrémisme et de rigueur. Ainsi, il n'y avait aucune forme de discrimination entre les habitants de Koweït, et rien ne justifiait que les dirigeants de Koweït adoptent une politique spécifique à l'égard des non-musulmans.

Koweït était ouverte aux autres, ainsi il est surprenant que Stocqueler, qui visita Koweït en 1831, mentionne qu'il pourrait être le premier étranger à l'avoir visitée et que ses habitants n'auraient pas vu d'étrangers depuis longtemps. Cette affirmation est incorrecte, car l'agence britannique s'était déjà installée à Koweït à deux reprises : la première à la fin du XVIIIe siècle et la seconde en 1821, soit dix ans avant son arrivée. De plus, cela est en contradiction avec le fait que Koweït était un centre commercial dont les navires se rendaient dans d'autres ports du Golfe, ainsi qu'en Afrique de l'Est et en Inde.

Les migrations vers Koweït

La société koweïtienne sous le règne du cheikh Jaber se caractérisait par des changements sociaux et par des vagues de migrations en provenance de différentes régions de Najd, notamment d'Al-Zulfi, Al-Majma'ah et Al-Houtah. Cela était dû

aux périodes de sécheresse et de famine qui frappèrent Najd au XIX^e siècle, causées par l'absence de pluies. Ainsi, «les puits et les cultures se tarirent, et le bétail dépérit et succomba aux maladies¹». En outre, les conflits et les guerres tribales acharnées contraignirent de nombreuses familles à se déplacer vers Zubair, l'est de la péninsule arabique, ou Koweït.

Il y avait également des migrations temporaires, liées aux saisons de plongée perlière, qui voyaient l'arrivée de nombreux jeunes hommes robustes venus participer aux expéditions de plongée pour gagner leur vie. À la fin de la saison, certains d'entre eux retournaient dans leurs villages et villes, tandis que d'autres choisissaient de s'installer à Koweït. Parmi ceux qui fréquentaient Koweït à cette époque, on trouve le poète Rashid Al-Ali Al-Hamad², né à Al-Zulfi en 1808 et décédé dans les années 1880. Il se rendit à Koweït pour travailler dans le commerce et la plongée perlière, y laissant une grande descendance.

Parmi ces migrants, il y avait également Saoud Mohammed Al-Mutlaq Al-Asimi, originaire d'Al-Zulfi, qui commença à se rendre à Koweït vers 1850 pour travailler durant la saison de plongée perlière³.

Al-Zulfi fut la principale source des migrations et des déplacements vers Koweït, phénomène que l'on désignait sous le nom

1. Selon le témoignage de M. Adel Al-Abd Al-Mughni concernant les raisons de l'émigration de ses ancêtres depuis le village de Harma, à Najd, vers le Koweït en 1850, voir : Hamad Abdul Mohsen Al-Hamad, Koweït et Az-Zulfi : Migrations, Relations et Familles (Beyrouth : Maison arabe des sciences, 2010), p. 33.

2. Il s'agit de Rashid Bin Ali Bin Hamad Bin Rashid Bin Hamad Bin Saleh Al-Assadi Al-Otaibi. Son père, Ali Al-Hamad, fut l'un des principaux chefs de caravanes commerciales entre Najd, le Koweït et le sud de l'Irak.

3. Référence précédente, p. 85.

de “Jalawat”. Cela peut s’expliquer par l’existence d’une route de caravanes reliant les deux villes. De nombreuses familles koweïtiennes connues, telles que les Hamed, Shaya’, Al-Humaydi, Al-Othman, Al-Asimi, Al-Falah, Al-Badr, Al-Ghannam, Al-Kharafi et Al-Sadah, ont des origines à Al-Zulfi.

En ce qui concerne la famille Al-Badr, leurs ancêtres s’étaient installés à Koweït au XVIIe siècle. Parmi les membres les plus éminents, on trouve Yusuf bin Abdulmuhsen bin Othman bin Mohammed Al-Badr, mentionné dans la section précédente. Né à Koweït en 1800, il s’était distingué dans le commerce des chevaux et était l’un des commerçants les plus renommés et les plus riches de Koweït. Il est décédé en 1880. Il était célèbre pour sa générosité, son aide aux nécessiteux et sa confiance envers autrui. Une anecdote raconte qu’à l’époque du cheikh Jaber, un groupe de la tribu des «Mahra» du Yémen était venu à Koweït pour le rencontrer. Lorsqu’ils le rencontrèrent, ils lui demandèrent un prêt de quatre-vingt mille riyals pour investir dans leur commerce, et il leur donna la somme demandée sans les connaître auparavant, ni demander de garantie pour prouver le prêt. Lorsque leur commerce fut couronné de succès, ils revinrent pour lui rendre la somme empruntée, ajoutant sa part de profit. Cependant, il accepta uniquement le montant qu’il leur avait prêté, sans réclamer le moindre bénéfice supplémentaire.¹

La même année que la naissance de Yusuf Al-Badr, en 1800, Ali Al-Sadah, l’ancêtre de la famille Al-Sadah, arriva à Koweït. Il était venu avec une certaine somme d’argent, avec laquelle il

1. Abdul Mohsen Abdullah Al-Jarallah Al-Kharafi, *Le marchand modèle du Koweït d’antan*, tome I, référence précédente, p. 201.

acheta un terrain et y construisit une maison. Il se lança dans le tannage des peaux, un processus incluant l'enlèvement des poils des peaux d'animaux et leur assouplissement pour fabriquer des outres, qu'il vendait ensuite. Il fit du commerce de peaux avec Najd, et son fils Mohammed poursuivit cette activité.¹

Quant à la famille Al-Shaya', Hamoud bin Ahmed bin Ali Al-Shaya' arriva à Koweït avec son épouse et ses deux fils, Mohammed et Ali, entre 1820 et 1830. Leur voyage s'était étendu de l'est d'Al-Zulfi, passant par Hafar Al-Batin et Al-Raqi à l'est, jusqu'à Koweït. Il possédait deux maisons : l'une à Koweït dans le quartier d'Al-Mirqab et l'autre à Al-Zulfi. Il se consacra au commerce et décéda en 1896, étant enterré au cimetière de Naif².

Concernant la famille Al-Kharafi, Hussein Abdulmuhsen Al-Kharafi est arrivé à Koweït en 1852, s'installant dans une demeure près du souk intérieur et à proximité de la mosquée Al-Fahd. Il travailla dans le domaine maritime et le commerce, et une fois sa situation stabilisée, il fit venir sa mère ainsi que ses frères Falah, Nasser et Ahmed, qui se lancèrent tous dans le commerce avec l'Irak et l'Inde³.

En plus de ceux-ci, Ali Mohammed Hamad Al-Zamami arri-

1. Le texte est relaté dans : Jassem Abbas Ashkanani, Pages de mémoire, tome III, 2011, supplément d'Al-Qabas 56, disponible en ligne, pp. 80, 81. Une autre version indique qu'Ali Al-Saddah arriva au Koweït en 1850 et mourut en 1899 à Al-Hamad, référence précédente, p. 70.

2. Jassem Abbas Ashkanani, référence précédente, p. 62

3. Référence précédente, p. 58 ; et Faisal Adel Al-Wazzan, Le commerce de la laine et des cuirs au Koweït d'après les archives des familles Al-Kharafi et Al-Sidairawi, Message du Koweït, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 17 (juillet 2020), pp. 17-18.

va également à Koweït, où il se consacra au commerce des chevaux. Il s'installa d'abord dans la région d'Al-Jahra, où son fils Abdullah naquit en 1860¹.

D'autres migrants venus des différentes régions de la péninsule arabique s'installèrent également à Koweït. Parmi eux, la famille Al-Khashram originaire de Zubair, une famille aisée².

En 1845, le chef de la famille Al-Sidraoui vint de la région de Sudair et s'établit à «Jabla», près de la mosquée Al-Mudeires. Depuis l'est de Médine, l'ancêtre de la famille Hilal Al-Mutairi arriva à Koweït en 1850 avec un groupe de membres de sa famille, dont la plupart exerçaient des activités de pâturage, de plongée perlière et de commerce maritime. Ils s'installèrent dans le quartier Al-Sharq, à proximité de celui des Al-Nisf. Selon le récit d'Abdulaziz Khalid Al-Mukhled Al-Mutairi, son grand-père naquit à Koweït en 1855 et se consacra à la plongée perlière, devenant ensuite un marchand de perles³.

Les ancêtres de la famille Al-Asfour, venus de Bahreïn, s'établirent également à Koweït, dans le quartier d'Al-Sharq. Cette famille se fit connaître dans le commerce et la navigation, avec de nombreux capitaines et propriétaires de navires de plongée perlière et de commerce.⁴

1. Al-Hamad, référence précédente, pp. 55-85.

2. Abdullah Bin Ibrahim Bin Al-Fa'as, Histoire d'Al-Zubair et de Bassorah avec des références à l'histoire du Koweït et de l'Ahsaa (Dijla : Maison Al-Khuzam pour l'édition et la distribution, 2006), p. 33.

3. Jassem Abbas Ashkanani, Pages de mémoire, tome I, 2009, supplément d'Al-Qabas 52, p. 134. Disponible en ligne

4. Khaled Al-Nazr, La famille Al-Asfour dans la région de Bahreïn 2/2, Revue Al-Waha, numéro 37 (Beyrouth, novembre 2007). Accessible en ligne sans pagination.

Toujours de Bahreïn, Ali Al-Khabbaz arriva à Koweït entre 1810 et 1815. Selon le récit de son petit-fils, Ahmed Sayyed Imran Al-Mousawi, il était boulanger et possédait à Bahreïn «un grand moulin à blé et une boulangerie employant plusieurs ouvriers». Lorsqu'il s'installa à Koweït, il emmena avec lui ses ouvriers et sa boulangerie, et construisit sa maison à Barahat Al-Mujaybil, près de la mosquée Al-Nisf, en bord de mer.¹

De même, le cheikh Abduljalil Al-Tabtaba'i arriva de Bahreïn en 1842. Né à Bassorah en 1776, il vécut à Zubarah et Bahreïn avant de s'établir à Koweït, où il demeura jusqu'à son décès en 1853. Il contribua de manière significative aux domaines de la science, de l'enseignement, de la poésie et de la littérature, comme cela apparaît à plusieurs reprises dans ce livre. Il laissa derrière lui une famille jouissant d'un statut social important à Koweït.

Durant cette période, il était courant de nommer les nouveaux arrivants en fonction de leur lieu d'origine. Ainsi, ceux venant de la région de Houtah, à Najd, étaient appelés "Ahl Al-Houtah" et travaillaient dans la construction et le déchargement des marchandises. Les arrivants de Bahreïn étaient surnommés "Al-Baharina" et étaient connus pour leur expertise dans la construction navale, appelés "qalalif", une profession spécialisée dans la fabrication des navires, connue sous le vocable de "Qilafa".

Un des événements marquants sous le règne du cheikh Jaber fut une altercation qui éclata entre un homme de Houtah et un

1. Le texte est paru dans le journal Al-Anbaa, le 22 mai 2010.

Bahreïni. De nombreux habitants des deux communautés se rallièrent pour soutenir les deux parties impliquées. Au cours de cette mêlée, un Bahreïni frappa un homme de Houtah à la tête avec une hache, le blessant. Les habitants de Houtah portèrent alors leur blessé sur une civière jusqu'au cheikh, tandis que les Bahreïnīs allèrent également se plaindre au cheikh, accusant les hommes de Houtah d'agression.

Le cheikh, sachant que les Bahreïnīs étaient pacifiques et n'initiaient pas de conflits, mais ne répondaient qu'à des agressions, tenait à connaître la vérité. Il examina la blessure de l'homme de Houtah, posa sa main sur sa tête, et constata que le saignement s'arrêta. Il comprit alors que la blessure était superficielle, touchant seulement la peau sans atteindre l'os. Avant de donner son verdict, il demanda aux parties en conflit s'ils acceptaient son jugement ou s'ils préféraient que l'affaire soit portée devant le juge religieux. Les deux parties acceptèrent son jugement.

Selon le récit d'Al-Haj Ahmed bin Ya'qub Al-Mohmeid, le cheikh déclara : «Mon jugement est que cette coupure (une blessure à la tête) ne vaut pas plus qu'un rial» (le rial était une monnaie d'argent en usage à l'époque, pesant environ 30 grammes). Il ajouta ensuite : «Prenez votre homme, Ahl Al-Houtah, et sachez que pour soigner une coupure comme celle-ci, il suffit de la remplir de dattes et de sel» (le mot "remplir" fait ici allusion au soin de la blessure). Il leur expliqua que les dattes et le sel étaient des remèdes pour les blessures à la tête, et conclut : «Qu'ils prennent le rial, soignent leur homme avec des dattes et du sel, et remercient Dieu pour la guérison.»

Le cheikh invita alors tout le monde à rester calme et à veiller

à ne pas se causer de tort les uns aux autres, en disant : «L'offense est la cause de la discorde, et la discorde mène à l'instabilité. Si l'instabilité s'installe, elle sera remplacée par le chaos, et le chaos apporte la peur et la perte des moyens de subsistance.» Il s'adressa ensuite directement aux gens d'Al-Houtah en leur déclarant que, s'ils n'acceptaient pas son jugement, il enquêterait sur l'origine du problème et découvrirait qui avait initié l'agression – sachant pertinemment que cela provenait de leur camp – et qu'il punirait le responsable¹.

3. Les coutumes et modes de vie quotidienne

La société koweïtienne était empreinte d'un sentiment général d'égalité entre tous, et les différences entre individus étaient basées sur le «statut tribal» plutôt que sur l'argent ou la richesse, conformément aux traditions des tribus arabes. Ainsi, le statut social était lié à l'origine tribale. La majorité des anciennes familles koweïtiennes étaient issues des tribus d'Anza, de Bani Khalid, de Shammar, d'Ajman, de Mutair, d'Al-Awazem, des Utub, des Rashaida, et d'autres tribus.

Cette distinction de statut n'apparaissait ni dans les vêtements ni dans les professions, car les Koweïtiens portaient une tenue commune et exerçaient toutes les professions. Il n'y avait pas de différence de mode de vie entre riches et pauvres, ou entre notables et gens du peuple. Tous étaient impliqués dans les diverses activités de pêche, de plongée perlière et de commerce.

Le caractère «non hiérarchique» de la société koweïtienne traditionnelle à cette époque peut s'expliquer par plusieurs

1. Abdullah Al-Nouri, *Histoires du Koweït*, référence précédente, pp. 35-38.

facteurs : Koweït était une petite ville avec une population vivant sur une zone géographique restreinte, favorisant ainsi les échanges et les relations entre ses habitants. De plus, l'absence d'agriculture empêcha l'émergence d'une classe de propriétaires terriens, qui dans d'autres sociétés jouait un rôle crucial dans l'établissement d'inégalités sociales. Par ailleurs, l'appartenance tribale, transcendant les classes sociales, renforça ce sentiment d'égalité, chaque tribu comprenant des riches, des personnes de classe moyenne et des pauvres. En conséquence, la richesse et l'argent ne devinrent pas des critères de distinction sociale.¹

Les hommes se réunissaient dans des «majlis» ou dîwaniyyas, tenus dans les maisons des notables et des grands commerçants. Ces dîwaniyyas étaient des lieux d'échange d'informations, notamment sur les guerres et les raids ayant lieu dans les émirats et cheikhats de la péninsule arabique et du Golfe, ainsi que des lieux de rencontre avec des visiteurs venus de l'extérieur de Koweït, pour des veillées et des récitations de poésie.

Parmi les majlis les plus célèbres sous le règne des cheikhs Jaber et Sabah, on comptait ceux des familles Al-Badr, Al-Sabeih, Al-Saqr et Al-Khaled, ainsi que celui d'Abdulnabi bin Ma'rifi, l'ancêtre de la famille Al-Ma'rifi². Il était habituel de servir du «café» dans les dîwaniyyas, et les Koweïtiens excellaient dans la fabrication de tasses élégantes pour le boire. Le café resta la seule boisson connue des Koweïtiens jusqu'au début des années

1. Mohammed Alajmi, *Histoire de l'architecture au Koweït : l'évolution de l'architecture traditionnelle koweïtienne avant la découverte de pétrole*, thèse de doctorat soumise à l'Université du Nebraska, 2009, pp. 29-30.

2. Abdullah Bin Khaled Al-Hatem, référence précédente, p. 223.

1890, lorsqu'ils découvrirent le thé.

Quant aux femmes, elles se visitaient souvent entre elles, surtout au sein du même quartier. La femme jouait un rôle important dans le maintien de la structure familiale, achetant les nécessités au marché, transportant l'eau potable jusqu'au domicile, particulièrement durant les périodes où les hommes étaient absents pendant la saison de la pêche à la perle ou lors de voyages lointains vers l'Inde et Zanzibar.

À cette époque, le jeu de la Dama était populaire. Il s'agissait d'un ancien jeu pratiqué par les jeunes et les hommes dans les rues, les *dīwaniyyas*, et sur les navires à voile en mer. Le jeu se jouait avec des pièces spéciales en bois sur une petite toile, d'une manière similaire aux échecs. Ce jeu était également connu dans les autres émirats du Golfe et reste encore aujourd'hui une partie intégrante du patrimoine populaire du Golfe¹.

Il n'y avait pas d'endroits publics où les habitants de la ville pouvaient se rencontrer. Peut-être le plus ancien de ces lieux était-il le café Abu Nashi, ou Bunashi, que certains appelaient aussi le Café des commerçants, étant situé dans la zone du marché. Ce café fut fondé à l'époque du cheikh Abdullah I^{er}, père du cheikh Jaber, par Mubarak Bunashi, qui était venu à Koweït depuis Al-Ahsa. Le café se composait au départ de deux bancs en terre et en pierre de chaque côté de l'entrée du lieu, avec entre eux un petit foyer à charbon (*kur*) et une cafetière (*dalla*).

Le cheikh Abdullah y rencontrait les notables, les com-

1. Les soirées culturelles de Charjah en avril 2016 comprenaient des compétitions de jeux de dames. Al-Bayan, 13 avril 2016, accessible en ligne.

merçants et la population en général, résolvant leurs problèmes. Les caravanes venues de Najd et d'autres régions s'arrêtaient là avec leurs chameaux et leurs marchandises. Le cheikh Jaber suivit les traces de son père, comme en témoigne ce qu'un poète a dit :

Ô toi qui traverses le Cham, transmets mon salut au cheikh Jaber du côté du café Al-Shadhili.

Le terme café Al-Shadhili fait référence au café Bunashi, qui servait à ses clients une boisson portant ce nom.

Le cheikh Daij bin Jaber – qui assumait la responsabilité de la sécurité sous le règne de son frère, le cheikh Sabah, et dont nous avons évoqué le rôle dans le premier chapitre – utilisait parfois le café comme lieu de réunion pour son majlis¹. C'est là qu'il rencontrait ses amis et connaissances, échangeant nouvelles et informations qui focalisaient leur attention.

Ce café continua d'exister tout au long du règne du cheikh Jaber et de ses successeurs parmi les cheikhs, jusqu'au cheikh Ahmad al-Jaber, qui accéda au pouvoir en 1921. Après la mort de Bounashi, qui n'avait pas d'enfants, la gestion du café fut reprise par l'un de ses employés, Khalifa bin Shreida, également originaire d'Al-Ahsa, et il devint alors connu sous le nom de Khalifa Bounashi. Les récits divergent quant à son successeur : Abdullah Khalid al-Hatem mentionne que ce fut son fils Faisal, tandis que Hussein Nasser Khalifa bin Shreida al-Najjar Bou-

1. Abdullah Zakaria Al-Ansari, Fahd Al-Askar, sa vie et sa poésie (Koweït : droits réservés par l'auteur 1979) p.23 Mohamed bin Abdullah bin Ali bin Askar était le grand-père du poète Fahd Al-Askar, était un ami du cheikh Daej et fréquentait son majlis au café Bounashi.

nashi indique que ce fut son père Nasser, qui modernisa le café et y servit thé, lait et plantes médicinales.

Avec l'expansion de la ville de Koweït, la zone de Munakh fut démolie, et le café fut déplacé vers le marché intérieur, puis vers la place Al-Safat. Selon l'oncle Hussein Bounashi, «après la rénovation du marché intérieur actuel, le gouvernement m'a attribué ce café pour préserver le patrimoine et les souvenirs.¹»

II – La construction des mosquées, les œuvres de charité et le waqf

Les habitants du Koweït se caractérisaient par leur piété et leur attachement aux traditions religieuses, à l'instar des tribus de Najd et de la péninsule arabique. Dans son rapport sur son premier voyage au Koweït en 1863, Pelly nota que les habitants étaient strictement observants du jeûne durant le mois de Ramadan. Il observa personnellement que tous ceux qu'il rencontra s'abstenaient de fumer et de boire du thé jusqu'à l'appel à la prière du Maghreb, puisque sa visite coïncidait avec le mois de Ramadan.

La religiosité des Koweïtiens s'est manifestée dans leur édification de mosquées, qui servaient à la fois de lieux de culte et d'enseignement. Selon Abd al-Rahman bin Abdallah al-Suwaidi, qui visita le Koweït au début des années 1770 et y séjourna pendant un mois, la ville comptait alors quatorze mosquées et deux grandes mosquées pour la prière.²

1. Le texte est documenté dans : Jassem Abbas Ashkanani, Pages de mémoire, troisième volume, référence précédente, pp. 62-63 ; et Abdullah Khaled Al-Hatem, référence précédente, p. 126.

2. Ali Abâ Hussein, Aperçu historique de la ville d'Al-Zubair : Biographies et Documents (Royaume de Bahreïn : Fondation Fakhravi pour les études et publi-

Parmi les mosquées fondées au milieu du XVIII^e siècle, on retrouve la mosquée Al-Adasani, construite en 1747 dans le quartier d'Al-Adasani, au centre de l'ancienne ville, près du souk. Elle fut rénovée deux fois, en 1834 et en 1953, puis démolie à la fin des années 1950 pour être reconstruite sous le même nom dans le quartier de Kaifan.

Parmi ces lieux de culte se trouve également la mosquée Ibn Khamis, construite en 1772 dans le quartier de Khamis, à l'est de la ville de Koweït, et rénovée en 1882 et en 1949 avant d'être reconstruite en 1954. De même, la mosquée Al-Nasf, fondée en 1776 et également connue sous le nom de mosquée Al-Bati ou Al-Jalahma, située dans le quartier d'Al-Nasf à l'est de la ville, a été rénovée à trois reprises, en 1867, en 1956 et en 2002.

La mosquée Yassin Al-Qanai, surnommée «Al-Sarhan», fut construite en 1785 et restaurée par Ibrahim bin Suleiman Al-Abd al-Jalil en 1813. Elle est toujours à son emplacement d'origine, à proximité de la Banque centrale.

Au début du XIX^e siècle, la mosquée Al-Mudairis, fondée par Abdallah bin Mohammed Al-Mudairis en 1810 dans le quartier de Qibla, fut reconstruite par le ministère des Waqfs en 1984 et se trouve aujourd'hui sur la rue Ali Al-Salem.

Sous le règne du Cheikh Jaber, Yaqub Al-Ghanem fonda la mosquée Al-Yaqub en 1819. Lorsqu'elle devint trop exigüe pour ses fidèles et que sa structure vieillissait, elle fut restaurée par Hamad Al-Khalid Al-Khudhair en 1932¹.

cations, 2009), p. 199. L'auteur ne précise pas les critères de distinction entre les termes masjid et jami.

1. Publication de Bayt Al-Zakat, où les employés ont collecté des données basées sur

En 1834, Malika bint Mohammed Ghanem Al-Jabr Al-Ghanem fit bâtir une mosquée près de sa maison, appelée mosquée Al-Qatami, dans le quartier de Sharq, au sein de la zone Al-Shaman (ou «Al-Roumi»). Son nom provient de sa proximité avec la résidence d'Abdulaziz Al-Qatami, et elle est aujourd'hui située sur la corniche près du siège du ministère de la Santé publique.¹

Cette mosquée fut érigée pour faciliter la prière à son mari, Mohammed bin Saqr bin Ghanem Al-Jabr Al-Ghanem, dont la mobilité était réduite en raison de sa corpulence.

Elle fit le don de deux maisons pour le bénéfice de la mosquée, l'une servant d'école de mémorisation du Coran et l'autre de logement pour l'imam. Malika elle-même veilla personnellement à l'entretien de la mosquée tout au long de sa vie. Les imams qui y dirigèrent la prière incluent l'imam Mohammed bin Hussein bin Abdallah Al-Turki, suivi par son fils Cheikh Mohammed, puis son petit-fils également nommé Cheikh Mohammed. Les appels à la prière furent assurés par Abdelsalam Shuaib et Sultan Bursli. Les cours religieux étaient dispensés par Cheikh Abdulaziz bin Saleh Al-Alji et Cheikh Mohammed bin Abdulaziz Al-Farsi². La mosquée fut restaurée par le Dé-

les récits des proches des personnages mentionnés dans l'ouvrage, Les Bienfaiteurs de mon pays, volume I (Koweït : Bayt Al-Zakat, 2001), p. 14.

1. Ali Gholum Al-Rais (compilateur et éditeur), Koweït en cartes postales, Message du Koweït, numéro 28 (Koweït : Centre de recherches et d'études koweïtiennes, 2009), pp. 17-19 ; Comité de rédaction, Koweït en cartes postales (Nouvelle contribution), Message du Koweït, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 29 (janvier 2010), pp. 23-25.
2. Adnan Bin Salem Bin Mohammed Al-Roumi (compilateur), Histoire des mosquées de l'ancienne ville (Koweït : droits réservés par l'auteur, 1988), pp. 41-44 ;

partement des Waqfs publics en 1953.

En 1829, Youssef Abdullah Al-Saqr entreprit la rénovation de la Grande Mosquée du Souk, initialement construite en 1794. Cette rénovation a une histoire particulière : une femme fortunée de la famille Al-Dulaim, originaire de Zubair, ayant appris l'intention d'Al-Saqr de restaurer la mosquée, lui envoya une lettre exprimant son souhait de prendre en charge les frais de rénovation. Il lui répondit qu'il souhaitait entreprendre ce projet pour plaire à Dieu, mais elle insista pour y participer. Face à son insistance, Al-Saqr accepta qu'elle finance les fenêtres, les colonnes en bois et les portes, qu'il prévoyait d'importer d'Inde.

Al-Saqr se rendit en Inde pour acheter le matériel nécessaire. Un ami, le marchand de bois «Mimani» originaire de Kuti, ayant appris l'objectif de cet achat, lui proposa de contribuer financièrement pour partager les mérites et les récompenses spirituelles. Al-Saqr consulta alors Madame Al-Dulaim, et il fut convenu qu'ils partageraient les frais des fenêtres, portes et boiseries, tandis qu'Al-Saqr prendrait en charge la majorité des coûts de la rénovation. L'histoire rapporte qu'après cent vingt-quatre ans, en 1937, Shahah bint Hamad bin Youssef Al-Saqr, petite-fille de Youssef Al-Saqr, renouvella la mosquée à ses propres frais.

Faisal Bin Abdullah Al-Kandari, L'activité des femmes koweïtiennes à travers les documents du waqf 1263-1348 H / 1847-1930, *Revue arabe des sciences humaines* (Koweït), vol. 20, numéro 78 (printemps 2002), p. 16 ; et également la Lettre du Koweït numéro 28, octobre 2009 Ali Gholum Al-Rais, (compilation et mise en oeuvre) Koweït en cartes postales (Koweït, Centre des recherches et des études koweïtiennes, 2009) pp. 17 – 19, et comité de rédaction "Le Koweït dans les cartes postales (Nouvelle contribution)", *Lettre du Koweït, Centre des recherches et des études koweïtiennes*, numéro 29, (janvier 2010), pp. 23-25.

Sous le règne du Cheikh Jaber, Mohammed bin Bashaq Al-Hamdan Al-Qanaei fonda en 1844 la mosquée Al-Hamdan, connue sous le nom de la mosquée Ibn Hamdan. Le nom en est attesté dans le Tuhfat al-Nabihaniyah, qui le mentionne comme «la mosquée Ibn Hamdan Al-Qanaei». Située dans le quartier de Wasat au sein du premier mur de la ville de Koweït, elle se trouve aujourd'hui sur la rue Ali Al-Salem, derrière la Bourse du Koweït.¹

En parallèle à la construction de mosquées, les Koweïtiens fondèrent des cimetières pour inhumer leurs défunts. Ces cimetières étaient situés dans la ville et ses villages, les habitants ayant l'habitude d'enterrer leurs proches à proximité de leurs domiciles en raison des moyens de transport limités de l'époque. Ahmad Al-Bishr Al-Roumi rapporte que de nombreux quartiers actuels étaient autrefois des cimetières, ce que confirment les fouilles municipales lors de la construction de routes, ainsi que les récits des anciens indiquant que certains quartiers étaient autrefois des nécropoles, à l'exception des quartiers Sheikh et Saoud².

Les historiens estiment que le premier cimetière public fut le cimetière «Al-Mubarakiyah», dont une partie se trouvait à l'intérieur du premier mur et une autre à l'extérieur. Ce cimetière fut fondé au milieu du XVIII^e siècle. Un second cimetière fut créé au sud de celui-là, juste à l'extérieur du premier mur, entre

-
1. Ce lieu de culte a été rénové trois fois : une première fois en 1945 par des bienfaiteurs, une seconde fois en 1956 par le service public des waqfs et une troisième fois en 1981 par le ministère des Waqfs.
 2. Ahmad Al-Bishr Al-Roumi, Articles sur le Koweït (Koweït : Bibliothèque Al-Amal, s.d.), p. 39.

les portes Sunqur et Anaza, portant plusieurs noms : cimetière du Souk, cimetière de la mosquée Ibn Bahr, et cimetière de Sayyid Yassin Al-Tabatabai. Les sunnites et les chiïtes y enterraient leurs morts.

Parmi les anciens cimetières, on trouve le cimetière Ibn Haqqan, le cimetière Al-Qanaat, et le cimetière Dulaib bin Ali dans la région de Shuaybah, où l'un des fils du Cheikh Jaber fut inhumé. Ce dernier cimetière tient son nom de la colline sur laquelle il fut construit dans la région de Al-Suhail, au sud du village de Shuaybah¹.

Les Koweïtiens attachaient une grande importance au pèlerinage, malgré les difficultés de ce voyage dans le désert, souvent entrepris en caravane ou en groupes de pèlerins à dos de chameau.²

La société koweïtienne se distinguait par sa solidarité sociale, les plus riches aidant les plus démunis. De nombreux Koweïtiens et Koweïtiennes établirent des waqfs pour des œuvres de bienfaisance, finançant la construction de mosquées, la distribution de repas aux pauvres, la rupture du jeûne des fidèles, la libération d'esclaves, et bien d'autres actes de charité.

Juste avant que le Cheikh Jaber ne prenne le pouvoir, en janvier 1814, Mohammed Abdullah Al-Fares fit don de sept écho-

-
1. Mohammed Mu'eed Abdullah Al-Azmi, Les cimetières et pierres tombales au Koweït, mémoire de maîtrise soumise au Département d'histoire de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Al al-Bayt, 2016, pp. 22-25.
 2. Adnan Salem Al-Roumi, Saleh Khaled Al-Misbah et Khaled Youssef Al-Shatti (recherche et compilation), Les caravanes koweïtiennes du Hajj à dos de chameaux (Koweït : Al-Manar Al-Islamiya. Dar Iqra pour l'édition et la distribution, 2005), p. 44.

ppes près de la mosquée Al-Awazim pour financer des œuvres de bienfaisance, notamment la distribution de grains et de dattes durant le mois de Ramadan, et d'animaux pour le sacrifice de l'Aïd, ainsi que d'une maison et d'un salon réservés à ses descendants masculins¹.

Sous le règne du Cheikh Jaber, Yaqub Abdullah Abu Hamra constitua un waqf en faveur de son épouse et de ses descendants, en offrant une maison située dans le marché des légumes, avec pour obligation d'accomplir des œuvres de bienfaisance, telles que le sacrifice des moutons et l'organisation de lectures du Coran. En 1837, la dame Aïda bint Salman, épouse de Thuwaini Al-Dawas, légua sa maison située dans le quartier d'Al-Awazem, ainsi qu'un terrain², en vue de nourrir les nécessiteux et d'offrir des sacrifices. Elle déclara que cette œuvre devait être une source de mérite et de bénédiction pour elle, ainsi que pour sa mère, son père, et sa sœur. Elle nomma sa fille Fahida comme administratrice de ce waqf³.

En 1847, la dame Maitha bint Musabah légua sa maison, un terrain, et une partie de sa fortune pour nourrir les indigents et accomplir des œuvres de bienfaisance. Elle affranchit également son esclave Bakhit et son épouse, en quête de récompense divine, leur fournissant une dotation financière pour leur assurer une vie digne⁴.

1. Auteur anonyme, Registre des dons de waqf (Koweït : Secrétariat général des waqfs, 1416 H.), p. 549.

2. Al-Hadhour est un piège à poissons en bord de mer, basé sur les phénomènes de marée haute et basse.

3. Ouvrage précédemment cité, pp. 289-361.

4. Faiçal Bin Abdullah Al-Kandari, référence précédente, p.20

Dans la même lignée, Thuwaini Al-Dawas constitua, en 1848, un important waqf comprenant des plantations de palmiers à Al-Ahsa et Al-Qatif, ainsi que sa maison, un enclos pour ses moutons et volailles, des échoppes à Darwaza, une parcelle murée à Um Sidr, une salle de réception, et trois maisons, afin de financer des œuvres charitables.

En 1853, Khaled Abdullah Mohammed Saleh Al-Adasani légua deux maisons dans le quartier d'Al-Adasani pour des actions charitables. Son père, Abdullah Mohammed Saleh Al-Adasani, constitua également cette même année un waqf en offrant sa maison pour des actions similaires. La dame Alia Hamdan Al-Safri fit de même en 1855, léguant une maison héritée de son père dans le quartier de la mosquée Al-Mutran pour financer des œuvres de bienfaisance.

Jassem Al-Shamali légua en 1858 deux maisons et des échoppes pour des œuvres de charité. Cette même année, Mohammed bin Sayyid Yusuf offrit sa maison pour subvenir aux besoins des imams, des muezzins, des orphelins, des pauvres, et des voyageurs.¹

Les documents de la famille Thaqib bin Watban contiennent plusieurs actes de donation et de testament. Le premier testament date du règne du Cheikh Jaber, avec celui de Haya bint Ali bin Idris Al-Watban, rédigé le 9 Dhu al-Qi'dah 1234 AH (29 août 1819). « Dans ce testament, elle précise ses possessions en or, en biens immobiliers, en mobilier, et en argent, confiés

1. Abdul Mohsen Al-Kharafi, *La famille Al-Ghanam : Symbole de l'hospitalité authentique du diwan koweïtien* (Koweït, 2008), pp. 41-44.

d'abord à sa mère, puis à sa sœur Sabeeka, et enfin à son neveu Ali bin Hamad, en les chargeant d'effectuer le pèlerinage en son nom, de financer des sacrifices, des dîners de charité, des habits pour les orphelins, et des aumônes pour les étudiants et les nécessiteux, leur accordant liberté de gestion¹».

Le testament de Hamad bin Thaqib Al-Watban, daté du 27 Sha'ban 1240 AH (15 avril 1825), stipule que son fils Nasir est son exécuteur testamentaire, chargé de la protection de ses frères mineurs et de leurs biens, et d'assurer une bonne éducation et gestion de leurs ressources. Nasir est également désigné pour gérer un tiers de la fortune paternelle conformément aux instructions du testament. Hamad détaille les bénéficiaires et les montants alloués, totalisant 3000 piastres, une somme considérable à une époque où une maison coûtait environ 300 piastres².

Sous le règne du Cheikh Sabah, une autre documentation, datée du 10 Rabi' al-Awwal 1278 AH (14 septembre 1861), mentionne un transfert de waqf entre Ibrahim bin Sulayman Al-Abd Al-Jalil et son fils Sulayman. Ils échangent une terre improductive contre une boutique pour le waqf de la mosquée Al-Abd Al-Jalil, illustrant ainsi le souci des membres de la famille Al-Abd Al-Jalil d'optimiser leurs waqfs pour qu'ils remplissent leurs objectifs.

Une dernière documentation, datée du 14 Rabi' al-Thani 1281 AH (15 septembre 1864), concerne le partage de l'héri-

1. Bibliothèque centrale Al-Babtain de poésie arabe (compilation), Documents des familles koweïtiennes d'origine Najdienne (Koweït : 2017), p. 65.

2. Précédemment cité, p.61

tage d'Ibrahim bin Sulayman entre ses héritiers, estimé à environ 6444 riyals, ce montant étant exprimé en thalers de Marie-Thérèse d'Autriche, alors équivalant à 2,5 roupies indiennes, une richesse considérable pour l'époque¹.

Il existe également un document intitulé «Al-Mudayris et Al-Adwani» rédigé en 1864 par le juge Mohammed bin Abdullah Al-Adasani. Ce document mentionne qu'Abdullah bin Ibrahim Al-Adlam est décédé cette année-là ou peu avant, sans laisser de descendance ou d'héritier. La propriété de sa maison est donc passée au cheikh Sabah, qui l'a vendue à Mohammed bin Abdullah Al-Mudayris, fils d'un marchand de chevaux et fondateur de la mosquée Al-Mudayris dans le quartier d'Al-Qibla en 1810. Deux mois plus tard, celui-ci a revendu la maison à Ahmed Abdulaziz Al-Adwani au même prix. Cet événement souligne une tradition de l'époque : les maisons sans héritiers légitimes revenaient au Gouverneur du pays, qui disposait alors de ces biens selon son jugement².

III - L'éducation et les sciences religieuses

L'intérêt des habitants du Koweït pour la connaissance et la culture s'est manifesté très tôt, particulièrement à travers l'étude des sciences religieuses et du Saint Coran. La plus ancienne copie manuscrite remonte à l'année 1682 ; il s'agit de «Al-Muwatta» de l'imam Malik bin Anas, transcrite par Ali bin Mussaïd bin Ahmed bin Musa'id bin Abdullah, originaire de Failaka.

1. Idem, pp. 164 – 167

2. Bassem Al-Loughani, Document historique : La maison "Al-Adlam", achetée par Al-Mudayris en 1864 avant de devenir propriété d'Al-Adwani, et estimée par l'État dans les années 1950, Al-Jarida, 4 septembre 2015.

En 1724, une autre copie manuscrite intitulée «Al-Fath Al-Mubin fi Sharh Al-Arba'in» d'Ibn Hajar Al-Haytami fut transcrite par le cheikh Mohammed bin Abdul Rahman Al-Adasani. En 1798, le manuscrit intitulé «Al-Taysir ala Madhab Al-Imam Al-Shafi'i : Nazm Al-Omrati» fut copié par Othman bin Ali bin Mohammed bin Sari Al-Qinai.

Parmi les figures marquantes de la fin du XVIII^e siècle, on trouve le cheikh Othman bin Sind bin Rashid, surnommé «Othman Al-Failakawi» en référence à son île d'origine, Failaka. Né en 1766, il fut instruit par son père puis par le cheikh Abdullah Al-Sharikh à Koweït avant de poursuivre ses études auprès de savants renommés de l'Ahsa et de Bagdad. Il rédigea plusieurs ouvrages importants en histoire, en sciences de la langue arabe, en jurisprudence, en hadith et en théologie¹, en plus de ses créations littéraires et poétiques². L'une de ses œuvres notables est le livre intitulé «Saba'ik Al-Asjad fi Hayat Al-Sheikh Ahmed bin Rizq Al-As'ad», mentionné dans notre précédente discussion.

Sous le règne du cheikh Jaber, le cheikh Ishaq bin Ibrahim bin Abdullah transcrivit le livre du cheikh Muhyi al-Din Yah-

1. Parmi ses ouvrages figure «Les poèmes d'Al-Ashmawi», copié par Rashed Bin Abdul Latif Bin Ayi Bin Ahmad.

2. Ses œuvres historiques incluent Les débuts de la prospérité avec les nouvelles sur le gouverneur Dawood, un ouvrage sur Dawood Pasha, gouverneur de Bagdad, sa gestion et la vie sociale et culturelle sous son administration, ainsi que «Les plus pures ressources sur la vie de l'Imam Khalid», biographie de l'imam Sheikh Khalid Al-Naqshbandi, et Les perles sur les notables du douzième siècle. Pour une présentation détaillée de ses œuvres et leurs dates de publication, voir Abdul Mohsen Al-Kharafi, Les éducateurs de mon pays, référence précédente, pp. 85-87.

ya bin Sharaf al-Nawawi intitulé «Al-Minhaj fi Fiqh Al-Imam Al-Shafi'i». Il acheva cette copie en 1844, l'ouvrage couvrant cinq cents pages. ¹L'année suivante, Mohammed bin Abdullah bin Mohammed Al-Fares acheva de copier le «Diwan Al-Mutanabbi». En 1846, le cheikh Abdul Latif bin Abdul Rahman compléta la transcription du manuscrit «Muruj Al-Dhahab wa Ma'adin Al-Jawhar» du cheikh Abu Al-Hasan Ali bin Al-Hussein Al-Mas'udi.

En 1854, le cheikh Hamad bin Abdullah bin Fares copia le livre d'Ibn Hajar Al-Makki intitulé «Sharh Al-Rahbiya fi 'Ilm Al-Fara'id» qui couvre trois cent cinquante-quatre pages. ²Au cours de la même année, il termina également la transcription du manuscrit intitulé «Al-Fawaakih Al-Shahiyya fi Hall Al-Manzumah Al-Musammata bi Al-Qa'id Al-Borhaniyya».

Sous le règne du Cheikh Sabah bin Jaber, le livre intitulé «Nayl al-Marib Sharh Dalil al-Talib ala Madhhab al-Imam Ahmad bin Hanbal» fut copié en 1864 par le Cheikh Abdul Qadir bin Umar Al-Shaibani ibn Abi Taghlib. Cette œuvre témoigne de l'ouverture d'esprit des cheikhs koweïtiens vis-à-vis des diverses écoles de jurisprudence islamique, telles que les écoles malékite, chaféite, hanbalite et hanafite.

Ces exemples de manuscrits transcrits à cette époque précoce témoignent de la passion des Koweïtiens pour le savoir et l'apprentissage. Les copistes se rendaient dans des villes comme al-Ahsa et Bassorah pour y étudier l'art de la calligraphie ara-

1. Ouvrage collectif, Histoire de l'éducation au Koweït : étude documentaire, vol. I (Koweït : Centre de recherches et d'études koweïtiennes, 2002), p. 33.

2. Abdullah Khaled Al-Hatem, référence précédente, pp. 60-61.

be, domaine dans lequel plusieurs d'entre eux se distinguèrent comme scribes et calligraphes.¹

Parmi les figures religieuses notables de cette époque se trouvait le Cheikh Mohammed bin Abdullah bin Fares (1818 - 1909), né à Najd, qui arriva au Koweït en 1834. Il se lia au Cheikh Abdul Aziz Al-Otaïqi et étudia avec lui le Livre de Dieu et la jurisprudence hanbalite, tout en suivant l'enseignement de divers savants tels que les Cheikhs Abdullah bin Jumayan, Ahmad bin Sa'eb, Abu Bakr Al-Maa, Abduljalil Al-Tabtaba'i, Habib Al-Kurdi, et Saleh bin Hamad Al-Mubayadh. Il poursuivit son apprentissage auprès des savants de La Mecque, Médine, Najd, Zubair, et al-Ahsa, et se spécialisa dans les quatre écoles de jurisprudence islamique. On le connaissait pour sa piété, sa ferveur, son amour des gens, et son dévouement à les guider vers ce qui leur était bénéfique. Il dirigeait la prière dans la mosquée qu'il avait fondée, connue sous le nom de mosquée Al-Fares, où il donnait également des cours religieux après la prière d'Asr chaque jour.

Le Cheikh Abduljalil bin Yasin bin Ibrahim Al-Tabtaba'i, déjà mentionné, jouissait également d'une grande renommée. Sa famille revendiquait une ascendance remontant à Hassan bin Ali. Arrivé au Koweït en 1843, soit onze ans après le Cheikh bin Fares, il y vécut jusqu'à son décès en 1853. Bien que sa résidence au Koweït fût relativement brève, il laissa une empreinte durable par son érudition en jurisprudence et en sciences religieuses, attirant ainsi l'affection des gens. Il était connu pour sa

1. Kamel Al-Abduljalil, *Mémoire d'une nation* (Koweït : Bibliothèque nationale du Koweït, 2019), p. 64.

générosité et sa noblesse de caractère, et fut décrit comme un «érudit poète» à l'érudition et à la dignité exceptionnelles. Il tirait également son revenu d'un métier manuel, s'investissant dans le commerce.

Son fils, le Cheikh Sayyid, né en 1797 et décédé en 1878, reçut son éducation auprès de son père. Il servit comme imam à la mosquée Al-Haddad, où il dispensait des cours de langue arabe et de religion, et eut pour disciple le Cheikh Khalid bin Abdullah Al-Adasani.

Avec l'accroissement du nombre de cheikhs et de savants religieux, plusieurs écoles coraniques (kuttabs) furent établies, un système éducatif que l'on retrouvait dans tout le monde islamique avant l'apparition des écoles modernes. Parmi les pionniers de ce mouvement figurait Suleiman bin Rabia bin Mohammed bin Ali Al-Moussawi (1812 - 1895), qui consacra sa maison, située dans le quartier des cheikhs, pour en faire un «kuttab» destiné à l'apprentissage du Saint Coran et des règles de la langue arabe.² Parmi ses élèves figuraient le Cheikh Mubarak Al-Sabah, le Cheikh Salman Al-Sabah, Youssef bin Issa Al-Qenaï, Nasser Al-Badr, Abdul Aziz Al-Dabbous, Qassim Hamada, Abdul Baqi bin Nasser, et les fils du Naqib. Les descendants de la famille Al-Moussawi perpétuèrent cette tradition, ce qui fit de cette école l'un des kuttabs les plus réputés du Koweït sur plusieurs générations.

1. Abduljalil Bin Yasin Bin Ibrahim Al-Tabtaba'i Al-Ahsani Al-Hashimi Al-Shafi'i (1270-1190), *Le Bon Verbe concernant ce qui est condamné et ce qui est prescrit*, édition critique de Dr Abdulaziz Bin Ahmed Al-Baddah (Koweït : éditeur non précisé, 2011). Cet extrait est tiré de la préface rédigée par l'éditeur, p. 11.

2. Site de la Grande Mosquée actuellement.

Le Cheikh Hamad bin Abdul Rahman Boudi (1820 - 1907) établit également un kuttab, après avoir étudié dans une mosquée du Koweït dans sa jeunesse et s'être rendu à al-Ahsa pour approfondir ses connaissances. Il utilisa la diwan de sa famille comme lieu d'enseignement, comptant parmi ses élèves le Cheikh Abdullah Al-Jaber Al-Sabah, ainsi que Nasser et Mubarak Al-Ju'aa. Sa fille, Mariam, née en 1865, poursuivit son œuvre éducative en fondant une école pour jeunes filles.

Quant au kuttab de Mohammed bin Saif (1853 - 1947), il fut fondé à Najd, où il étudia dans des écoles similaires avant de s'installer au Koweït. Le lieu de son école était une chambre dans la mosquée de Hilal Al-Mutairi, où il enseignait avec son fils Saleh, son neveu Nasser, et son ami Mohammed Al-Shawa'ir. Ce nombre d'instructeurs témoigne de la grande fréquentation de son école, avec des étudiants tels que Youssef Abdul Hadi Al-Maylam et Khudair Abdul Rahman Al-Khudair. Par ailleurs, Mohammed bin Saif pratiquait également certaines activités de soins médicaux, attirant de ce fait de nombreux visiteurs, jeunes et moins jeunes.

Les faits précédemment évoqués indiquent qu'au cours des règnes des Cheikhs Jaber et Sabah, le Koweït vit l'émergence d'un groupe d'érudits et d'intellectuels dont les connaissances dépassaient le domaine religieux et littéraire pour embrasser des affaires publiques et internationales. Cela est attesté par le récit de Pelly, qui assista aux réunions du Cheikh Sabah et fut témoin des discussions qui s'y tenaient, discussions qui révélaient une compréhension des évolutions politiques en Europe et des conflits entre grandes puissances. Cette connaissance

était nourrie par la lecture d'un journal arabe publié à Paris, «*Oriental Paris Gazette*», qui leur était expédié de France, comme mentionné précédemment.¹

IV : La santé

Le Koweït se distinguait par la qualité de son climat, comparé aux autres contrées du Golfe. Cette réputation est attestée par le fait que Harvard Jones, adjoint du directeur de la Compagnie des Indes à Bassorah, s'y rendit en 1790 pour se reposer après avoir contracté une maladie. Après sa visite en 1839, Félix Jones décrit le Koweït comme un «pays généralement sain, notamment depuis la fin de la dernière épidémie de peste²». Cette référence fait écho à l'épidémie de 1831, dont nous reparlerons plus loin. Pelly, à la suite de sa seconde visite en 1865 sous le règne du Cheikh Sabah, souligna la qualité de l'air, ajoutant que le Koweït ne souffrait pratiquement pas des inflammations oculaires courantes dans le Golfe, et que le territoire y était exempt de serpents et de la variole, qui n'y avait plus été signalée depuis longtemps. Le rhumatisme en hiver était le seul mal répandu.

Pelly considérait l'atmosphère du Koweït comme supérieure à celle de Bagdad ou de Bouchehr. Il remarqua l'absence de sous-sols dans les maisons, comme ceux courants à Bagdad, et de treillis tels que ceux utilisés à Bouchehr en été, signe que l'air

1. Comité de rédaction, «Que lisaient les Koweïtiens autrefois : Livres et journaux anciens», *Message du Koweït*, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 12-11 (septembre 2005), pp. 7-8, 11.

2. Khaled Fahd Al-Jarallah, *La Santé au Koweït : Une lecture dans les documents koweïtiens et étrangers* (Koweït : Centre de recherches et d'études koweïtiennes, 2019), p. 30.

estival au Koweït était agréable¹.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, les soins de santé au Koweït étaient limités, voire inexistant dans certaines régions, les habitants s'en remettant à la médecine traditionnelle et aux méthodes rudimentaires pour diagnostiquer et traiter les maladies. Les traitements oscillaient entre l'usage d'herbes médicinales concoctées par certains spécialistes et des pratiques spirituelles, telles que le «zar» et les prières de guérison. Ceux qui pratiquaient ces méthodes incluaient des guides spirituels, des muezzins et des herboristes. Une pratique consistait à placer le malade en plein air, où certains Africains exécutaient des danses rituelles au son des tambours. On emmenait parfois le malade sur l'île de Failaka pour accomplir un «vœu» auprès du sanctuaire de Khidr.²

Dans ce contexte, le Golfe et la péninsule arabique furent périodiquement frappés par des épidémies propagées par les navires et les caravanes. Le Koweït ne fut pas épargné par ces fléaux, qui firent de nombreuses victimes. Selon Mohamed Ibrahim Al-Shaibani, «il ne serait pas exagéré de dire que le Koweït a été frappé à maintes reprises par des épidémies qui décimèrent une grande partie de sa population.³» Il ajoute que la majorité des quartiers actuels de la ville de Koweït furent

1. Ahmad Mustapha Abu Hakima, précédemment cité, p. 204.

2. Abdulmohsen Abdullah Al-Kharafi, *Les Mains Blanches : Le registre de gratitude des bienfaiteurs koweïtiens dans le domaine de la santé* (Koweït : éditeur non précisé, 2004), p. 110.

3. Mohammed Bin Ibrahim Al-Shaibani, éditeur, *Les épidémies dans l'histoire du Koweït : Peste, variole, grippe* (Koweït : Publications du Centre des Manuscrits, Patrimoine et Documents, 2017), p. 11.

bâties sur des terres autrefois utilisées comme cimetières.

L'année 1831 fut particulièrement éprouvante pour les Koweïtiens en raison de l'épidémie de peste. Ce fléau, ayant débuté en 1830 dans la ville de Tabriz en Perse, atteignit en 1831 Bassorah, Souk Al-Shuyukh, Koweït, et Zubair, avant de se propager à Najd. Les récits de l'époque décrivent ses effets dévastateurs: Ibn Bishr rapporte que «cette peste décima tribus et familles, vidant les habitations de leurs occupants». Il estime que l'épidémie «extermina plus des trois quarts de la population koweïtienne¹».

Abdul Aziz Al-Rashid dépeint ce sombre épisode : «En l'an 1247 de l'hégire (1831), une grande peste frappa le Koweït, décimant une grande partie de sa population, au point que la ville faillit devenir un désert inhabité. Seuls les voyageurs qui n'étaient pas encore revenus y échappèrent, et lorsqu'ils revinrent, ils découvrirent que la peste avait emporté un grand nombre de leurs épouses, les poussant à en chercher dans les régions voisines comme Zubair et Najd pour assurer la survie de la ville.»² Parmi les victimes de cette peste figurait le célèbre poète Mohammed bin Hamad bin Laboun, dont nous parlerons plus loin dans ce chapitre.

Selon Abdullah Khaled Al-Hatem, les survivants enterraient les morts là où ils pouvaient, dans des puits ou même dans les mosquées, en attendant que quelqu'un vienne les enterrer, au point que presque toute la terre de Koweït se transforma en

1. Ibrahim Hamed Al-Khaldi, référence précédente, pp. 19-20.

2. Abdulaziz Al-Rashid, référence précédente, p.96.

cimetière.¹ Ali Aba Hussein décrit ce cataclysme en ces termes: «Des foules innombrables périrent, leurs corps restant sans sépulture. Les cadavres jonchèrent les villes, dégageant une puanteur insupportable. Il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu, le Très-Haut².»

Le poète Saoud bin Mohammed a décrit cette situation triste en ces termes :

«Nous avons vu les maisons comme des échos dans le vide,
Après avoir été habitées, elles sont devenues ruines

Ah, quel chagrin quand je pense au passé, À une époque qui me rappelle les proches et les amis.

Ô affliction, affliction de quelqu'un aux membres brisés,
Une affliction de celui transpercé par des flèches destructrices.

Après leur départ, j'ai ingurgité les coupes de la souffrance,
Le remède manque, où puis-je trouver des remèdes ?³»

L'augmentation du nombre de morts conduisit les Koweïtiens à creuser des fosses communes, qui furent découvertes lors de l'expansion urbaine de la ville. L'une d'elles fut mise au jour lors du pavage d'une nouvelle route, où les ouvriers trouvèrent les restes de cent cinquante personnes enterrées dans une seule et grande fosse. On dit que cette fosse datait de l'épidémie de 1831 et se situait à la fin du deuxième rempart de la région de Qibla et à l'intérieur du troisième mur⁴.

1. Abdullah Khaled Al-Hatem, référence précédente, p. 138.

2. Ali Abou Hussein, référence précédente, p. 200.

3. Ahmad Al-Bishr Al-Roumi, référence précédente, pp. 49-50.

4. Mohammed Muaidh Abdullah Al-Azmi, référence précédente, p. 17.

Selon les récits de l'époque, l'épidémie força les habitants de «Fintas» à abandonner leurs demeures pour s'installer à Abou «Fatira», une zone entre Fintas et Fnitis¹. En raison de la propagation de la maladie dans la ville de Koweït, un savant émit une fatwa incitant les habitants à quitter leurs maisons. Beaucoup installèrent alors des huttes dans la région de Shuwaikh, où ils restèrent jusqu'à la fin de l'épidémie. Il est également raconté qu'une famille de la région de Sharq ferma les portes de sa maison et y conserva les provisions nécessaires pour éviter de sortir. Une femme de la famille, souhaitant rendre visite à des proches, fut descendue par une corde depuis le toit de la maison. À son retour, on lui refusa l'entrée, et elle mourut à l'extérieur².

La volonté divine fit que de nombreux navires koweïtiens, partis pour l'Inde avec à leur bord des hommes nombreux, échappèrent à l'épidémie. À leur retour au Koweït, ils découvrirent l'ampleur de la catastrophe humaine qui avait frappé la ville. Ils procédèrent à l'inhumation des morts et apportèrent leur aide aux malades, constituant ainsi la base démographique et sociale pour la reconstruction de la communauté et la renaissance de la vie.

En raison des effets dévastateurs de cette épidémie meurtrière, cette année-là reste gravée dans la mémoire collective des Koweïtiens, qui en rappellent le souvenir de temps à autre. En 2007, la télévision koweïtienne diffusa une série historique intitulée «Al-Darwaza», inspirée de cette tragédie, écrite par

1. Jassem Abbas Ashkanani, Pages de mémoire, troisième volume, supplément du journal Al-Qabas, Disponible en ligne p.11.

2. Mohammed Muaidh Abdullah Al-Azmi, référence précédente, p.130.

l'auteur Haytham Boudi et réalisée par Khalaf Al-Anzi, avec des acteurs tels que Saad Al-Faraj, Mariam Al-Saleh, Ibrahim Al-Saleh, Jassim Al-Nabhan, Abdulmohsen Al-Nimer et Mohammed Hassan.

Cette série eut un fort impact sur l'opinion publique, d'autant plus qu'elle fut diffusée après la découverte, au début du XXI^e siècle, de fosses communes des victimes de la peste dans la région de Sharq. Dans son récit, l'auteur dessine un portrait précis des conditions sociales et humaines des Koweïtiens dans la première moitié du XIX^e siècle. Il déclara : «Ce pays, béni de Dieu, n'a jamais été un pays né par hasard ou simplement un pays de pétrole... Il a été un pays qui a lutté pour vivre, qui a résisté pour survivre, malgré la pauvreté, la faim, les épidémies et les guerres.»

Dans la période qui suivit, le Koweït connut de nouveaux cas de peste en 1841 et 1852, bien que l'infection n'atteignît pas le niveau d'une épidémie.

Sous le règne du Cheikh Sabah, une épidémie de choléra se propagea dans la péninsule arabique et atteignit le Koweït en 1865. Ce fléau frappa le village de Jahra et fit des victimes parmi les membres des tribus Mutair et Bani Khalid, tandis que la ville de Koweït échappa à la contagion. Le choléra se propagea à nouveau en 1871 sous le règne du Cheikh Abdullah bin Sabah, cinquième gouverneur du Koweït, atteignant cette fois la ville de Koweït. Cependant, aucune donnée précise ne fut rapportée sur le nombre de victimes.

V - Poésie et poètes

La poésie est demeurée l'expression littéraire privilégiée des

Arabes depuis des époques lointaines, et les gouverneurs et princes ont toujours tenu à s'entourer de poètes, les comblant de biens et de cadeaux afin qu'ils chantent leurs vertus et louanges.

Sous le règne du cheikh Jaber, le poète Mohammad Ibn Hamad Ibn Laboun¹ acquit une grande renommée. Né dans la localité de Thadek, au centre de la région d'Al-Mohammel à Najd, en 1790, il grandit dans une famille cultivée ; son père était un lettré et historien. Dès son jeune âge, il apprit les bases de la grammaire, de la morphologie et des règles de la langue arabe. Il se distingua par sa belle écriture et mémorisa le Coran. Il étudia les recueils des grands poètes arabes ainsi que les œuvres majeures de la littérature et de l'histoire, et commença alors à composer de la poésie. À dix-sept ans, en 1807, il se rendit dans la ville de Zubair, où il résida pendant plusieurs années avant de s'établir au Koweït. Sa réputation l'y avait précédé, et il fut chaleureusement accueilli et honoré par les notables et commerçants koweïtiens. Il noua des relations d'amitié et de correspondance avec nombre d'entre eux, notamment le célèbre marchand Youssef Al-Badr et le cheikh Abdel Jalil Al-Tabtabaï. Il décéda en 1831 d'une épidémie de peste et fut enterré au Koweït.

Ibn Laboun fut un innovateur dans ses poèmes, et son style se distinguait par une combinaison unique entre le dialecte des habitants de Najd et celui des gens de la côte, ce qui lui valut une popularité considérable. Ses contemporains le sur-

1. Il s'agit de Mohammed bin Hamad bin Mohammed bin Laboun Al-Mudlijy Al-Waeli Al-Anzi.

nommèrent «le prince des poètes populaires» et il est considéré comme le fondateur des arts populaires au Koweït, suivi par le poète Abdullah Al-Faraj (1838-1901).

Parmi ses poèmes célèbres figurent Ya Ali Sawet Bissawt al-Rafi («Ô Ali, élève la voix forte»), Ya Dhal Hamam Alli Labi Bghossoun («Ô pigeon perché sur les branches»), Saqa Sowb al-Haya («Que la pluie bienfaisante arrose»), et parmi ses chants folkloriques le Ghizal Marr Amsiyan («La gazelle passa hier soir»).

Il composa également un célèbre poème en l'honneur du cheikh Jaber, dans lequel il disait :

“Et si tu m'écoutes, éloigne-toi de ces fauves redoutables,
À tes côtés se trouve Akh Mariam pour te recevoir chez lui,
Abou Sabah, protecteur des voyageurs perdus,
Accueillant l'opprimé chassé de sa demeure.
Jaber est pour nous un arbre protecteur
et nous sommes les oiseaux,
Aucun oiseau ne subira de tort en son voisinage.
Il mérite les plus hauts honneurs au plus haut des palais,
Et ses fils, chacun d'eux, est un brave au cœur intrépide.”

Tout comme Ibn Laboun excellait dans la poésie nabatie, son style élégant et son vocabulaire riche se révélaient aussi dans la poésie classique arabe. Il respectait les règles et la structure de la poésie arabe ancienne, commençant ses poèmes comme les premiers maîtres, par des vers nostalgiques et amoureux. Ensuite, il évoquait les montures et les départs, décrivait les éten-

dues désertiques et les régions traversées, comme s'il préparait l'auditoire à recevoir son message. Une fois l'attention captée et l'intérêt éveillé, «il délivrait le cœur de son propos avec finesse, et terminait souvent par des louanges à Dieu et des prières pour le Prophète, paix et salut sur lui¹».

Les contributions de ses poèmes à l'évolution de la poésie au Koweït ont été reconnues et analysées dans le forum organisé par la Fondation de la récompense Abd Al-Aziz Saoud Al-Babtain pour la créativité poétique au Koweït ²en 1997.

Ibn Laboun a également composé et renouvelé les mélodies du sameri, un art vocal populaire de la poésie nabatie répandu dans la péninsule arabique et le golfe. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le poète Mohsen bin Othman Al-Hazani créa les mélodies de cet art, reprises et reformulées par Mohammad Ibn Laboun dans ce qu'on appelle les chants sameri ou labouniyat (les airs d'Ibn Laboun), aussi appelés chants des cavaliers. Parmi ses airs célèbres se trouvent Wallah Ya'uni Ya Allah Ya Wali Al-Faraj Ya'uni («Ô Dieu, source d'aide, viens à mon secours») et Ala Yodan Ya Tayr Sallem Li Ala Illi Mawris Atherâan («Ô oiseau qui passe, porte mon salut à celui qui chérit la grandeur»)³.

1. Abdulaziz Bin Abdullah Bin La'aboun, Le prince des poètes nabati Mohammed Bin La'aboun 1247-1205 H : Sa biographie et étude de sa poésie (Koweït : Dar Ibn La'aboun pour l'édition et la distribution, 1997), p. 31.

2. À cette occasion, une édition du recueil de poèmes d'Ibn La'aboun a été publiée, préparée par le Dr. Abd al-Aziz bin Abdullah bin Laboun, ainsi qu'une autre édition réalisée par le cheikh Ayyub Abdul Rahman bin Aqil al-Zahiri. Hassan Al-Anzi, Les jours d'Al-Zubarah et les souvenirs du bon vieux temps, ouvrage précédemment cité, pp. 288-292.

3. Khaled Salem Mohammed, Les poètes de l'art et du Samri au Koweït (Koweït:

Parmi les figures ayant influencé l'évolution littéraire et poétique au Koweït à cette époque se trouvait également le cheikh Abdel Jalil Al-Tabtaba'i, déjà mentionné comme l'un des éminents érudits religieux. Il était aussi poète, et sa poésie joua un rôle significatif dans l'enrichissement de la vie littéraire, contribuant à sortir la poésie de l'immobilisme, qui l'enfermait dans des artifices stylistiques et des thèmes conventionnels aux idées redondantes¹.

Le cheikh Al-Tabtaba'i redonna vie aux traditions de la poésie arabe ancienne, ayant pour modèle le grand poète Al-Mutanabbi. Ses poèmes suivaient son style et son inspiration. Rassemblés et publiés dans un recueil intitulé «Roud Al-Khal Wal-Khalil Diwan Al-Sayed Abdel Jalil», ils marquèrent le point de départ d'une nouvelle phase dans le développement de la poésie au Koweït et dans les autres pays du Golfe.

Le cheikh était fier de sa noble ascendance, qui rehaussait son rang dans les cercles de la société. Il écrivit :

«Quant à moi, je suis issu d'un lignage qui s'élève
Aux sommets de la gloire, guidant leurs pairs et dirigeants,
Chaque noble et vaillant en eux refuse l'oppression²,

droits réservés par l'auteur, 2002), pp. 11-17, et Youssef Farhan Doukhi, *Les chansons koweïtiennes* (Doha : Centre du patrimoine populaire pour les États du Golfe, 1984), pp. 45-46

1. Ali Abdulkhaleq Ali, «L'influence de Abduljalil Al-Tabtaba'i dans la renaissance de la poésie dans le Golfe arabe 0911-1270 H / 1776-1853 A.C.», *Revue de la Faculté de Langue Arabe, Université de Menoufia (Égypte)*, numéro 14, 1414 - 1991 H, pp. 57-58.
2. . Abduljalil Bin Yassin Bin Ibrahim Al-Tabtaba'i Al-Ahsani Al-Hashimi Al-Shaff'i (1190-1270), *Le Bon Verbe concernant ce qui est condamné et ce qui est prescrit*, référence précédente, p. 11

Même les puissants s'inclinent devant leur armée redoutée.»
Dans sa poésie, il mêlait cet orgueil de descendance à la fierté de son appartenance arabe.

Il écrivit également :

«Interroge donc Rabî'a, questionne Ka'b et Muntafiq,
Leur vertu resplendit plus que la plus éclatante des étoiles,
Ils ont hérité de la gloire du Prophète Taha,
D'Abou Turab, et des lignées de Fahr et de Mudar.»¹

1. Ali Abdulkhaleq Ali, référence précédente, p. 59

Chapitre IV : L'évolution des relations entre le Koweït, Najd et Bahreïn

Le Koweït a entretenu une relation nominale avec l'Empire ottoman, illustrant le lien religieux qui unissait le califat à la majorité des pays arabes, sans pour autant que ce lien se traduise par une présence administrative ou militaire ottomane sur son territoire. Les relations entre le Koweït et l'Empire ottoman se sont développées à travers ses liens avec plusieurs parties : la première étant le gouverneur de Bagdad, sous l'autorité duquel se trouvait Bassorah, la ville ottomane la plus proche du Koweït. Sous le règne du cheikh Jaber, ce poste était occupé par Dawud Pacha, en fonction depuis 1816, et qui fut destitué en 1831 sur ordre de la Sublime Porte, remplacé par Ali Reza. La deuxième partie concernait le «Mutasallim» de Bassorah, représentant du gouverneur de Bagdad dans cette ville, et la troisième, Mohammed Khurshid Pacha, commandant de l'armée de Mohammed Ali, gouverneur d'Égypte, qui contrôlait, au début du XIX^e siècle, une grande partie de Najd lors de sa guerre contre les Wahhabites. Le problème dans la gestion des relations avec ces parties résidait dans le fait que toutes ces entités prêtaient théoriquement allégeance au sultan ottoman, tout en menant, en réalité, des politiques indépendantes ou propres à leurs intérêts.

Cette situation plaçait le cheikh Jaber dans une position délicate, car il lui fallait déterminer laquelle de ces entités représentait véritablement le califat ottoman, s'il souhaitait se conformer à ses directives. Mais plus encore, il devait évaluer l'équilibre des forces entre ces différentes parties et adopter une

position qui garantirait la stabilité et la sécurité du Koweït, ce qui n'était pas chose facile à une époque où les moyens de communication étaient limités, et où les informations mettaient beaucoup de temps à circuler d'un lieu à un autre.

À cette époque, au dernier quart du XVIII^e siècle, le Koweït avait constitué une force navale importante que le cheikh utilisait à plusieurs reprises pour protéger les intérêts de son pays et de ses habitants. L'Empire ottoman avait sollicité l'aide de cette flotte à plusieurs reprises, et le cheikh Jaber avait répondu favorablement, par respect pour l'Empire en tant que symbole de l'islam et de l'unité des musulmans. Dans ce contexte, les navires koweïtiens arboraient le drapeau ottoman, symbole du califat, pour protéger leur sécurité en mer et bénéficier de l'exemption des droits de douane dans les ports ottomans. De plus, il n'y avait pas de reconnaissance internationale des drapeaux locaux à cette époque, si bien que les navires koweïtiens devaient soit lever le drapeau ottoman, soit celui d'une puissance européenne¹. Cette politique a engendré des avantages économiques, l'Empire ottoman ayant octroyé au cheikh un soutien financier et des cargaisons de dattes après qu'il eut accepté de protéger le port de Bassorah. L'Empire lui a également concédé des terres dans le sud de l'Irak ottoman. Son fils, le cheikh Sabah II, a poursuivi cette même politique, et l'Empire ottoman lui a accordé une distinction honorifique, le titre de

1. En 1863, les navires koweïtiens ont cessé de hisser le drapeau ottoman et ont levé les pavillons de pays européens, en raison du mauvais traitement qu'ils subissaient dans les ports indiens sous autorité britannique.

«Qabji Bashi», en 1863¹.

Ce chapitre aborde l'évolution des relations du Koweït avec Najd et Bahreïn sous les règnes des cheikhs Jaber et Sabah.

I - Najd

À la fin du XVIII^e siècle, le Koweït a été influencé par l'ascension du mouvement wahhabite, dont l'influence s'étendait des côtes de la mer Rouge à l'ouest jusqu'aux abords du Koweït à l'est, atteignant les frontières de la ville de Kerbala, au sud-ouest de Bagdad. En 1792-1793, les Wahhabites ont tenté d'envahir le Koweït, sans y parvenir. Certains chercheurs attribuent cette attaque au fait que le cheikh Abdullah I, père du cheikh Jaber, ait accordé l'asile à Zaid bin Urair, ennemi des Al Saoud, qui avait incité les habitants de l'Ahsa à se révolter contre leur autorité. Lorimer ajoute que les attaques des Wahhabites contre le Koweït se sont répétées au cours des deux années suivantes, la plus grave étant celle de 1795, mais sans succès².

Avec l'émergence de la prédication wahhabite et l'alliance formée en 1747 entre Mohammed bin Saoud, Gouverneur de la région de Dariya, et le cheikh Mohammed bin Abdel Wahhab, fondateur du wahhabisme, qu'Amin al-Rihani a décrit comme une «alliance entre la croyance du réformateur et la souveraineté du Gouverneur», un tournant majeur a eu lieu dans l'histoire de la péninsule arabique et du Golfe. Le mouvement s'est propagé, entraînant avec lui l'expansion de l'autorité des Al Saoud, et l'État saoudien premier (1744-1818) a vu le jour,

1. . Mokhaled Al-Mutairi, ouvrage précédemment cité, pp. 134-135 et p. 137.

2. . Abd al-Malek Khalaf al-Tamimi, ouvrage précédemment cité, p. 24.

s'étendant sur la majeure partie de la péninsule arabique. Il imposa aux chefs et aux Gouverneurs des régions de payer la zakat aux Al Saoud et de prier pour leur imam dans les mosquées. Cependant, au Koweït, ces idées rigoristes n'ont pas attiré la population locale, qui a résisté aux tentatives d'expansion wahhabite sur son territoire. Le Koweït n'a jamais payé la zakat aux Wahhabites.

Lorsque les autorités ottomanes ont pris conscience du danger que représentait l'expansion de l'État saoudien premier et de leur incapacité à l'arrêter, elles ont demandé à Mohammed Ali Pacha de réprimer ce mouvement qu'elles considéraient comme une insurrection contre le califat. En 1811, Mohammed Ali a envoyé son fils Ahmed Tosun à la tête d'une expédition militaire qui a vaincu les Wahhabites et pris le contrôle de Médine, La Mecque et Taïf. Cependant, en raison de maladies qui se sont propagées parmi les troupes et d'un manque de ravitaillement, Tosun Pacha a demandé des renforts, ce qui a poussé Mohammed Ali à se rendre lui-même sur le terrain pour évaluer la situation.

Entre-temps, le Gouverneur Mohammed bin Saoud est décédé le 27 avril 1814, laissant le pouvoir à son fils Abdullah, dont les forces furent vaincues par l'armée de Mohammed Ali.

Suite à cette défaite, Mohammed Ali décida de retourner au Caire et d'envoyer son fils Ibrahim Pacha pour conquérir Dariya, la capitale des Wahhabites, en 1818. Après des combats violents, il réussit à l'assiéger et à couper ses lignes de ravitaillement, forçant le Gouverneur Abdullah à se rendre. Il fut capturé, et Ibrahim Pacha retourna en Égypte, laissant les territoires

conquis sous l'autorité des chefs locaux avec des garnisons militaires, marquant ainsi la fin du premier État saoudien.

Certaines sources indiquent un changement d'attitude du cheikh du Koweït au cours de cette période. Au début de l'offensive de l'armée d'Ibrahim Pacha, le Koweït avait montré une certaine sympathie pour l'État saoudien, lui fournissant des aides par voie maritime. Cette aide a suscité l'intervention du gouverneur de Bagdad, Dawud Pacha, qui a envoyé plusieurs lettres à Rahma bin Jaber, chef de la tribu des Jaham à Koweït, alternant entre menaces et offres de récompenses, le contraignant en 1818 à partir en mer vers l'Ahsa avec une grande armée pour aider les Banu Khalid à reprendre le contrôle de la région face aux Saoudiens. Il semble que le cheikh Jaber ait jugé qu'il n'était pas dans son intérêt de s'opposer à l'Empire ottoman. Durant le siège de Dariya, il a accepté le passage des caravanes transportant des provisions et des munitions en provenance de Bagdad et de Bassorah à destination de l'armée d'Ibrahim Pacha via le Koweït, certaines de ces provisions étant même achetées sur les marchés locaux.¹

L'historien égyptien Abd al-Rahman al-Rafi'i mentionne que, pendant la période de présence d'Ibrahim Pacha à la tête des troupes égyptiennes (1816-1818), ce dernier a envoyé une lettre au cheikh Jaber demandant l'accueil d'un représentant égyptien au Koweït pour faciliter le passage des caravanes ou

1. Mukhlid Al-Mutairi, ouvrage précédemment cité, p. 107. L'auteur mentionne à la p. 109 que certaines caravanes provenant de Bagdad et de Bassorah étaient envoyées par les autorités ottomanes, tandis que d'autres étaient constituées d'habitants de Najd ayant fui le régime wahhabite pour se réfugier à Bassorah et Zubair.

des navires égyptiens. Le cheikh a accepté et a reçu cet émissaire avec tous les honneurs¹. Il est à noter que les chroniques des historiens koweïtiens et des chercheurs étrangers ne font pas mention de cet épisode.

Le conflit a repris avec la reprise du contrôle de larges portions de Najd, de l'est de la Péninsule arabique, de l'Ahsa et de Qatif par le Gouverneur Turki et son fils Faisal, établissant le deuxième État saoudien en 1824. Mohammed Ali a de nouveau envoyé une expédition militaire sous le commandement d'Ismaïl Bey Agha pour affronter ce nouvel État, mais sans succès. Il a alors lancé une autre campagne dirigée par Mohammed Khurshid Pacha en 1838, un commandant ayant une expérience militaire antérieure au Hedjaz et à Najd, et qui avait été gouverneur de Médine.

Les correspondances du commandant de l'expédition, Khurshid Pacha, avec Mohammed Ali, le gouverneur d'Égypte, révèlent les relations qu'il avait établies avec plusieurs chefs tribaux. Dans une lettre datée du 2 juillet 1838, il mentionne qu'il «collabore avec plusieurs chefs de villages en qui nous avons éprouvé confiance et loyauté» et qu'il leur a demandé «de surveiller la route menant à la résidence de Faisal» (en référence au Gouverneur Faisal bin Turki), «afin que, s'ils interceptent quelqu'un voyageant avec une lettre ou des nouvelles pour lui, ils le capturent et me l'envoient. Sur cette base, Ahmad Al-Sudayri, Gouverneur de Sudair, a arrêté un homme se rendant à

1. Abd al-Rahman al-Rafi'i, Histoire du mouvement national et de l'évolution du système de gouvernement en Égypte – Ère de Mohammed Ali (Le Caire : Autorité générale égyptienne du livre, édition 2000), pp. 153-154

Faisal avec une lettre de Abdullah bin Al-Fadag, un résident du Koweït.¹» Khurshid Pacha ajoute que la lettre contenait des informations sur les mouvements d'Ali Pacha, le gouverneur de Bagdad, et indique que le Pacha avait envoyé une missive à Faisal, soulignant l'importance de répondre à cette lettre pour que le gouverneur puisse recevoir des fermans et des directives du Sultan afin de les lire aux habitants des villes et des campagnes, dénonçant les agissements du gouverneur d'Égypte contraires aux ordres du Sultan. Il conclut sa lettre en mentionnant l'envoi de cadeaux, notamment des vêtements, de Bagdad à Faisal bin Turki.

Ces correspondances montrent également l'évaluation de Khurshid Pacha quant à la faisabilité de la mission qui lui était confiée. Il estimait que les Britanniques ne pourraient pas entraver l'avancée des forces égyptiennes, affirmant que les Égyptiens étaient les «maîtres du désert²». Il envisageait même d'étendre son influence à Bassorah, où il disposait de sources d'informations, notamment un certain Hamoud bin Jassar³.

Le Koweït occupait une place particulière dans l'évaluation de Khurshid Pacha, en raison de sa position stratégique entre l'Ahsa et Bagdad, de l'appartenance de la plupart de ses habitants à des tribus najdis, et des liens familiaux entre ses habitants et ceux de Zubair et de Bassorah. En outre, le Koweït était un centre commercial important, dont l'importance avait

1. Texte de la lettre dans Ahmad Mostafa Abu Hakima, référence précédente, p. 183.

2. Lettre de Khorshid Pasha à Mohammed Ali datée du premier jour de Rajab 1255 H / 10 septembre 1839, dans la référence précédente, p. 181.

3. Lettre de Khorshid Pasha à Mohammed Ali datée du 27 Jumada al-Thani 1255 AH, soit le 28 août 1839, dans la même source.

été renforcée par les restrictions imposées par les autorités iraniennes à Bouchehr et les autorités ottomanes à Bagdad et Basorah sur l'achat de produits à ses marchés. Par conséquent, Khurshid Pacha avait demandé au gouverneur d'Égypte, dans une de ses lettres, d'intervenir auprès du consul britannique à Bouchehr pour faciliter l'achat de provisions sur les marchés iraniens et à Bombay.

Ses correspondances indiquent que le Koweït joua un rôle crucial dans le ravitaillement des troupes égyptiennes stationnées à Najd et à l'Ahsa, en fournissant les marchandises et les denrées alimentaires nécessaires, tant par voie terrestre à dos de cheval et de chameau que par voie maritime grâce à ses navires¹.

L'importance du rôle des marchés koweïtiens à cette époque est illustrée par le fait que Khurshid Pacha nomma un délégué, Mohammed Rifaat Effendi, comme son représentant au Koweït², avec pour mission de fournir des provisions, des denrées alimentaires et des «jabbakhana», c'est-à-dire des munitions pour les fusils et les canons, ainsi que de l'orge pour nourrir les chevaux. Pour accomplir cette tâche, l'envoyé égyptien établit des relations avec le cheikh Jaber et les commerçants du Koweït, sur lesquels Khurshid Pacha comptait pour se procurer

1. Ibid., p. 182.

2. Mohammed Rifaat bénéficiait de la confiance de Khorshid Pasha, le commandant des armées de Mohammed Ali dans la péninsule arabique. En plus de sa mission au Koweït, il fut envoyé à Bahreïn pour y signer un traité avec son cheikh, comme il sera mentionné plus loin. En janvier 1839, il fut également dépêché en Al-Hasa à la tête d'une force militaire pour maintenir la sécurité et la stabilité dans les villages de Sudair.

certaines marchandises spécifiques. Dans une lettre adressée à Mohammed Ali Pacha datée du 10 septembre 1839, il mentionne qu'un navire koweïtien de type «baghlah» avait transporté environ 300 quintaux de blé et d'orge, et qu'il avait reçu une réponse de Jaber bin Sabah et de Mohammed Effendi.

La mission de Mohammed Rifaat Effendi comprenait peut-être la collecte d'informations sur la situation à Bassorah et la stabilité de son administration, car à cette époque, il se murmurait que Khurshid Pacha envisageait de prendre le contrôle de l'Irak ottoman. C'est l'interprétation adoptée par Lorimer, qui mentionne l'installation d'une «agence politique égyptienne qui pouvait servir de poste avancé en direction de l'Irak turc. Les actions du commandant des forces égyptiennes à Najd ont rapidement révélé que son objectif était de soumettre le Bahreïn, les émirats de la Trêve, et le sultanat d'Oman, les rendant tous tributaires de l'Égypte¹.»

Le cheikh Jaber reçut l'envoyé de Khurshid Pacha avec tous les honneurs et le fit asseoir à ses côtés au centre de son majlis², ce qui éveilla les soupçons des Britanniques. Ceux-ci entreprirent de s'informer sur les activités de cet émissaire au Koweït, comme nous le développerons dans le sixième chapitre. Le soutien du Koweït et celui de son... aux forces de Khurshid Pacha prit plusieurs formes, y compris un prêt financier accordé

1. J. G. Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf*, 7 volumes, nouvelle édition révisée et corrigée, préparée par le département de traduction du bureau du Gouverneur de l'État du Qatar, s.d., vol. IV, p. 191.

2. Saeed Amr M. Al-Amr Al-Beeshl, *The Social and Political History of the Western Coast of the Gulf, 1207-1256/1793-1840*, thèse de doctorat soumise à l'Université de Manchester, 1994, p. 279.

par le cheikh Jaber lorsque les fonds nécessaires à l'achat de provisions en provenance du Caire tardèrent à arriver.

Le cheikh accepta également de transporter les soldats déserteurs des autorités ottomanes de Bassorah. En mai 1839, un groupe d'officiers et de soldats de la garnison ottomane de Bassorah, dirigé par Mahmoud Agha Al-Mawardi, se réfugia au Koweït et exprima le souhait de rejoindre l'armée de Khurshid Pacha. Ils furent effectivement transportés à bord de navires affrétés à Qatif, et ce, malgré la demande du gouverneur de Bassorah d'arrêter ces hommes et de les lui livrer. Le cheikh refusa également la médiation du directeur de l'agence britannique à Bassorah, que les autorités ottomanes avaient sollicité pour faire rapatrier les soldats déserteurs.

Selon le rapport rédigé par Al-Mawardi à l'attention de Khurshid Pacha concernant les événements, «un message fut envoyé par un homme spécialement désigné à Ibn Sabah, Gouverneur du Koweït, lui demandant de nous capturer et de nous renvoyer à Bassorah. Cependant, il ne prêta aucune attention à cette lettre et répondit qu'il n'était pas en mesure de nous capturer et de nous expédier de force. Ensuite, le Gouverneur nous embarqua, moi, Mohammed Effendi, ainsi que les soldats qui nous accompagnaient, et nous sommes arrivés à Al-Ahsa.»

Cette situation démontre l'intelligence et la sagesse du cheikh Jaber. Désireux d'éviter un affrontement direct avec l'Empire ottoman, il s'accorda avec Mohammed Rifaat Effendi pour organiser le transfert de ces soldats de manière secrète.

En 1839, les navires koweïtiens transportèrent une cargaison d'armes et de munitions depuis le port de Hudaydah au Yémen

jusqu'au port de Qatif à Al-Ahsa.¹

Il est essentiel de s'arrêter sur une action de Khurshid Pacha au début de l'année 1839, lorsqu'il envoya son représentant, Mohammed Rifaat, à Bahreïn le 7 mai, pour demander la reconnaissance par son Gouverneur de la souveraineté de Mohammed Ali sur l'île et conclure un accord avec le cheikh Abdullah bin Ahmed Al Khalifa, le gouverneur de Bahreïn. L'accord stipulait que le gouvernement de Mohammed Ali soutiendrait le cheikh dans sa gouvernance des îles de Bahreïn en échange du paiement d'une zakat estimée à deux mille roupies par an, et que Bahreïn fournirait quelques navires pour aider les forces de Khurshid Pacha à se déplacer vers la côte d'Oman si nécessaire. Le Gouverneur de Bahreïn exigea que tous les pouvoirs restent entre ses mains et que le gouvernement de Mohammed Ali ne dépêche ni agent ni représentant sur son territoire².

Ici, il convient de se poser la question suivante : pourquoi Khurshid Pacha n'a-t-il pas adopté une position similaire vis-à-vis du Koweït ? Il est probable qu'il ait reconnu l'indépendance du cheikh du Koweït, qui n'était soumis ni à l'influence ottomane, ni wahhabite, ni britannique, et qu'il n'avait donc aucune justification pour formuler une telle demande³. Cela contraste avec la situation de Bahreïn, qui avait signé un accord avec le gouvernement britannique.

Ainsi, la relation entre le cheikh Jaber et Khurshid Pacha res-

1. Mukhlid Al-Mutairi, référence précédente, pp. 113-114..

2. Ibid., p. 111..

3. Ahmad Mostafa Abu Hakima, référence précédente, p. 215.

ta amicale, fondée sur l'échange d'avantages mutuels. Khurs-hid Pacha trouvait au Koweït une source d'approvisionnement pour les vivres, le matériel et les armes nécessaires à ses trou-pes.

Comme je l'ai déjà mentionné dans cet ouvrage, le cheikh Ja-ber était attaché à l'indépendance du Koweït et adoptait une politique d'équilibre entre les différentes puissances en conflit dans la péninsule arabique et le Golfe, notamment l'État saou-dien, l'Empire ottoman, et l'armée de Mohammed Ali. Il gérait ses relations avec ces trois parties en fonction des intérêts de son territoire.

Cela se reflète dans le fait que, bien qu'il entretînt des rela-tions et des intérêts avec les Britanniques et Khurshid Pacha, il maintint également des relations amicales avec le second État saoudien. Par exemple, en 1831, lorsque l'émir Turki bin Abdullah Al Saud campa à Al-Subaihiya au Koweït, alors qu'il poursuivait un groupe des Al-Sabia, et y resta environ quarante jours, le cheikh Jaber lui envoya des présents en signe de salu-tations. Par la suite, l'émir Turki quitta les lieux en direction de Riyad¹. Cet événement laissa une impression positive sur l'émir Turki et, après lui, sur son fils l'émir Faisal, ce qui les incita à entretenir des relations amicales avec le Koweït et à éviter tout affrontement².

Les relations amicales entre le Koweït et le second État saoudien se poursuivirent après 1841. L'émir Faisal bin Turki

1. Abdullah Bin Khaled Al-Hatem, référence précédente, p. 331.

2. Saeed Amr M. Al-Amr Al-Beeshl, *op. cit.*, pp. 224-225.

bin Abdullah envoya en 1851 un représentant permanent au Koweït, et cette relation se maintint jusqu'à la mort du cheikh Jaber en 1859, puis sous le règne de son fils, le cheikh Sabah, jusqu'en 1866.

En mars et avril 1860, une bataille appelée «Melh¹» a eu lieu dans la région d'Al-Wafra au Koweït entre les forces d'Abdullah bin Faisal Al-Saoud et la tribu des Ajman, qui s'était révoltée contre le pouvoir des Al-Saoud dans la région d'Al-Ahsa. Ces forces avaient poursuivi les Ajman jusque dans le territoire koweïtien, où elles leur infligèrent une sévère défaite. Abdullah affirma que son intention n'était pas de combattre le Koweït ou la famille Al-Sabah, mais bien de s'opposer aux Ajman². Suite à cette défaite, Rakan bin Falah bin Hathleen, chef des Ajman, accompagné de quelques-uns de ses partisans, demanda protection au cheikh Sabah, qui la leur accorda. L'émir Abdullah bin Faisal envoya alors un émissaire au cheikh Sabah, exigeant l'expulsion des rebelles du Koweït et leur remise, affirmant qu'ils faisaient partie des sujets des Al-Saoud. Le cheikh répondit que cette demande était contraire aux traditions arabes, qui valorisent la bonne entente entre voisins et la protection des personnes en danger. Il refusa ainsi sa demande, affirmant qu'aucune personne sous la protection des Al-Sabah ne serait livrée. Pour affirmer sa neutralité, il déclara à tous les Najdiens résidant au Koweït qu'ils étaient libres de quitter le Koweït et de rejoindre l'armée d'Abdullah s'ils le souhaitaient. Lorsque ces

1. Melh est une oasis située au sud-ouest de Koweït, dotée de puits d'eau douce et se trouvant sur la route des caravanes et reliant Najd à Koweït, Zubair, et Bassorah.

2. Abdul Malek Khalaf Al-Tamimi, référence précédente, p. 25.

nouvelles parvinrent à l'émir Faisal bin Turki, il exprima son regret quant aux actions de son fils et envoya un émissaire au cheikh Sabah pour lui faire part de son message.

L'année suivante, un autre affrontement éclata entre les Al-Saoud et les Ajman sur le sol koweïtien. En effet, les Ajman, en coopérant avec les tribus des Muntafiq, menacèrent les intérêts saoudiens dans la région située entre Al-Ahsa et Najd. L'émir Faisal envoya alors une armée dirigée par son fils Abdullah pour les assiéger dans la région d'Al-Jahra. Une bataille éclata, se soldant par une nouvelle défaite écrasante des Ajman, les obligeant à se replier vers le littoral, où un grand nombre d'entre eux, environ 1 500, périrent noyés. Cette bataille fut connue sous le nom de «Bataille d'Al-Tubba'¹».

II – Bahreïn

Le Koweït et Bahreïn entretenaient des relations étroites, parmi lesquelles se distinguait le lien de parenté entre les deux familles régnantes, à savoir les Al-Sabah et les Al-Khalifa. Un exemple notable de cette relation se produisit lorsque Bahreïn, sous le règne du cheikh Abdullah bin Ahmad Al-Khalifa, subit des pressions de la part des Wahhabites pour se soumettre à leur autorité. Une expédition militaire composée de 60 navires et d'un grand nombre de combattants, dirigée par Rahmah bin Jaber Al-Jalahma, avec l'assistance du cheikh Hassan, Gouverneur de Huwayla dans la péninsule du Qatar, et du comman-

1. Mohammed Hassan Al-Aidrous, Histoire moderne et contemporaine du Golfe arabe (Le Caire : Ain pour les études et recherches en sciences humaines et sociales, 1998), pp. 164-165, et Abdul Malik Khalaf Al-Tamimi, référence précédente, p. 25.

dant wahhabite Ibrahim bin Afaisan, fut lancée. Lorsque les nouvelles de cette expédition atteignirent Bahreïn, le cheikh de Bahreïn demanda du soutien au Koweït. Le cheikh Abdullah répondit favorablement et envoya une force militaire dirigée par son fils, le cheikh Jaber, accompagné du cheikh Duajj bin Salman Al-Sabah.

L'affrontement se produisit en mars 1811 près de Khawr Hassan, au nord-ouest du Qatar, entre Al-Zubarah et Freiha. «Un combat violent s'ensuivit, d'une intensité inégalée dans les temps anciens ou en Islam, causant de nombreuses pertes, qu'elles soient par l'épée ou par noyade dans la mer¹.»

Parmi les preuves de cette relation étroite entre les deux familles, on note également le témoignage de Mohammed Rifaat Effendi, l'émissaire de Khurshid Pacha, qui se rendit à Bahreïn en mai 1839 pour vérifier la véracité des rumeurs circulant à Al-Ahsa selon lesquelles le cheikh de Bahreïn subissait des pressions de la part des «Perses» et des Britanniques pour leur apporter son soutien. Lorsqu'il rencontra le cheikh Abdullah bin Ahmad Al-Khalifa, gouverneur de Bahreïn², ils tombèrent d'accord, ce que Mohammed Effendi exprima en ces termes : «Un accord fut conclu entre Abdullah bin Ahmad et moi, confirmant le mandat de Son Excellence Khurshid Pacha et faisant de moi un allié contre son ennemi.»

1. Ibid., p. 172.

2. Dans la lettre qu'il adressa à Khorshid Pasha, il écrivit : «Moi, le serviteur humble devant Dieu Tout-Puissant, Mohamed Rifaat Effendi, adjoint au commandant en chef de Najd et délégué en son nom pour établir un traité avec Abdullah bin Ahmad Al Khalifa, souverain de Bahreïn.»

Il ajouta dans sa lettre qu'ils avaient convenu que «si Son Excellence souhaitait envoyer des troupes vers des régions comme Oman ou ailleurs, il faudrait fournir une assistance en envoyant des navires pour transporter les troupes, ce à quoi le cheikh répondit favorablement». Le cheikh Abdullah ajouta que «si Son Excellence souhaitait se rendre à Bassorah, ou en Perse, ou à Oman, ou ailleurs, je mettrai à disposition les navires et les hommes nécessaires. Quant au Koweït, son Gouverneur, Jaber bin Sabah, est de notre famille et il nous est impossible de l'attaquer¹».

Cette déclaration fait référence à la fidélité du cheikh de Bahreïn envers ses proches, les Utub du Koweït, ainsi qu'à l'alliance entre les Utub des Al-Sabah, des Al-Khalifa et des Al-Jalahma lorsqu'ils se sont établis sur les terres koweïtiennes et ont choisi le cheikh Sabah I^{er} comme leur chef.

En 1840, un conflit sanglant pour le pouvoir éclata entre le cheikh Abdullah, gouverneur de Bahreïn, et le cheikh Mohamed bin Khalifa, son petit-fils par son frère. Ce jeune homme aspirait à gouverner l'émirat et réussit à s'en emparer après trois ans de guerres, durant lesquelles l'agent britannique et le commandant wahhabite Abdullah bin Thunayan, ainsi que Bashar bin Rahma, prirent parti pour lui.

1. Copie de l'annexe arabe du document (n° 137) en rouge. Le journal rédigé par Mohamed Efendi, contenant un état des affaires de Bahreïn et d'autres régions, daté de fin Safar 1255 AH / 14 mai 1839, Archives nationales – Le Caire, dossier 267 Abdeen. Document publié dans La Bibliothèque des chroniques de Najd, référence précédente, p. 40, et dans l'article intitulé «Al-Hassa et Qatif et Najd dans les documents égyptiens», Magazine Al-Waha, Beyrouth, n°uméro 5, septembre 2008, disponible en ligne sur le site de la revue, sans pagination.

Le cheikh Jaber n'était pas à l'aise face à ce conflit au sein de la famille Al-Khalifa, ainsi qu'aux informations qu'il recevait sur les destructions et les ravages causés par les forces des deux parties lorsqu'elles prenaient possession de villages ou de villes. Il s'inquiétait également de l'exil du cheikh Abdullah de Bahreïn et tenait à ce que cet homme âgé ne subisse ni dommage matériel ni humiliation morale. Il décida donc de se rendre à Bahreïn pour rencontrer le nouveau gouverneur et informa l'agent britannique de son intention. Celui-ci l'encouragea et lui conseilla de préciser au cheikh Mohammed que l'objectif de sa visite était de rétablir l'harmonie, et non de restaurer le cheikh Abdullah au pouvoir.

En août 1843, le cheikh Jaber navigua vers Bahreïn accompagné de huit navires koweïtiens. Il rencontra le cheikh Mohammed, qui exprima sa gratitude pour l'initiative du cheikh de Koweït et se déclara prêt à rencontrer le cheikh Abdullah et à conclure un accord de paix, tout en maintenant l'ordre établi. Cependant, lorsque le cheikh Abdullah, alors résidant à Dammam, apprit cet accord, il refusa l'idée de cette rencontre, estimant qu'il était toujours le gouverneur légitime de Bahreïn. Il déclina également l'invitation du cheikh Jaber à venir au Koweït en tant qu'invité¹, et se rendit plutôt à Bouchehr pour demander le soutien de la Perse, sans succès.

Le comportement du cheikh Abdullah, qui cherchait à récupérer le pouvoir de Bahreïn par la force, lui fit perdre ses alliés

1. Abdulaziz Mohamed Hasan Ali Al Khalifa, *Relentless Warrior and Shrewd Tactician: Shaikh Abdullah bin Ahmed of Bahrain 1795-1849*, thèse de doctorat, Université d'Exeter, 2013, p. 204.

à Najd et au Koweït. Il forma alors de nouvelles alliances avec le cheikh Sultan bin Saqr Al-Qasimi, gouverneur de Charjah, et le cheikh Maktoum bin Buti, gouverneur de Dubaï. Simultanément, le cheikh Mohammed établit des alliances avec le cheikh Khalifa bin Shakhbout Al-Nahyan, gouverneur d'Abu Dhabi, et le cheikh Abdullah bin Rashid Al-Mu'alla, gouverneur d'Umm al-Quwain, les conviant à une réunion sur l'île de Qays. Les autorités britanniques désapprouvèrent ces développements, craignant leur impact sur la sécurité maritime dans le Golfe, et firent savoir au cheikh Abdullah leur mécontentement face à son refus des propositions du cheikh Jaber¹.

L'objectif du cheikh Mohammed devint alors de faire sortir le cheikh Abdullah de Dammam. Ses forces assiégèrent la ville d'un côté, tandis que les troupes de l'émir Faisal bin Turki la bloquaient de l'autre, bénéficiant du soutien politique des autorités britanniques dans le Golfe. Le blocus terrestre et maritime entraîna une détérioration des conditions de vie et de santé de ses habitants, qui souffrirent grandement de la pénurie de vivres et de provisions.

Pendant ce temps, le cheikh Jaber tenta d'atténuer les souffrances de la famille du cheikh Abdullah et des habitants de Dammam en envoyant deux bateaux chargés de provisions. Cependant, les hommes du cheikh Mohammed interceptèrent ces navires dans la baie de Balbul². Bien que les autorités britanniques considérèrent l'action du cheikh Mohammed con-

1. Ibid., pp. 205-207.

2. Il s'agit d'un khor naturel utilisé pour l'ancrage des voiliers, situé à la frontière entre le Koweït et Najd.

forme aux traités maritimes conclus entre la Grande-Bretagne, Bahreïn, et les émirats de la côte des Trêves, elles veillèrent à ne pas froisser le cheikh Jaber, d'autant plus que le Koweït n'était pas partie prenante de ces traités. Elles conseillèrent donc au cheikh de Bahreïn de libérer les deux navires et de leur permettre de retourner au Koweït.

Lorsque la situation à Dammam devint intenable et que le risque de capture par les forces du cheikh Mohammed se fit pressant, le cheikh Abdullah quitta la ville avec un groupe de ses partisans et soldats, cherchant refuge au Koweït en 1844, où il fut chaleureusement accueilli par le cheikh Jaber.

Les autorités britanniques furent inquiètes de ce développement, craignant que le cheikh Abdullah ne profite de sa présence au Koweït pour préparer de nouvelles confrontations contre le cheikh de Bahreïn. L'agent britannique écrivit au cheikh Jaber, lui demandant de veiller à la sécurité maritime et de s'assurer que le cheikh Abdullah ne prenne aucune action qui pourrait la menacer. En effet, le cheikh Abdullah se montra discret pendant un certain temps. Durant son séjour, le cheikh Jaber lui offrit une hospitalité généreuse et l'invita fréquemment à des réunions. Bien que le cheikh Abdullah fût un excellent joueur de dames, l'historien Rashed bin Fadel Al-Bannai rapporta que le cheikh Jaber le battit dans ce jeu¹.

Le cheikh Abdullah reprit rapidement ses activités, peut-être encouragé par les nouvelles qu'il avait reçues concernant le

1. Rashed Bin Fadhel Al-Binali, *Majmou' Al-Fadha'il fi Fan Al-Nasab wa Tarikh Al-Qaba'il* (tribu Al Bin Ali), révisé par Hassan Bin Mohammed Bin Ali Al Thani (Doha : Badr pour l'édition, 2e éd., 2007), p. 75.

conflit entre le cheikh Mohammed et le cheikh de Qatif. Accompagné de ses partisans, il intercepta de temps en temps des navires bahreïniens, ce qui poussa l'agent britannique à informer le cheikh Jaber de la nécessité pour le cheikh Abdullah de respecter les accords convenus et de cesser ces actions, ce qu'il fit pendant un certain temps.

En juin 1846, le cheikh reçut une invitation des autorités iraniennes pour se rendre à Bouchehr, lui assurant qu'il bénéficierait de la protection du Shah d'Iran, en attendant une opportunité propice pour restaurer son pouvoir à Bahreïn. Le cheikh se méfia des intentions derrière cette invitation, mais ne voulant pas provoquer la colère des Perses, il répondit en déclinant poliment l'invitation, invoquant des raisons personnelles qui l'empêchaient de s'y rendre à ce moment-là.

En septembre de la même année, le cheikh Abdullah décida de quitter le Koweït pour relancer ses efforts et tenter de retrouver son pouvoir. Il se rendit alors sur l'île de Tarout, près de Dammam. Finalement, ses tentatives échouèrent¹.

Il est ironique de constater qu'alors que le cheikh Jaber avait tenté de jouer les médiateurs dans le conflit entre les cheikhs de Bahreïn, cette situation se répéta sous le règne de son petit-fils, le cheikh Abdullah II, qui, à son tour, intervint en 1868 dans un conflit similaire entre les dirigeants de Bahreïn.

1. *Ibid.*, pp. 215, et Ahmad Mostafa Abu Hakima, Histoire moderne du Koweït, référence précédente, pp. 240-242.

Chapitre V : Évolution des relations avec les autres puissances régionales

Outre Najd et Bahreïn, le Koweït, sous le règne des cheikhs Jaber et Sabah, entretenait diverses relations avec le sud de l'Irak et les émirats du Golfe, qui oscillaient entre alliances et hostilités, avec des dimensions politiques, militaires et commerciales. Cette section se concentre sur les relations du Koweït avec Bassorah, Zubair, Muhammarah et Bouchehr.

I : Bassorah

Les relations économiques et politiques entre le Koweït et Bassorah se sont développées en raison de la proximité géographique et de la facilité de déplacement entre les deux. D'un point de vue économique, la famille Al-Sabah possédait des terres et des vergers à Bassorah, dont les revenus constituaient une source majeure pour les ressources des dirigeants du Koweït avant l'apparition du pétrole. Ces vergers furent également à l'origine d'une crise politique entre le Koweït et les autorités ottomanes de Bassorah durant les dernières années du règne du cheikh Sabah bin Jaber en 1866.

Le premier des vergers possédés par la famille Al-Sabah fut celui offert par le cheikh Rashid bin Thamer Al-Saadoun au cheikh Jaber, en reconnaissance de l'hospitalité qu'il avait reçue lors de son refuge au Koweït après son conflit avec le gouverneur de Bassorah. Ces vergers comprenaient trois palmeraies dans la région d'Al-Faw, sur le Chatt al-Arab, et couvraient, selon un rapport rédigé en 1915 par Sir Henry Dobbs, un responsable des autorités britanniques à Bassorah, une superficie de 16 800 acres (l'acre équivalant à environ 4 000 mètres carrés) et

étaient estimés à plus d'un million de livres sterling¹.

Plus tard, Suleiman bin Abdul Razzaq Al-Zuheir offrit un ensemble de vergers à Al-Soufiya dans la région d'Al-Muammar sur le Chatt al-Arab en 1831, également en signe de reconnaissance pour l'hospitalité du cheikh Jaber après son refuge au Koweït à la suite du conflit entre les familles Al-Zuheir et Al-Thaqib sur le contrôle de la ville de Zubair². Ces terres devinrent l'objet d'un litige judiciaire devant les tribunaux de Bassorah en 1866, après que des membres de la famille Al-Zuheir eurent prétendu que Suleiman avait disposé de terres qui ne lui appartenaient pas, et qu'il ne possédait qu'une partie des terres qu'il avait offertes au cheikh Jaber, n'ayant pas reçu l'accord des autres membres de sa famille pour prendre une telle décision.

Au début de 1866, une crise éclata dans les relations entre le cheikh Sabah et le caïmacan de Bassorah, Suleiman Bey. Selon un rapport du représentant politique britannique à Bassorah, W.B. Johnston, daté du 24 avril, la crise proviendrait d'une lettre dans laquelle le caïmacan demandait au cheikh d'expulser de ses terres à Al-Faw tous les paysans ayant émigré des terres persanes, et lui demandait également de renoncer à une île située en face de la région des Dawasir «appelée Al-Soufiya» qui était sous la possession des Al-Sabah depuis 30 ans et que la

1. Une autre source indique que cet incident impliquait son neveu Issa Bin Mohamed Bin Thamer Al-Saadoun. Voir Khalid Hamoud Al-Saadoun, *Événements dans l'histoire du Golfe arabe* (Alexandrie : Bibliothèque universitaire, 2000), pp. 93-96.

2. Al-Rashid, référence précédente, p. 15, et Ahmad Mostafa Abu Hakima, référence précédente, p. 219.

famille Al-Zuheir revendiquait désormais¹.

Selon le même rapport, le cheikh Sabah répondit au caïmacan que c'était l'hiver, une période de grand froid, et qu'il enverrait son fils aîné, le cheikh Abdullah, à Bassorah lorsque le climat serait plus clément. Le caïmacan, irrité par ce qu'il considérait comme de la procrastination de la part du cheikh Sabah, ordonna à ses troupes de s'emparer de l'île, d'en expulser les paysans qui en dépendaient et de nommer un gouverneur local. Les autorités britanniques suivirent de près cette affaire; Johnston se rendit à Koweït au début du mois d'avril pour discuter du sujet avec le cheikh Sabah, qui l'informa qu'il avait déjà envoyé le cheikh Abdullah à Bassorah, et qu'il était prêt à se rendre à Bagdad pour affirmer les droits des Al-Sabah sur ces terres si «la question de l'île devenait un sujet de tiraillement²».

La cause de cette crise résidait dans le fait que certains membres de la famille Al-Zuheir — gouverneurs de Zubair — avaient intenté une action en justice devant le tribunal de Bassorah contre le cheikh Sabah, revendiquant la propriété des terres d'Al-Soufiya, l'une des régions de palmeraies de Bassorah, et affirmant que cette propriété avait été acquise illégalement, car le vendeur, Yaqoub Al-Zuheir, n'avait pas été mandaté par le reste de la famille et n'avait pas obtenu leur consentement. Quant à Suleiman Bey Abdul Razzaq Al-Zuheir, le cheikh de Zubair qui avait offert une partie de ces terres, il n'avait pas les «qualifications» requises pour entreprendre un tel acte.

1. Texte de la lettre dans Futouh Al-Khatresh, J. G. Saldanha, L'histoire politique sous Mubarak Al-Kabir (Koweït : That Al-Salasil, 1990), p. 16.

2. Ibid., p. 17.

La propriété des terres de cette île fut transférée au cheikh Jaber il y a trente ans, par achat d'une part, et par donation d'autre part. Il acheta une partie des terres à Yaqoub Al-Zuheir, qui s'était réfugié au Koweït après la chute de Zubair. Quant aux donations, elles résultaient de l'accueil généreux que le cheikh avait réservé à certains notables et riches de Zubair venus se réfugier au Koweït. En signe de reconnaissance, ils lui offrirent des terres, comme Rashid Al-Saadoun, qui lui céda des terres dans la région d'Al-Faw, et Suleiman Bey bin Abdul Razzaq Al-Zuheir, qui lui fit don de terres à Al-Soufiya.

À son arrivée à Bassorah, le cheikh Abdullah fit face à une situation complexe. Selon certaines sources, il se présenta devant le tribunal en charge de l'affaire intentée par la famille Al-Zuheir et y présenta les preuves et documents attestant la propriété de son père sur ces terres. Cependant, le tribunal rejeta ses preuves et statua en faveur des Al-Zuheir, ordonnant la confiscation des terres à leur profit, et imposant au cheikh du Koweït de verser une somme équivalente à la valeur des récoltes de dattes pour une période de sept ans aux plaignants¹. Le cheikh Abdullah contesta le jugement, refusant de signer un engagement à payer les montants décidés par le tribunal, et décida de faire appel du jugement devant une instance supérieure à Bagdad, ce qui provoqua la colère de Suleiman Bey, qui menaça de le détenir jusqu'à l'exécution du jugement.

Dans son rapport, l'agent politique Johnston offre une autre

1. Nouriya Mohammed Nasser Al-Saleh, *Les relations politiques du Koweït avec l'est de la péninsule arabique et l'Irak ottoman 1866-1902* (Koweït : That Al-Salasil, 1977), p. 22.

version. Il indique que le cheikh Abdullah n'eut pas l'occasion de rencontrer le caïmacan à son arrivée, ce dernier étant absent de Bassorah. Le cheikh attendit patiemment son retour, et le jour suivant l'arrivée de Suleiman Bey, il se rendit à la résidence administrative. Après une discussion, il déclara que son père Sabah ne lui avait pas confié l'autorisation de prendre des mesures concernant les terres, et que sa visite visait simplement à s'informer des exigences du caïmacan pour les appliquer, en ce qui concerne les paysans d'Al-Faw. Le caïmacan lui ordonna alors de restituer à la famille Al-Zuheir l'équivalent de ce qu'il avait perçu des terres de l'île au cours des sept dernières années, depuis la mort du cheikh Jaber Al-Sabah, sous prétexte qu'il en avait accaparé les revenus. Lorsque Abdullah précisa qu'il n'agissait qu'en qualité de représentant de son père et qu'il lui remettait tout dès son retour au Koweït, le juge et le mufti, présents à proximité, furent convoqués et émirent un jugement stipulant que la personne ayant effectivement perçu les revenus, qu'il s'agisse d'un dirigeant ou d'un représentant, était responsable devant le propriétaire des terres. L'ordre fut alors donné au directeur de la prison d'arrêter Abdullah Al-Sabah jusqu'à ce que les demandes de la famille Al-Zuheir soient satisfaites¹.

Quel que soit le point de vue, le résultat reste le même : Suleiman Bey et les responsables ottomans de Bassorah soutinrent la demande des Al-Zuheir contre le cheikh du Koweït, le caïmacan menaçant de détenir le cheikh Abdullah jusqu'à ce que

1. Texte du rapport dans Futouh Al-Khatresh, Saldanha, référence précédente, pp. 17-18.

son père se conforme au jugement. Selon le rapport de Johnston, Salem Al-Badr — représentant du cheikh Sabah à Bassorah et grand commerçant influent — intervint pour empêcher l'arrestation d'Abdullah. Il se porta garant de lui, et Suleiman Bey ordonna alors l'envoi immédiat d'une lettre au cheikh Sabah demandant l'autorisation de son fils de le représenter pleinement. Le cheikh Abdullah se vit accorder un délai de quinze jours pour satisfaire les exigences de la famille Al-Zuheir, faute de quoi il serait emprisonné.

Dans son rapport, Johnston, qui rencontra le cheikh Abdullah à cette époque, rapporte que ce dernier lui expliqua que «son père lui avait donné des instructions strictes pour ne pas accepter de juger l'affaire à Bassorah, car il estimait que le caïmacan était partial contre lui et que l'influence des Al-Zuheir à Bassorah était suffisante pour pousser tout le monde à adopter leur point de vue, quelle que soit la solidité des preuves présentées contre eux¹».

Johnston décrivit le comportement des autorités à Bassorah comme un «acte arbitraire» et une «attitude rude et condescendante» qui ne se limitait pas à la personne du cheikh Abdullah, mais s'étendait également aux Koweïtiens dans les rues et les marchés, d'une manière sans précédent. Il prévoyait que «les Koweïtiens vengeraient toutes ces actions dès que l'occasion se présenterait», ajoutant que «ce conflit ne pourrait que renforcer l'indépendance du Koweït s'il en sortait vainqueur, et cela plus que jamais auparavant ; en revanche, s'il venait à être

1. Texte de la lettre dans Futouh Al-Khatresh, p. 18.

vaincu, les Turcs perdraient un petit port libre et prospère qui représentait, sans être intégré directement, un avantage indirect considérable en termes de revenus, car je suis certain que les habitants du Koweït préféreraient tous migrer de cet endroit plutôt que de se soumettre au gouvernement turc¹».

Johnston suggéra à son gouvernement de conseiller au gouvernement ottoman de «transférer l'examen de l'affaire vers une juridiction plus élevée, où le préjugé initial serait écarté». Il visait ainsi à déplacer l'affaire de Bassorah vers l'autorité supérieure, à savoir Bagdad.

Le cheikh Abdullah se rendit à Bagdad et fit appel du jugement devant la cour d'appel, où il rencontra Namik Pacha, le gouverneur, qui lui promit un dénouement favorable. La cour examina les preuves fournies par la famille Al-Sabah et décida d'annuler le jugement de la cour de Bassorah, reconnaissant la légitimité de la propriété des Al-Sabah sur ces terres et rejetant la demande des Al-Zuheir. Dans un rapport daté du 16 mai du consul général britannique à Bagdad, le colonel Campbell, il est mentionné que le cheikh Abdullah était arrivé à Bagdad et était retourné à Bassorah par la mer après avoir obtenu gain de cause. Le consul précisa l'avoir rencontré durant son séjour à Bagdad, et l'avoir trouvé confiant quant à la légitimité de la propriété koweïtienne sur ces terres. Il ajouta : «J'ai compris que cette conviction était profonde et inébranlable, au point que son père serait prêt à recourir à la force contre Zubair si son fils échouait, et qu'il comptait dans ce cas sur le soutien de

1. Texte de la lettre dans Futouh Al-Khatresh, Saldanha, référence précédente, p. 20.

l'émir wahhabite Abdullah bin Faisal Al-Saoud¹.»

Il est probable que ces informations sur la détermination du cheikh Sabah soient parvenues aux oreilles de Namik Pacha, influençant sa décision de soutenir le point de vue koweïtien et de rejeter les revendications des Al-Zuheir, appuyées par le caïmacan de Bassorah, Suleiman Bey. Namik Pacha chercha à apaiser le cheikh Abdullah et à gagner sa faveur pour atteindre un objectif politique : transformer le Koweït en un district ottoman. Cela se manifesta lorsqu'il proposa cette idée au cheikh Abdullah, qui lui répondit «qu'il n'était pas le dirigeant du Koweït, mais que c'était son père qui en détenait l'autorité.»

Le Koweït participa également à plusieurs événements politiques à Bassorah. Abdulaziz Al-Rashid rapporte qu'à l'époque du gouvernement d'Ali Pacha à Bagdad, certaines tribus se révoltèrent contre les autorités ottomanes, prirent le contrôle de Bassorah, et chassèrent le moutassarif ottoman et ses soldats de la ville. Celui-ci se réfugia auprès du cheikh Jaber, sollicitant son aide et son soutien. Le cheikh accepta, forma une flotte navale qu'il dirigea lui-même, et parvint à vaincre ces tribus, permettant ainsi le retour du moutassarif à son poste. En reconnaissance, les autorités ottomanes récompensèrent le cheikh Jaber avec une allocation annuelle de cent cinquante barils de dattes et lui accordèrent un drapeau vert².

1. Ahmad Mostafa Abu Hakima, référence précédente, pp. 220-221.

2. Abdulaziz Al-Rashid, référence précédente, p. 120. Al-Rashid ne mentionne pas le nom du destinataire ni l'année de cet incident, mais le «Ali Pasha» auquel il fait référence est Ali Ridha Pasha, dont le mandat s'étend de 1831 à 1842, ce qui signifie que l'incident s'est déroulé durant cette période.

En 1824, le cheikh Hamoud bin Thamer Al-Saadoun, Gouverneur de Muntafiq, conclut une alliance avec le cheikh Gaith bin Ghadhban, émir des Bani Kaab, pour faire face à toute agression potentielle des autorités ottomanes. En effet, en 1826, Daoud Pacha, gouverneur de Bagdad, prit la décision de destituer le cheikh Hamoud et de nommer son neveu, le cheikh Aqil bin Thamer, comme Gouverneur de Muntafiq, en lui fournissant une armée conséquente pour combattre et punir son oncle. Il envoya également un message à Aziz Agha, le Moutassarif de Bassorah, l'informant de la situation et lui demandant de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de Bassorah¹.

Le cheikh Hamoud rassembla ses troupes et ordonna de marcher pour assiéger Bassorah. Il demanda à son allié, le cheikh Gaith, d'envoyer autant de troupes et de navires que possible pour le soutenir. Saïd bin Sultan, Gouverneur d'Oman, envoya également plusieurs navires et hommes pour l'aider à bloquer Bassorah depuis les rives du Chatt al-Arab. Aziz Agha, moutassarif de Bassorah, ne disposant pas de suffisamment de troupes pour briser ce siège, écrivit au cheikh Jaber pour lui demander de l'assister en envoyant ses forces. Effectivement, le cheikh se rendit à la tête d'une flotte navale devant Bassorah. Mais avant d'intervenir militairement, une délégation de notables de Bassorah parvint à un accord avec Majid et Faisal, les fils du cheikh Hamoud, qui dirigeaient le siège terrestre contre la ville, abou-

1. Imad Abd Al-Salam Rauf Al-Attar, *La vie sociale en Irak pendant l'ère des Mamelouks, 1749-1831*, thèse de doctorat présentée au département d'histoire, Faculté des lettres et des sciences humaines, Université du Caire, 1976, p. 240.

tissant à la levée du siège, et les forces assiégeantes se retirèrent vers Mohammerah.

En même temps, le moutassarif de Bassorah réussit à lever le blocus maritime imposé par les navires omanais en gagnant la faveur de leur commandant par des cadeaux et des sommes d'argent. Ce dernier décida alors de lever le siège et de ramener ses navires¹. Face à ces développements, le cheikh Jaber et ses forces retournèrent au Koweït. Les autorités ottomanes apprécièrent son action et décidèrent de le récompenser avec cent cinquante barils de dattes, tout en lui octroyant un firman et un drapeau vert.

Cependant, la guerre ne s'arrêta pas là. Le cheikh Aqil et Aziz Agha décidèrent de lancer une attaque contre les Bani Kaab dans leurs bastions de Mohammerah pour se venger, formant une grande armée qui fut confrontée aux forces des Bani Kaab et subit une défaite. Aziz Agha fit alors appel une nouvelle fois au cheikh Jaber, lui demandant assistance. Le cheikh envoya une flotte qu'il dirigea lui-même, ses navires jetant l'ancre à «Al-Harta», en face de «Al-Barim²». La bataille s'engagea, mais les forces des Bani Kaab repoussèrent l'attaque des troupes du cheikh Aqil et d'Aziz Agha.

Quant aux forces ottomanes, elles affrontèrent les troupes des Bani Kaab à Al-Barim. Au début, les Koweïtiens subirent quelques pertes, ce qui incita certains à proposer un retour au Koweït. Une nuit, l'un des combattants koweïtiens, nommé

1. Abdulaziz Suleiman Nawar, Dawud Pasha, gouverneur de Bagdad (Le Caire : Dar Al-Kitab Al-Arabi, 1968), pp. 110-115.

2. Un site côtier situé sur la rive orientale de Chatt al-Arab.

«Salem», pris d'une impulsion soudaine, plongea dans l'eau, un sabre entre les dents, et se dirigea vers la rive où se trouvaient les forces des Bani Kaab. En voyant cela, les autres furent saisis d'enthousiasme en criant «Ya Salem... Ya Salem», ils avancèrent leurs navires vers la côte et engagèrent un combat féroce, ce qui conduisit à la retraite des Bani Kaab et à la prise du village d'«Al-Barim», d'où les forces des Bani Kaab furent chassées. Cet acte permit aux troupes d'Aqil et d'Agha de réorganiser leurs rangs et de se rassembler. Toutes les forces se regroupèrent dans la région d'«Um Al-Jariziyah» face à Mohammerah, attaquèrent la ville et la bombardèrent de leurs canons jusqu'à la chute d'un de ses forts dans la région d'«Um Al-Khasasif» ou «Um Al-Hasasif», en 1827. Le cheikh Jaber et ses forces parvinrent à contrôler le fort d'«Um Al-Jababi», près de la côte, où les navires koweïtiens stationnaient à «Um Al-Rasas». Certains Koweïtiens souhaitaient poursuivre les forces des Bani Kaab en déroute, mais le cheikh Jaber leur en interdit, déclarant : «Laissez l'humilié partir vaincu.» Le cheikh retourna alors au Koweït avec sa flotte et ses troupes. Son retour coïncida avec le mois de Ramadan, et les Koweïtiens ressentirent une grande fierté pour la victoire remportée lors de cette bataille et pour le courage qu'ils avaient démontré, ayant ainsi changé le cours de la bataille¹.

En marge de ces événements, le moutassarif de Bassorah souhaite récompenser le cheikh Jaber en doublant les quantités de dattes octroyées par l'État ottoman, mais le cheikh refusa

1. Abdulaziz Al-Rashid, référence précédente, p. 119, et Aref Murad Al-Fateh, référence précédente, p. 135.

cette offre, craignant qu'il ne s'agisse d'un «piège» visant à le discréditer en prétendant qu'il avait participé au siège dans l'espoir de recevoir cette récompense.

En 1845, les autorités ottomanes sollicitèrent le cheikh Jaber pour déployer ses forces en vue de protéger le port de Bassorah contre les attaques des tribus qui menaçaient la ville, en particulier durant la saison du commerce des dattes, laquelle s'étendait sur plusieurs mois et constituait l'une des principales sources de revenus de la région. Ces incursions représentaient un danger pour les transactions commerciales, la sécurité des marchands, et la position du port de Bassorah en tant que l'un des principaux ports commerciaux du Golfe. Le cheikh Jaber répondit favorablement à cette demande et reçut en retour une reconnaissance officielle de la part de l'État ottoman pour son soutien.

Durant deux décennies, les forces koweïtiennes participèrent à trois reprises au siège de Bassorah, à la demande des autorités ottomanes. Cela reflète, d'une part, la puissance militaire maritime dont jouissait le Koweït à cette époque, et d'autre part, le besoin des autorités ottomanes à Bassorah de bénéficier de cette aide. Cela témoigne également de l'estime des autorités ottomanes pour le rôle joué par le Koweït, ainsi que des récompenses accordées au cheikh Jaber en reconnaissance de ses efforts.

Les archives ottomanes indiquent qu'en 1847, le cheikh Sabah, fils du cheikh Jaber, entreprit de se préparer à attaquer les tribus des Nasar dans la région d'Al-Barim, mobilisant six navires à cet effet. Lorsque le chef des Nasar en eut vent, il deman-

da l'intervention des autorités ottomanes de Bassorah pour sa protection. Ces dernières contactèrent le cheikh Jaber et lui demandèrent d'interrompre cette opération, craignant que les Nasar ne se retournent contre les fonctionnaires britanniques et autres étrangers résidant à Bassorah. En guise de récompense, les autorités offrirent au cheikh Jaber des terres à Bassorah, annexées à la région de Soufiya dans la zone d'Al-Dawasir, et attribuèrent d'autres terres au cheikh Sabah dans la même région¹.

Sous le règne du cheikh Sabah, le gouverneur de Bagdad, Namik Pacha, tenta d'imposer l'influence ottomane sur le Koweït en y instaurant une présence administrative sous forme d'un bureau des douanes. Toutefois, le cheikh et les notables de la ville rejetèrent catégoriquement cette proposition, craignant qu'elle ne compromette la liberté du Koweït dans la gestion de ses affaires et ne vise à affaiblir le commerce koweïtien au profit de Bassorah. Face à ce refus, Namik Pacha demanda au Sublime Porte l'autorisation d'envoyer deux navires de guerre ottomans à Koweït pour y imposer l'autorité ottomane par la force. Cependant, la Sublime Porte ne donna pas suite à cette requête.

II - Zubair

Zubair est une principauté située entre Bassorah et Koweït, ainsi que les régions de Muntafiq et les déserts de Najd². Grâce

1. Mukhlid Al-Mutairi, référence précédente, p. 101..

2. Al-Zubair est située au sud-ouest de Bassorah, à environ huit milles de distance. Elle tire son nom du compagnon Zubair Ibn Al-Awam, qui fut tué lors de la bataille du Chameau et enterré sur place. Fondée en 1571 par ordre du sultan Selim II, elle abrite également le tombeau du compagnon Talha Ibn Ubayd Allah, une mosquée attribuée à Ali Ibn Abi Talib (que Dieu soit satisfait de lui), ainsi que

à sa position stratégique, elle attirait le commerce et les caravanes, et la majorité des commerçants de Bassorah y avaient leurs origines.

Koweït entretenait de nombreux liens avec la principauté de Zubair, car les habitants des deux régions partageaient des racines najdiennes, facilitant les échanges de personnes entre les deux territoires. De nombreuses familles koweïtiennes avaient des extensions à Zubair.¹ La ville prospéra de manière notable au dernier quart du XVIII^e siècle, devenant un centre commercial que les marchands utilisaient pour éviter de payer les taxes imposées par les Ottomans au port de Bassorah.

Sous le règne du cheikh Jaber, des conflits éclatèrent entre les deux grandes familles de la principauté, à savoir les Al-Thaquist bin Watban et les Al-Zuheir, pour le contrôle du pouvoir. Les chefs des Muntafiq, qui dominaient les régions s'étendant du sud de Bassorah au nord de Bagdad, prenaient parti selon les circonstances et leurs intérêts.

Le cheikh Ibrahim Al-Thaquist gouverna de 1797 à 1821. Après sa mort, son fils, le cheikh Mohammed, prit le pouvoir, mais son règne fut de courte durée, d'environ six mois, marqué par des conflits avec les Al-Zuheir, qui l'accusèrent d'avoir assassiné leur père. Finalement, il quitta Zubair en 1822 pour se rendre à Koweït avec sa famille, où sa fille, Lulwa, épousa le

les sépultures d'Al-Ahsan Al-Basri et Ibn Sirin, tous deux des tabi'în (successeurs des compagnons).

1. Abdulrazzaq Abdulmohsin Al-San'a et Abdulaziz Omar Al-Ali, L'émirat de Zubair entre deux exodes, 979 H - 1400 H (Koweït : tous droits d'édition réservés, 1985) pp. 49 - 51.

cheikh Sabah bin Jaber.

Cependant, il ne renonça pas à reconquérir son pouvoir. Il rassembla ses forces et vainquit les Al-Zuheir en 1823, ordonnant l'emprisonnement de leur chef, Youssef bin Yahya Al-Zuheir, et gouverna jusqu'en 1826. Cette année-là, des troubles éclatèrent après que les habitants apprirent la mort de leur ancien gouverneur, le cheikh Youssef, en détention. Son fils accusa le cheikh Mohammed Al-Thaquist de la mort de son père, ce qui le poussa à se rendre à nouveau à Koweït. Le cheikh Ali bin Youssef Al-Zuheir prit alors le pouvoir. Pendant son règne, le cheikh Jaber intervint pour arbitrer un différend entre deux des plus grands et influents commerçants de Zubair, Abdallah Al-Fadagh et son frère Suleiman Al-Fadagh, et le gouverneur ottoman de Bassorah, Aziz Agha, après que ce dernier eut arrêté le premier et imposé une lourde amende au second, suite à une calomnie orchestrée par le cheikh de Zubair.

Le cheikh Jaber intervint en réponse à la demande de dizaines de résidents originaires de Harma et Huraymila, deux régions de Najd d'où provenaient les plus grandes familles de Zubair, résidant à Koweït. Il se rendit à Bassorah à bord de son navire et envoya l'un de ses fils rencontrer Suleiman Al-Fadagh, lui demandant de revenir avec eux à Koweït. Cependant, Suleiman craignait que cela ne détériore les relations entre le cheikh Jaber et le gouverneur de Bassorah, et proposa que le cheikh envoie une lettre au gouverneur pour demander une réduction de l'amende. Le cheikh accepta et écrivit également une lettre similaire à Ali Al-Zuheir, sachant que ce dernier était derrière ces événements et que le gouverneur le consulterait à

ce sujet. Le gouverneur accepta la demande du cheikh et réduisit l'amende de 40 000 à 30 000 riyals. Suleiman paya immédiatement la somme et retourna avec le cheikh Jaber à Koweït, où il s'installa.

Le cheikh Ali régna jusqu'à ce qu'il soit frappé par la peste et décède en 1832. Son frère, Abdul Razzaq, lui succéda, mais son court règne fut marqué par des troubles et l'attaque des forces des Muntafiq et de leurs alliés, qui prirent la ville. Les relations entre le cheikh de Zubair et le cheikh des Muntafiq, Issa bin Mohammed bin Thamer Al-Saadoun, s'étaient détériorées en raison du refuge offert par le cheikh de Zubair à l'oncle d'Issa, Rashid Al-Saadoun, qui contestait son autorité. Les forces du cheikh Issa assiégèrent la ville pour obliger les Al-Zuheir à livrer Rashid, et cette campagne comprenait également les forces de l'ancien gouverneur de Zubair, le cheikh Mohammed Al-Thaquib.

En raison de la persistance des combats et de l'incapacité des deux parties à prendre l'avantage, le cheikh Issa sollicita l'aide du cheikh Jaber, qui répondit favorablement à sa demande et lui apporta un soutien militaire. Cette décision peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment la bonne relation qui unissait les deux hommes et le fait que le fils de Jaber, le cheikh Sabah, avait épousé Lulwa, la fille de Mohammed Al-Thaquib, allié du cheikh Issa.

Selon le récit d'Ibn Bishr, le cheikh Jaber se rendit à Zubair avec un grand nombre de ses troupes, et les navires koweïtiens jouèrent un rôle majeur en imposant un blocus maritime à la ville. Le siège dura sept mois, si bien que les habitants se

retrouvèrent en difficulté, et la ville fut privée de vivres et de munitions. Un accord fut finalement trouvé pour ouvrir les portes de la ville, la livrer pacifiquement et garantir la sécurité des habitants ainsi que de leurs biens. Cependant, lorsque les forces de Muntafiq pénétrèrent dans la ville, elles arrêtaient son gouverneur, le cheikh Abdul Razzaq, ainsi que ses frères, et les exécutèrent en représailles à l'assassinat d'Ali bin Thamer Al-Saadoun, l'oncle du cheikh Issa, durant les combats¹.

Une autre version des faits, rapportée par Abdullah Khalid Al-Hatem, indique que la prise de la ville fut le résultat du changement de position du cheikh Abdulrahman Al-Mubarak, chef de l'une des grandes familles originaires de Huraymila et soutien des Al-Zuheir, qui rejoignit le camp des tribus de Muntafiq en échange d'une amnistie pour son soutien aux Al-Zuheir. Les partisans d'Abdulrahman ouvrirent alors les portes de la ville, permettant aux forces de Muntafiq d'y entrer et de capturer le cheikh Abdul Razzaq et ses frères, Abdul Wahab, Ahmed, et Mustafa, qui furent emmenés devant le cheikh Issa, qui ordonna leur exécution².

Par la suite, le cheikh Mohammed Al-Thaquist reprit le pouvoir pour la troisième fois en 1833, mais ses relations se détériorèrent rapidement avec Ahmed Jalabi, le gouverneur de Bassorah, qui lui tendit un piège pour l'assassiner en 1836. Il l'invita à le rencontrer au saray de Bassorah (le palais du gou-

-
1. Ahmad Mostafa Abu Hakima, référence précédente, p. 219. Ibn Bishr, en l'occurrence le cheikh Othman Ibn Abdullah Ibn Othman Ibn Bishr (1194-1290), historien des premiers et seconds royaumes saoudiens dans son ouvrage «Al-Majd fi Tarikh Najd», est considéré comme l'un des plus célèbres historiens de Najd.
 2. Abdullah Khaled Al-Hatem, référence précédente, p. 27.

verneur). ¹Après avoir laissé ses gardes à l'extérieur de l'enceinte du palais, il entra seul et fut surpris par des tirs, entraînant sa mort. Le pouvoir revint alors une fois de plus aux Al-Zuheir.

Après une absence de plus de dix ans², les notables de Zubair convinrent du retour des Al-Thaquib au pouvoir, en la personne du cheikh Ali, fils du défunt cheikh Mohammed, qui vivait à Koweït. Ils lui envoyèrent une délégation pour lui proposer de reprendre la chefferie de Zubair. Il accepta et revint pour gouverner la principauté en 1848, mais son règne ne dura que six mois en raison des troubles, des complots, et des divisions qui secouaient la ville. Homme pacifique et intègre par nature, il renonça volontairement au pouvoir et retourna à Koweït avec sa famille³. Le pouvoir fut alors confié à Suleiman Al-Zuheir.

Comme mentionné dans le premier chapitre concernant l'ouverture de Koweït à tous ceux qui cherchaient refuge auprès de son cheikh, et le fait que le cheikh de Koweït n'avait jamais fait de distinction entre eux, indépendamment de leurs positions politiques, lorsque la ville de Zubair tomba, Suleiman Abdul Razzaq Al-Zuheir s'enfuit et se réfugia à Koweït. Bien que les forces du cheikh Jaber aient participé au siège de Zubair contre les Al-Zuheir, il n'hésita pas à l'accueillir et à lui offrir sa protection. Suleiman, reconnaissant, lui offrit des plantations de palmiers, comme nous l'avons expliqué précédemment dans la

1. Hassan Al-Anzi, Les jours de Zubair et les souvenirs d'un temps révolu (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2012), pp. 29 - 30.

2. Le cheikh Ahmad Al-Mashari gouverna Al-Zubair durant cette période pendant dix ans, suivi par son fils Abdullah pendant un an.

3. Abdulaziz Ibn Ibrahim Ibn Abdulaziz Al-Nasser, référence précédente, pp. 98-106.

section sur les relations avec Bassorah.

III - Mohammerah

Mohammerah est l'une des villes de l'Émirat d'Arabistan, également connu sous le nom d'Émirat de Kaab «Bokasib» ou Émirat d'Ahvaz (ou Al-Ahwaz). Ses habitants descendent des Banou Kasib de la tribu «Banou Kaab» fils d'Amir ibn Sa'sa'a, issus des Qays 'Aylān, une branche des Adnaniens. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'Émirat fut le théâtre d'une intense rivalité entre la Perse et l'Empire ottoman pour son contrôle, qui aboutit à la signature du premier traité d'Erduroum en juillet 1823, divisant l'émirat en zones d'influence pour les deux puissances.

En réalité, l'émirat continua d'exercer son indépendance, et ses relations avec Téhéran restèrent nominales sans que les Perses n'y exercent une présence effective. En 1827, le Gouverneur d'Arabistan, le cheikh Ghaith, sollicita l'aide militaire du sultan de Mascate, Saïd bin Sultan, afin de faire face aux pressions persanes sur l'émirat. Le cheikh résista à toutes les tentatives d'imposition d'une influence extérieure, qu'elle soit persane ou ottomane.

L'Émirat d'Arabistan est situé à l'extrême nord du golfe Persique, s'étendant de la ville de Bassorah à l'ouest jusqu'à la chaîne de montagnes du Kurdistan à l'est. Les Banou Kaab étaient l'une des tribus arabes les plus puissantes et influentes au XVI^e-II^e siècle et au début du XIX^e siècle, s'étendant le long des deux rives du Chatt al-Arab entre les Perses et les Ottomans.

Sous le règne du cheikh Abdullah I^{er}, le deuxième souverain de Koweït, les relations se tendirent entre Koweït et l'Émirat

des Banou Kaab, aboutissant à la bataille de Zubarah en 1782, qui se solda par la défaite des Banou Kaab. L'année suivante, en 1783, eut lieu la bataille de Raqqa, qui entraîna également de lourdes pertes pour les troupes des Banou Kaab, qui se replièrent vers leur capitale de l'époque, «al-Falahiah»¹.

L'émirat entra alors dans une phase de faiblesse et de désintégration en raison des luttes internes pour le pouvoir, se divisant en clans et factions rivales, dont la plus importante était celle des Al-Mohaysin, qui prirent de l'ampleur après que le cheikh Jaber al-Mirdaw² devint Gouverneur en 1819, gouvernant jusqu'en 1881. Il fut contemporain de trois souverains koweïtiens: les cheikhs Jaber, Sabah II et Abdullah II. Sous son règne, la capitale fut transférée de al-Falahiah à Mohammerah.

Cette situation entraîna une perte de cohésion et d'unité au sein des tribus des Banou Kaab, se scindant en deux factions : la première, dirigée par le cheikh Jaber al-Mardaw à Mohammerah et Abadan, rassemblant les tribus des Mohaysin, des Dureis et des Nasar ; la seconde, dirigée par le cheikh Thamer bin Ghadhban à al-Falahiah, regroupant les tribus des Bougheybish, Mouqaddam et Asakirah.

En ce qui concerne la ville de Mohammerah, elle fut fondée en 1812 par les Al-Mohaysin et se développa rapidement grâce à son emplacement stratégique à proximité de Bassorah.

1. Abdulaziz Mohammed Al-Mansour, Koweït et ses relations avec Arabistan et Bassorah 1896 - 1915 (Koweït : That Al-Salasil, 1980), pp. 78-79, et Ahmad Mostafa Abu Hakima, Koweït dans les archives de la Compagnie des Indes orientales, Revue Al-Arabi, n° 30, mai 1961, pp. 54-55; et Abdulaziz Al-Rashid, référence précédente, p. 88.

2. Il s'agit de Jaber bin Mirdaw bin Ali bin Kasib Al-Kaabi.

La ville prospéra économiquement, devenant un centre commercial rivalisant même avec le port de Bassorah, ce qui irrita les responsables ottomans qui craignaient que Mohammerah ne devienne un concurrent direct. La situation s'aggrava en 1821 avec la propagation du choléra à Bassorah.

En 1827, des troubles éclatèrent dans les territoires des Banou Kaab, et le gouverneur de Bassorah, Aziz Agha, demanda l'assistance du cheikh Jaber pour les réprimer. Le cheikh organisa une grande flotte qui attaqua la région d'al-Breem (Abadan) avec force, infligeant une défaite aux troupes des Banou Kaab, les repoussant jusqu'à Mohammerah. Les forces koweïtiennes restèrent sur place jusqu'à la conclusion d'un accord de paix entre les Banou Kaab et Dawoud Pacha, le gouverneur de Bagdad, après quoi le cheikh Jaber retourna à Koweït avec ses navires et ses hommes.

Dix ans plus tard, en 1837, le cheikh Jaber revint avec ses navires, à la demande d'Ali Reza Pacha, le gouverneur de Bagdad, afin de rétablir l'ordre et la sécurité dans l'émirat en raison des nombreux troubles qui s'y déroulaient. Le gouverneur mobilisa de nombreux soldats réguliers ainsi que des tribus arabes telles qu'Aqil, Tayy, Zubaid, et Himyar, en plus de certaines tribus de Najd et de la tribu de Muntafiq. Il demanda au cheikh Jaber de soutenir sa campagne par des forces terrestres et maritimes, et le cheikh répondit favorablement. Les navires koweïtiens imposèrent un blocus maritime à Mohammerah.

Le lundi 19 octobre 1837, les forces attaquèrent la ville par voie terrestre et maritime. La bataille, d'une grande intensité, dura trois jours et se conclut par la prise de la ville et le retrait

de son gouverneur, Jaber al-Mardaw, avec ses partisans restants. Les forces ottomanes ne progressèrent pas jusqu'à al-Falahiah, la deuxième capitale de l'émirat, qui était contrôlée par le cheikh Thamer bin Ghadhban. Cependant, en apprenant la chute de Mohammerah et percevant la menace, ce dernier quitta la ville pour se rendre à Koweït.

Le cheikh Jaber, accompagné d'Ali Reza Pacha, retourna à Koweït, où le pacha rencontra le cheikh Jaber al-Mardaw. Ce dernier réaffirma son allégeance à l'Empire ottoman et la volonté des Banou Kaab de soutenir l'État et de le défendre. En signe de reconnaissance, le gouverneur offrit des chevaux arabes et d'autres cadeaux précieux. Ravi de cette rencontre, Reza Pacha invita le cheikh Jaber al-Mardaw à retourner à Mohammerah et à continuer à la gouverner, lui offrant une précieuse robe d'honneur.

Ainsi, le cheikh Jaber, souverain du Koweït, joua un rôle décisif, à la fois en combattant pour défaire les Banou Kaab, mais également en tant que médiateur entre le gouverneur de Bagdad et le cheikh de Mohammerah. Cet événement marqua la fin d'une période de tension dans les relations entre le Koweït et Mohammerah. Après que Haj Jaber al-Mardaw ait consolidé son pouvoir sur Mohammerah et unifié l'émirat, les relations amicales entre les deux régions se développèrent. L'une des manifestations les plus notables de cette entente, sous le règne du cheikh Abdullah II – petit-fils du cheikh Jaber et cinquième dirigeant du Koweït –, fut l'intervention des forces koweïtiennes à plusieurs reprises pour soutenir le cheikh Jaber al-Mardaw contre ses adversaires et les rebelles qui contestaient son auto-

rité.

IV - Bouchehr

Des régions de la côte persane du golfe Persique ont longtemps abrité une majorité arabe et étaient gouvernées par des cheikhs arabes. Au fil des ans, les membres des tribus Banou Tamim, les ‘Utub, les Dawasir, les Ajman, les Jawasem, les Bani Bu Ali, et les Shammar s’y étaient installés, construisant des villages, des villes et des marchés. L’une des tribus les plus importantes était celle des Tamim, à laquelle appartenait la famille al-Madhkur, gouverneurs de Bouchehr, qui détenaient un grand pouvoir dans le golfe. Sous le règne du cheikh Nasr bin Nasir al-Madhkur, leur influence s’étendit, atteignant même Bahreïn entre 1753 et 1782¹.

L’Émirat de Bouchehr fut l’une des premières entités du golfe à signer des accords commerciaux avec les Britanniques. En 1762, le cheikh Saadoun bin Nasir al-Madhkur, gouverneur de Bouchehr, conclut un accord autorisant l’établissement d’une agence commerciale britannique dans la ville, lui conférant un statut exclusif. L’accord interdisait l’ouverture d’agences d’autres pays européens, exemptait les commerçants britanniques de taxes et suspendait l’importation et la vente de laine à toute autre nation. Cet accord établit les bases de la position commerciale privilégiée dont Bouchehr jouissait par la suite.

De manière générale, les relations entre le Koweït et Bouchehr au XVIII^e siècle étaient tendues, en raison de plusieurs

1. Mohammed Mahmoud Abdul Razzaq, *Le rôle des voyageurs occidentaux dans la documentation de l’histoire du Koweït* (Koweït : Dar Souad Al-Sabah pour l’édition et la distribution, 2017), pp. 49-50.

facteurs, notamment la rivalité commerciale entre les deux régions, le transfert du commerce de la côte orientale vers la côte arabe du golfe, le soutien apporté par le cheikh de Bouchehr à ses alliés des Banou Kaab dans leurs attaques contre les navires commerciaux koweïtiens dans les eaux du golfe, ainsi que son appui lors de l'attaque contre le Koweït lors de la bataille de Raqqa en 1783¹, au cours de laquelle les forces des Banou Kaab subirent une lourde défaite. De plus, le cheikh du Koweït soutenait les Al Khalifa, souverains de Bahreïn, dans leur lutte pour reconquérir Bahreïn du contrôle persan, auquel les gouverneurs de Bouchehr étaient alliés².

Cette situation changea sous le règne du cheikh Jaber, et des relations cordiales se développèrent entre lui et le cheikh Abdul Rasul bin Nasr al-Madhkur, qui gouverna Bouchehr de 1807 à 1832. Les racines de cette relation remontent aux années de séjour du cheikh Jaber à Bahreïn sous le règne de son père, le cheikh Abdullah al-Sabah. Ces relations amicales se poursuivirent après la mort du cheikh Abdul Rasul, avec son fils Nasr III bin Abdul Rasul, qui régna de 1832 à 1849.

Cela témoigne de l'évolution des relations commerciales entre les deux régions, comme l'a rapporté Pelly dans ses écrits sur le golfe. En 1842, lorsque le cheikh de Bouchehr décida de se rendre au Hedjaz pour accomplir le pèlerinage, craignant que ses adversaires ne profitent de son absence pour semer le

1. La bataille se déroula dans un lieu nommé Al-Raqqa, près de l'île de Failaka. Le terme "Al-Raqqa" désigne une zone peu profonde sur la côte.

2. Sabri Faleh Al-Hamdi, *Koweït : son émergence et son développement 1750-1871* (Londres : Dar Al-Hikma, 2005), pp. 96 - 97.

trouble, il demanda au cheikh Jaber d'envoyer une force terrestre et navale pour surveiller la situation et maintenir l'ordre dans la ville si nécessaire. Le cheikh Jaber accepta sa demande et envoya deux navires chargés de soldats et d'armes. La force assura ainsi la sécurité durant l'absence du cheikh jusqu'à son retour à Bouchehr, puis retourna au Koweït.

En retour, en 1844, lorsqu'il fut rapporté que Bander al-Saadoun¹ avait l'intention d'attaquer le Koweït, le cheikh de Bouchehr envoya un message au cheikh Jaber, exprimant sa volonté de soutenir le Koweït avec des troupes, des armes et des navires. Le cheikh Jaber répondit qu'il avait surtout besoin de canons. Effectivement, le cheikh de Bouchehr lui en fit parvenir plusieurs, qui furent installés sur les remparts du Koweït², en complément des canons que les Koweïtiens avaient déjà capturés auprès des Banou Kaab après leur défaite lors de la bataille de Raqqa.

Al-Saadoun avait entendu parler de l'effondrement d'une partie des remparts de Koweït et pensait que cela faciliterait son attaque contre la ville. Il prépara une offensive surprise, mais les habitants de Koweït furent informés de ses intentions. Ils se mobilisèrent tous ensemble pour reconstruire, renforcer et fortifier la section endommagée du mur. Abdul Aziz al-Rashid rapporte qu'ils chantaient alors ces deux vers de poésie populaire :

1. Il s'agit de Bandar bin Mohammed bin Thamer Al-Saadoun, Gouverneur d'Al-Muntafiq.

2. Sabri Faleh Al-Hamdi, référence précédente, p. 98; Ibrahim Hamad Al-Khalidi, référence précédente, p. 24.

«Dis à Bander, dis-lui,
De ne pas être abusé par ses biens.
Les murs se dressent pour lui,
Et le rempart se reconstruit¹.»

Al-Saadoun avança depuis les terres du Muntafiq dans le désert irakien en direction du Koweït et s'arrêta à «Malah». Lorsqu'il se rapprocha des remparts de la ville, il se rendit compte que les habitants étaient prêts à le combattre avec leurs canons et leurs fusils. Il imposa un siège à la ville, mais celui-ci ne dura pas longtemps. Le cheikh Jaber envoya alors deux émissaires, Abdullah Mohammed al-Mazin et Abdul Rahman al-Duwairij, pour lui signifier que l'attaque de Koweït lui coûterait de nombreuses vies en vain. Al-Saadoun justifiait son attaque en affirmant que Koweït avait accueilli son oncle, Rashid al-Saadoun, avec lequel il était en conflit. Les émissaires lui expliquèrent que son oncle était un invité du cheikh Jaber et que, selon les traditions arabes, il était d'usage d'honorer et de protéger ses hôtes. Ils le mirent en garde contre les conséquences de son attaque contre la ville, en lui précisant que le cheikh Jaber ne nourrissait aucune animosité à son égard. Ils ajoutèrent que, s'il décidait de retourner dans ses terres, le cheikh avait préparé pour lui des cadeaux précieux, comprenant vingt chameaux chargés de provisions et de biens. Al-Saadoun écouta leurs conseils, accepta le présent, et retourna dans les terres du Muntafiq².

1. Abdulaziz Al-Rashid, référence précédente, p. 117.

2. Ali Abdullatif Khalifouh, Encyclopédie des batailles koweïtiennes 1783-1928, référence précédente, pp. 44-45.

Chapitre VI: Le Koweït et la quête d'équilibre entre les grandes puissances du Golfe

La Grande-Bretagne était la principale puissance européenne dans le Golfe depuis le milieu du XVIII^e siècle et durant la première moitié du XIX^e siècle, rivalisant seulement avec deux grandes puissances régionales : l'Empire ottoman et l'État perse. Les Britanniques suivaient de près les évolutions politiques susceptibles de nuire à leur position privilégiée, parmi lesquelles quatre développements majeurs :

Premièrement, le mouvement wahhabite et l'émergence du premier puis du second État saoudien, étendant son contrôle sur la péninsule arabique et menaçant militairement Kerbala en Irak.

Deuxièmement, l'arrivée des troupes égyptiennes au cœur de la péninsule arabique et leur prise de contrôle de Najd et Al-Ahsa sous la direction de Mohammed Khurshid Pacha, avec des rumeurs à l'époque de ses ambitions de conquérir l'Irak. Ce point a déjà été abordé dans la section quatre.

Troisièmement, l'influence de la politique française durant la période napoléonienne (1798-1810) et le danger qu'elle représentait pour la route des Indes, ainsi que les contacts de la France avec certains émirats du Golfe, ce qui poussa la Grande-Bretagne à signer des accords avec les cheikhats de la côte d'Oman et le sultanat d'Oman en 1814 pour assurer sa présence.¹

Quatrièmement, l'augmentation des actes de piraterie dans le

1. Abdul Malik Khalaf Al-Tamimi, référence précédente, p. 36.

Golfe et les attaques sur les cargaisons des navires marchands, ce à quoi la Grande-Bretagne répondit par une expédition militaire navale dirigée par Sir William Grant Keir, qui détruisit les navires pirates et leurs entrepôts. Cela fut suivi de la signature du Traité général de paix avec tous les cheikhs de la côte d'Oman (la côte des États de la trêve) en 1820.

Au cours du dernier tiers du XVIII^e siècle, la Compagnie des Indes orientales transféra ses activités et son personnel de Bassorah à Koweït à deux reprises ; la première en 1775, lorsque la ville tomba sous contrôle perse, et Koweït servit alors de relais pour le transport postal à travers le désert jusqu'à la Syrie. La deuxième fois eut lieu en 1793, en raison de la détérioration des relations entre l'agence et les autorités ottomanes. Ce transfert confirmait l'indépendance de Koweït vis-à-vis de l'Empire ottoman, car si Koweït avait été dépendante de cet empire, il aurait été impossible au cheikh de Koweït d'autoriser le transfert de l'agence dans sa ville dans de telles circonstances.

Comme mentionné dans la section précédente, cette année-là — 1793 — Koweït subit une attaque wahhabite. Les autorités britanniques en Inde (le gouvernement de Bombay) fournissent alors au poste de la Compagnie des gardes armés pour le protéger. Les avis des responsables britanniques divergeaient quant au rôle de ces gardes face à l'attaque wahhabite. Bridges, le vice-directeur de la Compagnie, affirma que les hommes de la Compagnie sympathisaient avec les wahhabites et leur envoyaient des cadeaux. En revanche, Renaud — l'un des assistants de la mission britannique à Bassorah — rapporta que les gardes

participèrent à repousser l'attaque wahhabite.¹

Dans ce contexte, cette section examine l'évolution de l'intérêt britannique pour le Koweït, les réactions françaises et ottomanes à cet égard, ainsi que la manière dont le cheikh Jaber a géré les relations avec les autorités britanniques et ottomanes pour maintenir son indépendance dans la gestion des affaires de Koweït.

I - L'évolution de l'intérêt britannique pour le Koweït

L'intérêt britannique pour Koweït s'est accru en tant que partie intégrante de sa stratégie dans la région du Golfe, et Koweït a occupé une place particulière à cet égard pour plusieurs raisons économiques et politiques.

D'un point de vue économique, la position de Koweït à l'entrée du Golfe lui conférait une importance en tant que route commerciale reliant l'est de la Méditerranée à l'Inde, ainsi qu'aux côtes de l'Afrique orientale, et inversement. Le port de Koweït était idéalement situé pour cette fonction, et les Koweïtiens possédaient une flotte commerciale importante, active dans le transport de marchandises et de provisions dans le Golfe, en Inde et en Afrique orientale.

D'un point de vue politique, Koweït devint à partir des années 1830 une scène de rivalités régionales, rendant ainsi nécessaire pour la Grande-Bretagne d'y établir son influence.

Lorimer, dans son Guide du Golfe, indique que les relations

1. Mubarak Al-Otabi, *Les Qawasim et le contrôle britannique du golfe Arabique*, thèse de doctorat, Université de Stanford, Département des études internationales, 1989, p. 51.

entre le cheikh Jaber, les représentants de la Compagnie des Indes orientales, et les autorités britanniques dans le Golfe étaient marquées par l'amitié et la cordialité, soulignant que Jaber se montrait courtois et affable dans ses correspondances avec leurs représentants¹. Cela était en continuité avec la politique suivie par son père, le cheikh Abdullah I^{er}.

Cela se confirme par le déplacement de l'agence britannique, comprenant le résident britannique et ses assistants, à Koweït pendant quatre mois, du 15 décembre 1821 au 19 avril 1822, en raison de la détérioration des relations entre James Claudius Rich, le représentant politique à la résidence de Bagdad, et Daoud Pacha, le gouverneur de Bagdad, ainsi que d'un différend entre le capitaine Taylor, agent du représentant politique britannique à Bassorah, responsable de l'agence commerciale, et le gouverneur de Bassorah. En conséquence de ce différend, les autorités ottomanes imposèrent des restrictions aux activités de l'agence commerciale et du résident britannique. Daoud Pacha mit fin aux facilités commerciales accordées aux marchands britanniques, imposa de nouvelles taxes, et alla jusqu'à utiliser la force en assiégeant la résidence du représentant britannique à Bagdad le 25 mars 1821.

L'agence britannique se déplaça alors sur l'île de Failaka, ce qui démontre clairement, comme mentionné précédemment, l'indépendance de Koweït vis-à-vis de l'Empire ottoman, que ce soit sous le règne du cheikh Abdullah I^{er} ou sous celui du cheikh Jaber I^{er}. Tous deux géraient les affaires intérieures et

1. Ahmad Mostafa Abu Hakima, référence précédente, p. 172.

extérieures de Koweït en fonction des intérêts de leur pays et de leurs habitants, sans ingérence extérieure.

Le déplacement de l'agence montre également que Koweït possédait un grand nombre de navires commerciaux facilitant les opérations de l'agence, et que le port de Koweït était un centre commercial important dans le Golfe. Daoud Pacha comprit rapidement l'erreur qu'il avait commise et la perte économique subie par Bagdad et Bassorah, car le commerce avec l'Inde britannique constituait la principale source de revenus pour la province. Il revint alors sur sa position hostile envers les Britanniques, et l'agence fut rétablie à Bassorah dans les mêmes conditions qu'auparavant¹.

Les relations amicales entre les autorités britanniques dans le Golfe et le cheikh Jaber se sont poursuivies, mais ce dernier veilla scrupuleusement à ne pas conclure de traités ou d'accords avec eux. Ainsi, Koweït ne rejoignit pas le traité de paix maritime signé par la Grande-Bretagne avec les cheikhats et émirats de la côte d'Oman en janvier 1820, et le cheikh refusa en 1829 la demande britannique d'arborer le drapeau britannique sur sa demeure ou de permettre la présence de troupes britanniques sur le sol koweïtien.

Les relations restèrent stables jusqu'à la fin des années 1830, lorsque la rivalité entre l'influence britannique et l'influence égyptienne s'intensifia. Cela faisait suite au rétablissement du contrôle des forces de Mohammed Khurshid Pacha sur l'est de la péninsule arabique, accompagné de rumeurs selon lesquelles

1. Ibid., pp. 175 - 177.

Khurshid Pacha projetait de se diriger vers l'Irak, une perspective qui inquiétait grandement les Britanniques.

Le résident britannique à Bouchehr, le capitaine Hennell, suivait avec inquiétude les mouvements de Khurshid Pacha et cherchait à évaluer leurs répercussions potentielles sur l'influence britannique dans le Golfe. Il prêtait une attention particulière aux nouvelles concernant ce qu'il appelait les «agents» égyptiens et leurs représentants dans la région du Golfe.

Deux jours avant la signature de l'accord entre Mohammed Rifat Effendi, représentant de Khurshid Pacha, et le cheikh de Bahreïn, le 7 mai 1839, le résident britannique envoya le médecin de la résidence, le Dr T. Mackenzie, à bord du navire «Emily» pour se rendre à Bahreïn et observer directement la situation. Le 9 mai, le résident britannique expédia une lettre à Khurshid Pacha par le biais du capitaine du croiseur «Klive», qui se rendit à Koweït pour remettre cette lettre au cheikh Jaber afin qu'il la transmette au commandant égyptien. Le résident britannique laissa délibérément cette lettre ouverte pour que le cheikh puisse la lire et ainsi prendre conscience de la gravité de la position britannique et de sa ferme intention d'empêcher Khurshid Pacha de progresser vers les émirats du Golfe. La lettre contenait un avertissement adressé à Khurshid Pacha, l'enjoignant de ne pas dépasser les limites d'Al-Ahsa afin d'éviter tout conflit avec les Britanniques. Il est intéressant de noter que ce même message avait déjà été communiqué dans une lettre du résident britannique datée du 29 avril de la même année.

En plus de cette lettre, le résident britannique y avait joint une missive adressée au cheikh Jaber, lui demandant de rendre

visite à Khurshid Pacha et exprimant sa confiance en son habileté et sa prudence pour informer le commandant égyptien des dangers auxquels il s'exposerait s'il dépassait les frontières d'Al-Ahsa. Il lui demanda également s'il avait des informations concernant les plans de Khurshid Pacha d'envahir l'Irak. Cette lettre révèle la confiance des autorités britanniques dans la capacité diplomatique du cheikh de Koweït à transmettre cet avertissement de manière adroite à Khurshid Pacha.

Le cheikh Jaber répondit ce même mois par une lettre au résident britannique, dans laquelle il mentionna qu'il n'avait pas pu se rendre à Riyad pour rencontrer Khurshid Pacha et que ses agents au Koweït continuaient d'acheter des marchandises et des provisions sur les marchés. Sa lettre ne faisait aucune mention de l'avancée des troupes de Khurshid Pacha vers Bassorah¹. En mai 1840, Khurshid Pacha répondit à Hennell dans une lettre où il affirmait n'avoir aucune intention d'attaquer Bassorah.

En plus d'envoyer le médecin de la résidence à Bahreïn et d'écrire à Khurshid Pacha, le résident britannique Hennell dépêcha l'un de ses assistants, Edmund, au Koweït pour s'assurer que le cheikh n'avait pas suivi l'exemple de Bahreïn en signant un accord similaire avec Khurshid Pacha, ce qui aurait étendu l'influence de Mohammed Ali jusqu'au nord du Golfe. L'objectif officiel de la visite était de négocier avec le cheikh Jaber au sujet de l'établissement d'une ligne de poste britannique traversant le désert depuis le Koweït vers Bassorah et Bagdad

1. Ibid, pp. 185 - 186.

jusqu'à la Syrie sur la Méditerranée.

En raison de bonnes relations qui liaient le cheikh du Koweït aux autorités britanniques dans le Golfe, le résident britannique pensait que son envoyé serait accueilli chaleureusement par le cheikh Jaber. Cependant, les événements ne se déroulèrent pas comme prévu. Lorsque le navire de guerre qu'Edmund avait emprunté arriva au port du Koweït le 30 octobre 1839 et que ses canons tirèrent la salve traditionnelle en signe de salut, les canons du port restèrent silencieux et ne répondirent pas en retour. Edmund envoya une lettre au cheikh Jaber pour l'informer de son arrivée. La réponse du cheikh fut un message verbal transmis par l'un de ses assistants, annonçant qu'il répondrait à sa lettre le lendemain.

Edmund remarqua que le cheikh n'envoya ni l'un de ses fils ni aucun de ses proches pour l'accueillir comme cela se faisait habituellement. Après trois jours d'attente à bord du navire, Edmund envoya une seconde lettre au cheikh, demandant un rendez-vous à un moment qui lui conviendrait, et le cheikh accéda à sa demande. Lorsque Edmund se présenta au majlis (une assemblée) du cheikh, celui-ci était bondé. Il remarqua que le cheikh ne se leva pas complètement pour le saluer et qu'il resta tenant son narguilé. Quand Edmund lui demanda pourquoi les canons du port n'avaient pas répondu au salut du navire, le cheikh répondit que ce n'était pas dans les coutumes de le faire. Après un moment, Edmund demanda à se retirer sans avoir abordé les sujets pour lesquels il était venu.

Edmund présenta son rapport au résident britannique Hennell, et tous deux interprétèrent l'attitude peu amicale du chei-

kh Jaber comme une tentative de duper l'agent de Khurshid Pacha, qu'ils qualifièrent de «l'agent égyptien» qui était présent dans l'assemblée, et comme une volonté de ne pas révéler au délégué ses relations avec les Britanniques. C'est également l'interprétation qu'apporta Lorimer dans son «Gazetteer of the Persian Gulf»

Hennell nota dans son rapport à ses supérieurs que cette attitude montrait la prudence et la finesse du cheikh Jaber et qu'elle ne reflétait pas ses véritables sentiments envers les Britanniques. Il semble que ce rapport ait convaincu les autorités britanniques de Bombay, qui n'interprétèrent pas le comportement du cheikh du Koweït comme un affront à la dignité britannique et ne prirent aucune mesure en réponse à cet incident¹.

Edmund écrivit dans son rapport que la mission de Mohammed Effendi, l'émissaire de Khurshid Pacha, consistait à surveiller les activités ottomanes à Bassorah et Bagdad en vue d'une expansion de Khurshid Pacha dans le sud de l'Irak, et que le prétexte de l'achat de marchandises n'était qu'un écran pour dissimuler sa véritable mission. Il recommanda de veiller à ce que le port stratégique de Koweït ne tombe pas sous l'influence égyptienne².

Dans ce contexte, Abdul Aziz Al-Rashid raconte l'histoire de la descente d'un «groupe d'Anglais» au Koweït sous le règne du

-
1. Ahmad Mostafa Abu Hakima, référence précédente, pp. 229-231. Khalaf Bin Saghir Al-Shammari, *Al-Mastoud' wa Al-Mustahdhar fi Asbab al-Niza'a Bayn Mubarak wa Youssef Al-Ibrahim 1896-1906* (Koweït : Dar Ninawa, 2008), p. 36.
 2. Ali Afifi Ali Ghazi, *Le Conflit Étranger en Irak et en Péninsule Arabique au XIX^e siècle* (Beyrouth : Al-Rafidain, 2015), pp. 163 - 164.

cheikh Jaber, sans préciser l'année exacte de cet événement. Selon lui, ce groupe rencontra le cheikh et tenta de le convaincre de porter «le drapeau britannique», mais il refusa, leur expliquant que «le gouvernement ottoman est notre voisin, et tout ce dont nous avons besoin nous vient de sa ville de Bassorah, sur laquelle il a autorité». Les Britanniques lui répliquèrent que les navires koweïtiens se rendaient à Bombay et commerçaient avec elle, insistant sur le fait que le Koweït avait besoin de l'Inde, une colonie britannique. Le cheikh resta sur sa position. Ils renouvelèrent leur tentative en demandant la permission de construire au Koweït, mais il refusa également cette idée. Lorsqu'ils lui demandèrent s'il accorderait une telle demande si elle venait du gouvernement ottoman «ou si vous la refuseriez comme vous l'avez fait avec nous», il répondit : «Nous la refuserions si cela nous nuisait ou nuisait à notre ville.» Lorsqu'ils lui demandèrent un document écrit confirmant sa position, il n'accéda pas à leur requête. En apprenant cet incident, le gouverneur de Bassorah exprima son admiration pour l'attitude du cheikh et se rendit au Koweït pour le remercier¹.

On ne sait pas avec certitude si le récit d'Al-Rashid se réfère à la visite d'Edmund ou à un autre événement. Il est naturel qu'Edmund ne se soit pas rendu seul au Koweït, mais accompagné d'autres personnes. Cependant, la correspondance diplomatique britannique ne fait mention de rien de ce qui est relaté par Al-Rashid.

Même si cet incident ne peut être entièrement écarté, il est

1. Abdulaziz Al-Rashid, référence précédente, pp. 125-126. Pour plus de précision, il convient de noter qu'Al-Rashid écrivait «Al-Inkleez» et non «Al-Ingleez».

certain que cette année-là, les autorités britanniques dans le Golfe ressentirent le danger croissant de l'influence égyptienne. Ainsi, le résident britannique effectua des visites auprès des émirats de Charjah, Umm al-Quwain, Dubaï, Abou Dhabi et Buraimi, et signa avec leurs cheikhs des «accords» ou des engagements par lesquels ils s'engageaient à ne pas coopérer avec les émissaires de Khurshid Pacha et à ne pas entamer de négociations avec eux. En contrepartie, les autorités britanniques leur garantissaient la fourniture des armes et munitions nécessaires pour se défendre contre toute menace.

La prise de conscience par les autorités britanniques de l'accroissement de la menace égyptienne sur les émirats du Golfe, ainsi que la pression croissante exercée sur elles pour qu'elles se retirent de l'île iranienne de «Kharg» qu'elles utilisaient comme base navale, a accru leur intérêt pour le Koweït.

L'intérêt britannique pour trouver un substitut à l'île de «Kharg» se manifeste par le fait qu'Edmund, sur le chemin de retour vers Bouchehr, s'est arrêté sur l'île de Failaka pour étudier ses caractéristiques topographiques et déterminer si elle pouvait convenir comme base militaire britannique. Bien qu'il ait conclu qu'elle n'était pas adéquate en raison de son exposition aux vents du nord-est et du sud-est¹, il a souligné dans son rapport l'importance stratégique du Koweït, prévoyant que son importance augmenterait à l'avenir.

En novembre 1839, Felix Jones a rédigé deux rapports sur

1. L'idée d'établir une base militaire à Koweït a ressurgi en 1841, mais en raison du climat extrême et de l'absence d'eau douce, elle a été abandonnée. Natalia Nikolaevna Tomanovich, référence précédente, p. 280.

Failaka et le Koweït, explorant leurs aspects géographiques et topographiques, documents qui ont été utilisés ultérieurement dans les discussions du présent ouvrage.

Les craintes du résident politique Hennell concernant la présence égyptienne et les activités de son allié, Saad ben Mutlaq Al-Mutairi, qui transmettaient des messages de Khurshid Pacha aux chefs des tribus arabes pour les rallier à sa cause, ont persisté. Hennell a donc pris contact avec les cheikhs des émirats de la côte d'Oman pour les mettre en garde contre cette menace. Par exemple, il a envoyé une lettre au cheikh Sultan ben Saqr, Gouverneur de Charjah, le 5 juin 1840, affirmant : «Qu'il soit su que nous avons averti publiquement que tout cheikh ayant conclu un traité de paix avec le gouvernement honoré de Sarkar Bahadur et accordant un refuge à Saad ben Mutlaq compromettrait son amitié avec le vénérable gouvernement Sarkar, et il n'aura à s'en prendre qu'à lui-même.» Cette référence est en lien avec le Traité de paix général que la Grande-Bretagne avait signé avec les cheikhs de la côte en 1820. Effectivement, le cheikh Sultan, le cheikh Khalifa ben Shakhbout, émir des Bani Yas, ainsi que Maktoum ben Butti, Gouverneur de Dubaï, ont accepté de ne pas coopérer avec Saad ben Mutlaq ni avec Khurshid Pacha. En échange, Hennell leur a assuré la fourniture d'armes et de munitions.¹

Au début des années 1840, la situation politique à Najd et dans le Golfe a évolué de manière dramatique avec le retrait des

1. Gamal Zakaria Qassem, Histoire Moderne et Contemporaine du Golfe Arabe. Volume I, Émirats du Golfe Arabe à l'Ère de la Première Expansion Européenne 1507-1840 (Le Caire : Dar Al-Fikr Al-Arabi, 1997), p. 90.

forces égyptiennes de la péninsule arabique, l'intensification des conflits entre l'État iranien, l'Empire ottoman et les autorités britanniques, ce qui a menacé le commerce, la sécurité des navires et les activités de plongée perlière dans le Golfe. Face à ces bouleversements, la Grande-Bretagne a invité les émirats arabes du Golfe à conclure un accord visant à assurer la sécurité, la stabilité et la protection des navires commerciaux.

Dans ces circonstances, le cheikh Jaber a accepté de signer cet accord. Le 22 avril 1841 (1^{er} Rabi` al-Awwal 1257), le cheikh Sabah, au nom de son père, a signé l'accord de trêve maritime avec les autorités britanniques, stipulant de maintenir la sécurité et la paix dans les eaux du Golfe. En cas de violation de l'accord par l'une des parties, la partie lésée devait porter l'affaire aux autorités britanniques, qui se chargeraient de l'enquête et prendraient les mesures nécessaires. Le texte de l'accord, rédigé dans le style de l'époque, déclarait : «Moi, Sabah ben Jaber, agissant au nom de mon père Jaber ben Abdullah Al-Sabah, gouverneur de Koweït, j'ai accepté et consenti en mon nom et au nom de mes sujets et de ceux qui me sont liés» et l'engagement de «respecter la trêve et la paix, de m'abstenir de toute agression et confrontation en mer, et de ne pas engager de guerre ni de conflit en mer avec tous les cheikhs arabes ayant conclu des accords de paix et de trêve avec le noble gouvernement britannique. Je m'engage à protéger mes sujets et ceux qui me sont liés de toute agression en mer, et si, par la volonté de Dieu, quelqu'un s'aventure à attaquer mes sujets ou mes protégés en mer, je ne prendrai pas immédiatement de mesures pour me venger, mais je m'engagerai auprès de l'autorité de haut

rang susmentionnée à le laisser prendre les mesures nécessaires après enquête.» Le texte se terminait par l'expression «Et Dieu est le meilleur témoin¹.» La durée de l'accord était d'«un an» et il n'est pas mentionné qu'il ait été renouvelé par la suite².

Cet accord faisait partie d'une série de conventions similaires conclues par la Grande-Bretagne avec les émirats du Golfe. Ces accords ont suscité les inquiétudes de l'Empire ottoman quant à l'accroissement de l'influence britannique dans la région, notamment parce que, dans le cas du Koweït, son cheikh a agi sans en référer aux autorités ottomanes. Une note de protestation a été envoyée au gouvernement britannique, affirmant que la signature de cet accord constituait une ingérence dans les affaires d'un territoire relevant de sa souveraineté. Les autorités britanniques ont tenté de rassurer les Ottomans, mais elles n'ont pas annulé l'accord. Il est à noter ici que l'Empire ottoman n'a ni contacté ni adressé de message au cheikh du Koweït à ce sujet, ce qui confirme l'indépendance du Koweït dans la gestion de ses affaires et que l'action des Ottomans était purement symbolique et diplomatique.

En 1841 également, le cheikh a refusé une offre britannique d'établir des installations de stockage de charbon au Koweït. Cette offre britannique reconnaissait l'importance stratégique de la position du Koweït, comme cela a été souligné dans le

1. Texte de l'accord dans : Abdullah Youssef Al-Ghoneim, *Recherches Sélectionnées sur l'Histoire du Koweït* (Koweït : Centre de recherches et d'études koweïtiennes, 2005), p. 16.

2. Comité de rédaction, « Des documents d'archives britanniques: le premier accord pour le Koweït avec la Grande-Bretagne », *Message du Koweït*, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 7 (juin 2004), p. 8.

rapport du consul britannique la même année sur la situation dans le sud de l'Irak et le Golfe, recommandant à son gouvernement de placer le Koweït sous protection britannique.

Dans les années 1850, le nom du Koweït a gagné en importance avec la proposition du gouvernement allemand de construire la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad, qui devait se terminer au Koweït¹. Cela a entraîné un intérêt accru de la part de la Grande-Bretagne.

Les relations amicales entre le cheikh Jaber et les autorités britanniques dans le Golfe se sont maintenues de manière stable. Sous le règne de son fils, le cheikh Sabah, l'agent britannique Lewis Pelly a effectué deux visites : en 1863, puis deux ans plus tard, en 1865. Pelly a rédigé trois rapports importants sur ses visites qu'il a soumis au gouvernement britannique en Inde : «Une tournée récente dans les pays du nord du Golfe Persique» daté du 3 mars 1863, «Observations sur les tribus, le commerce et les ressources des pays entourant le Golfe» daté du 17 septembre 1863, et «Visite à la capitale wahhabite au centre de la péninsule arabique» daté du 17 juin 1865. Les rapports de Pelly sont des sources principales sur l'histoire du Koweït à cette époque en raison de la durée de ses séjours et de son souci de recueillir des informations précises.

Les deux visites ont confirmé le caractère amical des relations entre le cheikh et les autorités britanniques. Lors de la première visite, le cheikh a envoyé son fils, le cheikh Mubarak, accueillir Pelly à son arrivée à Jahra, et il a envoyé son fils aîné et vi-

1. Mokhled Al-Mutairi, ouvrage précédemment cité, pp. 130-132.

ce-chef, le cheikh Abdullah, l'accueillir aux abords de la ville de Koweït à son arrivée.

Dans son rapport, Pelly a noté que le Koweït n'était soumis ni au shah de Perse ni au sultan ottoman, mais qu'il faisait partie des émirats gouvernés par des chefs arabes indépendants. Il a souligné que la politique de Koweït était «de maintenir la sécurité et la paix à l'intérieur de la ville et avec ses voisins. Koweït ne paye pas de zakat à l'émir Fayçal (wahhabite), mais maintient des relations amicales avec lui¹». Pelly a ajouté que les navires koweïtiens arboraient leurs propres pavillons, ce qui indiquait l'indépendance du Koweït, et qu'ils hissaient le drapeau ottoman uniquement pour bénéficier des réductions de droits de douane accordées aux navires ottomans à Bombay. Il en a conclu que la relation du Koweït avec la Sublime Porte était purement nominale.

En 1866, le cheikh Abdullah ben Sabah, au nom de son père, a demandé au consul général britannique à Bagdad, Colonel Campbell, de cesser les escales des navires de la Compagnie des Indes orientales britanniques au port de Koweït, conformément au rapport que Campbell a rédigé le 26 juin. Le cheikh a justifié cette demande par la volonté de ne pas provoquer Namik Pacha, gouverneur de Bagdad, et les autorités ottomanes, afin d'éviter de nouvelles tensions avec eux. Il convient de noter que cette demande est intervenue après la confrontation entre le cheikh Abdullah et Suleiman Bey, moutassarif de Bassorah, au sujet de la revendication des terres des Al-Zuheir sur les

1. Ibid., p. 235.

propriétés des Al-Sabah à Al-Soufiya, et du jugement rendu par le tribunal de Bassorah contre les Al-Sabah, suivi de l'intervention de Namik Pacha pour résoudre le litige, comme expliqué dans le cinquième chapitre.

Le rapport de Campbell précisait qu'aucun droit n'était accordé au gouvernement ottoman ni aux cheikhs locaux d'empêcher les navires britanniques de visiter un port du Golfe, mais qu'il comprenait les raisons qui avaient poussé le cheikh du Koweït à faire cette demande et son désir d'éviter un nouveau conflit avec Namik Pacha. Il a recommandé d'accéder temporairement à cette demande, en soulignant que cela «ne représentait pas un grand renoncement aux droits de la Compagnie des Indes orientales britannique».

Après avoir présenté les circonstances entourant la demande du cheikh, Campbell a noté que les navires britanniques avaient cessé d'accoster au port de Koweït. Il ajouta textuellement que la partie koweïtienne «malgré son désir d'établir des relations plus amicales et des liens étroits avec les Britanniques, les deux — en parlant du cheikh Sabah et du cheikh Abdullah — ont été contraints par les nouvelles circonstances à s'opposer à ces arrangements, et par conséquent, il est dans l'intérêt de la compagnie de recommander de renoncer temporairement à son privilège indiscutable.» En tenant compte de son évaluation de la situation, Campbell recommandait de satisfaire à la demande du cheikh du Koweït et avertissait que si le gouvernement britannique en Inde rejetait cette demande, «et s'il se sentait menacé dans sa position politique, il pourrait — le cheikh du Koweït — adopter une position d'opposition ou entrer en con-

flit avec le gouvernement de Sa Majesté en Inde.» Le gouvernement des Indes orientales accepta cette recommandation, et les navires britanniques cessèrent temporairement de mouiller au port de Koweït¹.

II — Les réactions françaises

Il semble que les démarches de l'agent britannique dans le Golfe et ses deux visites à Koweït aient suscité l'intérêt des consuls européens de la région. Le consul français à Bagdad écrit au ministre français des Affaires étrangères le 3 novembre 1866 que, selon les informations dont il disposait, «le colonel Pelly, le résident britannique à Bandar Bouchehr, qui parcourt en continu toutes les régions du Golfe Persique à bord d'un navire fourni par son gouvernement, et qui est en contact constant avec les habitants des deux rives, aurait incité le cheikh de Koweït, qui trouve également un autre conseiller en le cheikh de Mascate, à demander la protection du gouvernement de Sa Majesté, et lui aurait suggéré de transformer le port en zone franche².»

Le consul français ajouta que Koweït était «indépendant de l'autorité de la Sublime Porte», et que les attaques continues des tribus contre Koweït «ont poussé les habitants de Koweït — si mes informations sont exactes — à se préparer à accepter les propositions du colonel Pelly.» Les manœuvres britanniques avaient également inquiété le gouverneur de Bagdad, qui en

1. Ahmed Mustafa Abou Hakima, ouvrage précédemment cité, pp. 220-221.

2. Texte de la lettre du consul français dans «L'idée du protectorat britannique sur le Koweït à travers trois documents français (1866-1867)», *Message du Koweït*, publié par le Centre de recherches et d'études koweïtiennes, treizième année, numéro 67, juillet 2019, p. 42

avait informé la Sublime Porte.

Le consul mentionna à la fin de sa lettre : «Je saisis l'occasion, Monsieur le Ministre, pour vous informer de la présence de deux frégates turques dans les eaux du Golfe, en relation avec le port de Bassorah.» Dans une seconde lettre datée du 17 décembre, six semaines plus tard, le consul français adressa une nouvelle note au ministre des Affaires étrangères, indiquant que les informations contenues dans sa première lettre faisaient l'objet de débats entre ceux qui les confirmaient et ceux qui les démentaient. Il ajouta que tout le monde à Bagdad était au courant de ce que la presse de Bombay avait publié, à savoir que «les cheikhs de Koweït dans le Golfe offraient le port de leur ville au gouvernement britannique pour le transformer en port franc et acceptaient d'y hisser le drapeau britannique¹.»

Le 21 mars 1867, le consul envoya une troisième lettre concernant les relations entre le Koweït et la Grande-Bretagne, ainsi que les informations contradictoires à ce sujet. Il rapporta qu'il avait reçu une lettre de «Bosse», capitaine du navire français «Le Démosthène», qui avait rencontré le cheikh Abdullah, dirigeant de Koweït. Le capitaine mentionna que le gouverneur «n'avait manifesté aucun grand enthousiasme pour les Anglais, et qu'il avait démenti toutes les rumeurs publiées par le journal de Bombay», et qu'il avait «remarqué à Koweït, comme ailleurs dans le Golfe, que les habitants étaient séduits par les avantages potentiels d'une relation avec les Britanniques, mais qu'ils craignaient en même temps leur tendance à dominer.»

1. Précédemment cité, p. 43

Le consul confirma cette perspective en déclarant : «Les habitants de Koweït redoutent à juste titre l'hégémonie britannique, mais en même temps, il ne fait aucun doute que leurs craintes sont bien plus grandes face au despotisme ottoman qui pèse sur leurs voisins, d'autant plus que ce despotisme ne leur offre pas ce que la présence britannique pourrait leur apporter.» Il conclut son analyse en affirmant : «Monsieur le ministre, il est clair que les Koweïtiens, en réalité, ne souhaitent se soumettre ni aux Turcs ni aux Britanniques, mais ils pourraient toutefois se tourner vers ces derniers si jamais les Turcs tentaient de dominer leur pays¹.»

III — Les réactions ottomanes

Au cours des quatre premières décennies du XIX^e siècle, les autorités ottomanes n'étaient pas en mesure d'intervenir pour influencer le Koweït, leur position à Bassorah, le site ottoman le plus proche de Koweït, étant très faible. La plupart des zones de Bassorah étaient sous le contrôle de tribus arabes. Comme évoqué dans les chapitres précédents, les autorités ottomanes avaient sollicité l'aide de Koweït à plusieurs reprises pour faire face à des défis militaires, y compris pour défendre la ville de Bassorah elle-même.

Sous le règne du cheikh Sabah, les effets de la révolution industrielle en Europe se firent sentir dans les eaux du Golfe. Les navires à vapeur remplacèrent les voiliers, donnant à la flotte britannique une capacité de déplacement et de manœuvre accrue. La Compagnie des Indes britanniques mit en place une

1. Précédemment cité, P. 44

ligne de navigation régulière entre l'Inde et le Golfe, à raison d'un voyage toutes les deux semaines, et les navires faisaient escale au port de Koweït, facilitant le commerce et les communications.

Cela suscita une inquiétude croissante des autorités ottomanes, craignant que la prospérité du port de Koweït ne se fasse au détriment du port ottoman de Bassorah. Cette préoccupation se cristallisa lors du second mandat de Mohammed Namik Pasha, gouverneur de Bagdad, et de l'accusation portée par Suleiman Bey, le moutassarif de Bassorah, affirmant que l'activité du port de Koweït causait d'importantes pertes commerciales au port de Bassorah. En 1866, Namik Pasha proposa au grand vizir d'envoyer deux navires de guerre ottomans pour exercer une pression sur le Koweït. Désireux d'éviter une escalade avec les Ottomans, le cheikh Sabah demanda à son fils, le cheikh Abdullah, de contacter les autorités britanniques pour que la compagnie de navigation cesse d'utiliser le port de Koweït. Les autorités britanniques comprirent la position du cheikh Sabah et accédèrent à sa demande.

Cependant, les autorités ottomanes continuèrent à créer des tensions la même année, notamment avec l'affaire intentée par la famille Al-Zuheir contre le cheikh de Koweït concernant la propriété des terres de la région d'Al-Soufiya. Le cheikh Abdullah bin Sabah se retrouva dans une situation difficile lorsque le tribunal de Bassorah rendit un jugement en faveur de la famille Al-Zuheir. Namik Pasha intervint pour annuler ce jugement, comme mentionné en détail dans le cinquième chapitre. Ces événements se déroulèrent durant les derniers mois

de la vie du cheikh Sabah, en 1866. Malgré toutes les pressions ottomanes visant à établir une présence administrative, comme la création d'un bureau des douanes, le cheikh de Koweït s'y opposa fermement et ne les accepta pas. Ces événements sont bien documentés dans de nombreuses sources, et il n'est pas nécessaire de les répéter en détail.

La politique des pères fondateurs du Koweït était de préserver son indépendance dans la gestion de ses affaires, sans ingérence extérieure. Le cheikh du Koweït devait donc établir des calculs et des équilibres entre les grandes puissances du Golfe pour atteindre cet objectif. Sous le règne du cheikh Jaber, face à l'intensification des pressions visant à accroître l'influence britannique — allant jusqu'à exiger de hisser le pavillon britannique sur sa maison et ses navires, et d'établir des bases et des entrepôts sur le territoire koweïtien — il brandit la carte ottomane.

Le cheikh sut tirer parti de la rivalité entre l'Empire ottoman et la Grande-Bretagne afin de préserver la liberté du Koweït dans la gestion de ses affaires internes et externes.

Conclusion

Ce livre a abordé divers aspects de la situation intérieure du Koweït et de ses relations extérieures sous l'administration habile du cheikh Jaber bin Abdullah Al-Sabah, le troisième souverain du Koweït, qui a régné pendant près d'un demi-siècle, la plus longue durée de règne pour un cheikh du Koweït. Son règne a été marqué par des événements majeurs et des évolutions significatives dans tous les domaines, et le cheikh a su les gérer avec sagesse. Durant cette période, le Koweït a fait face à des tentatives d'agression et a engagé ses forces terrestres et maritimes pour soutenir ses alliés dans le Golfe.

Le cheikh a su établir un équilibre entre sa croyance en une politique de paix et de bon voisinage, considérant cela comme le cadre favorable au développement du commerce et à la prospérité économique, et la capacité de décider avec fermeté et d'utiliser la force pour défendre le Koweït lorsque cela était nécessaire.

Je cite cette phrase qui résume la place du cheikh Jaber dans l'histoire du Koweït : «Il est considéré comme l'une des figures politiques les plus marquantes de la région au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Par sa sagesse et ses relations amicales avec la plupart des puissances régionales et internationales de l'époque, il a su donner un élan puissant à son pays, transformant ce petit village en un émirat indépendant respecté par tous. Ce faisant, il a posé une pierre angulaire que son

petit-fils, «le Lion de la Péninsule», le cheikh Mubarak Al-Sabah, a ensuite achevée.¹»

1. Ibrahim Hamad al-Khaldi, Nous sommes entrés dans un pays appelé le Koweït, référence précédente, p. 12

Liste des références

En langue arabe

Premièrement - Les livres

1. Ibrahim Hamid Al-Khalidi, *Dakhl nā baladan yuqālu lahā al-Kuwayt* (Koweït : Imprimerie Al-Qabas Commerciale, 2011)
2. Ahmad Al-Bishr Al-Rumi, *Maqālāt ‘an al-Kuwayt* (Koweït : Maktabat Al-Amal, s.d.)
3. Ahmad Mostafa Abu Hakima, *Tārīkh al-Kuwayt al-ḥadīth 1613 - 1853, 1570 - 1965* (Koweït : That Al-Salasil, 1984)
4. Anonyme, *Sijil al-Kuwayt al-yawm* (Koweït : Dā’irat al-Maṭbū’āt wa-al-Nashr, 1956)
5. Anonyme, *Sijil al-‘aṭā’ al-waqfī* (Koweït : Al-Amāna al-‘Āmma lil-Awqāf, 1416 H)
6. Bayt al-Zakāh, *Muḥsinūn min baladī, al-juz’ al-awwal* (Koweït : Bayt al-Zakāh, 2001, deuxième édition)
7. Abdullah bin Abdulrahman bin Saleh Al Bassam (compilation, arrangement et correction), *Tārīkh Ibn La’būn, Kizānat al-Tawārīkh al-Najdiyya*, quatrième volume, première édition (Sans lieu de publication : droits d’auteur réservés à l’auteur, 1999/1419 H)
8. J.G. Lorimer, *Daleel Al-Khalij*, 7 volumes, nouvelle édition révisée et corrigée préparée par le Département de traduction du Bureau du Gouverneur de l’État du Qatar, s.d.

9. J. Forter Sadlier, *Mudhakkirāt 'an riḥla 'abra al-jazīra al-'arabiyya min al-Qatif fi al-Khalij (al-'Arabī) ilā Yanbu' 'alā al-Baḥr al-Aḥmar khilāl 'ām 1819*, traduit par Anas Al-Rifa'i et préfacé par Abbas Mansour (Le Caire : Al-Hay'a al-Misriya al-'Ammā lil-Kitāb, 2013)
10. Gamal Zakaria Qasim, *Tārīkh al-Khalij al-'Arabī al-ḥadīth wa-al-mu'āshir, al-mujallad al-awwal Imārāt al-Khalij al-'Arabiyya fi 'aṣr al-tawassu' al-'ūrūbī al-awwal 1507 - 1840* (Le Caire : Dār al-Fikr al-'Arabī, 1997)
11. Hassan Al-Anazi, *Ayyām al-Zubayr wa-dhikriyāt al-zaman al-jamīl* (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2012)
12. Hassan Ali Al-Ibrahim, *Al-Kuwayt: Dirāsa siyāsiyya* (Koweït : Dār al-Bayān, 1972)
13. Hamad Abdulmohsen Al-Hamad, *Al-Kuwayt wa-al-Zulfi: Hijrāt wa-'alāqāt wa-usar* (Beyrouth : Al-Dār al-'Arabiyya lil-'Ulūm Nashirūn, 2010)
14. Hamad Abdulhadi Jamal, *Aswāq al-Kuwayt al-qadīma* (Koweït : Markaz al-Buḥūth wa-al-Dirāsāt al-Kuwaytiyya, 2004)
15. Khaled Hamoud Al-Saadoun, *Aḥdāth fi tāriḥ al-Khalij al-'Arabī* (Alexandrie : Al-Maktaba al-Jāmi'iyya, 2000)
16. Khaled Salem Mohammed, *Shu'arā' al-fann wa-al-sāmri fi al-Kuwayt* (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2002)
17. Jazīrat Faylakā: *Ashhar al-juzur al-Kuwaytiyya tāriḥuhā.. turāthuhā* (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2006)

18. Khaled Ta'mah, *Al-Kāmil fī tāriḫ al-Kuwayt* (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2017)
19. Khaled Fahad Al-Jarallah, *Ṣiḥat al-Kuwayt: Qirā'a fī wathā'iq Kuwaytiyya wa-ajnabiyya* (Koweït : Markaz al-Buḥūth wa-al-Dirāsāt al-Kuwaytiyya, 2019)
20. Khalaf bin Sagheer Al-Shammari, *Al-Mustawda' wa-al-mustaḥḍar fī asbāb al-nizā' bayna Mubarak wa-Yusuf Al-Ibrahim 1906 - 1896* (Koweït : Dār Ninawa, 2008)
21. Rashid bin Fadel Al-Bannai, *Majmū' al-faḍā'il fī fann al-nasab wa-tāriḫ al-qabā'il (Qabilat Āl Bin 'Alī)*, révisé par Hassan bin Mohammed bin Ali Al Thani (Doha : Badr lil-Nashr, deuxième édition, 2007)
22. Ra'fat Ghunaimi Al-Sheikh et autres, *Istrātiyyat al-dawla al-'uthmāniyya fī manṭiqat al-Khalij al-'Arabī 1869 - 1914 fī iṭār al-tanāfus al-'uthmānī al-barīṭānī 'alā aqtār al-Khalij al-'Arabī* (Le Caire : Markaz al-Ḥaḍāra al-'Arabiyya, 2014)
23. Saleh Hassan Al-Fadala, *Al-Jawhar al-'afif fī ma'rifat al-nasab al-nabawī al-sharīf* (Beyrouth : Dār al-Kutub al-'Ilmiyya, 2013)
24. Sabri Faleh Al-Hamdi, *Al-Kuwayt: Nashū'uhā wa-taṭawuruhā 1750 - 1871* (Londres : Dar Al-Hikma, 2005)
25. Arif Mardhi Al-Fath, *Al-Ījāz fī tāriḫ al-Baṣra wa-al-Aḥsā' wa-Najd wa-al-Ḥijāz*, vol. 2, 1965 - 622 (Beyrouth : Al-Dar Al-Arabiya Lil-Mawsū'āt, 2009)
26. Abdul Jalil bin Yassin bin Ibrahim Al-Tabataba'i Al-Hasani Al-Hashimi Al-Shafī'i (1190 - 1270), *Al-Qawl al-ḥasan fīmā yustaḥsin wa-'ammā yustan* édité par Abdul Aziz bin

Ahmad Al-Baddah (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2011)

27. Abdul Razzaq Abdul Mohsen Al-Sane et Abdul Aziz Omar Al-Ali, *Imārat al-Zubayr bayna hijratayn sanatay 979 H - 1400 H* (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 1985)
28. Abdul Aziz bin Ibrahim bin Abdul Aziz Al-Nasser, *Al-Zubayr wa-ṣafḥāt mushriqa min tārikihihā al-'ilmī wa-al-thaqāfī* (Riyad : Maktabat Al-Malik Fahd Al-Wataniyya, 2015)
29. Abdul Aziz Al-Rashid, *Tārikh al-Kuwayt*, édition révisée, avec annotations et coordination par Ya'qoub Abdul Aziz Al-Rashid (Beyrouth : Manshūrāt Dār Maktabat Al-Ḥayāh, 1978)
30. Abdul Aziz Suleiman Nawar, *Dāwūd Bāshā Wālī Baghdād* (Le Caire : Dār al-Kitāb al-'Arabī, 1968)
31. Abdul Aziz bin Abdullah bin La'būn, *Amīr Shu'arā' al-Nabaṭ Mohammed bin La'būn (1205 - 1247) Siratuhu wa-dirāsa fī shī'rihi* (Koweït : Dar Ibn La'būn lil-Nashr wa-al-Tawzī', 1997)
32. Abdul Aziz Mohammed Al-Mansour, *Al-Kuwayt wa-'Alāqatuhā bi-'Arabistān wa-al-Baṣra 1869 - 1915* (Koweït : That Al-Salasil, 1980)
33. Abdul Karim Mahmoud Gharaibeh, *Muqaddima fī tārikh al-'Arab al-ḥadīth 1500 - 1918, vol. 1 : Al-'Irāq wa-al-Jazīra al-'Arabiyya* (Damas : Imprimerie de l'Université de Damas, 1960)

34. Abdullah bin Ibrahim bin Al-Qamās, Tārīkh al-Zubayr wa-al-Başra ma' ishārāt ilā tārīkh al-Kuwayt wa-al-Aḥsā' (Dijlah : Dar Al-Khuzām lil-Nashr wa-al-Tawzī', 2006)
35. Abdullah bin Khaled Al-Hatem, Min hunā badā'at al-Kuwayt, deuxième édition (Koweït : Imprimerie Dar Al-Qabas, 1980)
36. Abdullah Zakaria Al-Ansari, Fahd Al-Askar ḥayātuh wa-shi'ruhu (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 1979)
37. Abdullah Al-Nouri, Ḥikāyāt min al-Kuwayt (Koweït : Al-Dar Al-Kuwaitiyya lil-Ṭibā'a wa-al-Nashr wa-al-Tawzī', 1985)
38. Abdullah Youssef Al-Ghunaim, Buḥūth mukhtāra min tārīkh al-Kuwayt (Koweït : Markaz al-Buḥūth wa-al-Dirāsāt al-Kuwaytiyya, 2005)
39. Abdul Malik Khalaf Al-Tamimi, Abḥāth fī tārīkh al-Kuwayt (Koweït : Dar Qurtas lil-Nashr, 1998)
40. Abdul Mohsen Abdullah Al-Khrafi, Murabbūn min baladī (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 1998)
41. 'Āilat Al-'Uthmān: Madrasat al-safar al-shirā'ī fī al-Kuwayt (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2003)
42. 'Āilat Al-Ghannām: Ramz al-ḍiyāfa al-aṣīla lil-dīwān al-Kuwaytī (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2008)
43. Al-Tājir al-uswa fī Kuwayt al-māḍī, vol. 1 (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2018)

44. Al-Ayādī al-bayḍ: Sijil al-wafā' lil-muḥsinīn al-Kuwaytiyyīn fī majāl da'm al-khadamāt al-ṣiḥḥiyya (Koweit : s.d., 2004), p. 110
45. Adnan bin Salem bin Mohammed Al-Rumi (éditeur), Tārīkh masājid al-dīra al-qadīma (Koweit : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 1988)
46. Adnan Salem Al-Roumi, Saleh Khaled Al-Misbah, et Khaled Youssef Al-Shatti (Recherche et préparation), Ḥamāt al-ḥajj al-Kuwaytiyya 'alā al-ibil (Koweit : Al-Manar Al-Islamiyya, Dar Iqra' lil-Nashr wa-al-Tawzī', 2005)
47. Ali Aba Hussein, Lamḥa min tāriḫ madīnat al-Zubayr: Tarājim wa-wathā'iq (Royaume de Bahreïn : Mu'assasat Fakhrāwi lil-Dirāsāt wa-al-Nashr, 2009)
48. Ali Abdul Latif Khalifouh, Mawsū'at al-ma'ārik al-Kuwaytiyya 1783 - 1829 (Koweit : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 2012)
49. Ali Afifi Ali Ghazi, Al-Ṣirā' al-ajnabi 'alā al-'Irāq wa-al-Jazīra al-'Arabiyya fī al-qarn al-tāsi' 'ashar (Beyrouth : Al-Rafidayn, 2015)
50. Fatouh Al-Khatrash, J.G. Saldanha, Al-Tārīkh al-siyāsī lil-Kuwayt fī 'ahd Mubāarak Al-Kabīr (Koweit : That Al-Salasil, 1990)
51. Faisal Adel Al-Wazzan, Tijārat al-naql al-baḥrī fī al-Kuwayt min khilāl 'usrat Ḥamad Abdullah Al-Saqr: Dirāsa wathā'iqiyya (1871 - 1930) (Koweit : Markaz al-Buḥūth wa-al-Dirāsāt al-Kuwaytiyya, 2019)

52. Collection d'auteurs, Tārīkh al-ta'lim fī Dawlat al-Kuwayt: Dirāsa tawthīqiyya, vol. 1 (Koweit : Markaz al-Buḥūth wa-al-Dirāsāt al-Kuwaytiyya, 2002)
53. Mohammed bin Ibrahim Al-Sheibani, Ḥukkām al-Kuwayt: Qirā'a jadīda fī tārikh mubāya'āt al-Kuwaytiyyīn li-umarā'ihim 1711 - 1975, 2006 - 2015 (Koweit : Manshūrāt Markaz al-Makhṭūṭāt wa-al-Turāth wa-al-Wathā'iq, 2007)
54. Taḥrīr, Al-Amrād al-fattāka fī tārikh al-Kuwayt: Al-ṭā'ūn - al-jadarī - al-inflūwanza (Koweit : Manshūrāt Markaz al-Makhṭūṭāt wa-al-Turāth wa-al-Wathā'iq, 2017)
55. Mohammed Hassan Al-Aidroos, Tārīkh al-Khalīj al-'Arabī al-ḥadīth wa-al-mu'āṣir (Le Caire : 'Ayn lil-Dirāsāt wa-al-Buḥūth al-Insāniyya wa-al-Ijtīmā'iyya, 1998)
56. Mohammed Alawi Abdul Rahman Baharoon, Al-Kashf 'an jawānib min ḥayāt al-Māḥ Bāṭāya' (Koweit : Markaz al-Buḥūth wa-al-Dirāsāt al-Kuwaytiyya, 2012)
57. Mohammed Mahmoud Abdul Razzaq, Dawr al-ruḥḥāla al-gharbiyyīn fī tawthīq tārikh al-Kuwayt (Koweit : Dar Souad Al-Sabah lil-Nashr wa-al-Tawzī', 2017)
58. Maktabat al-Babtain al-Markaziyya lil-Shi'r al-'Arabī (édition), Wathā'iq 'usar Kuwaytiyya Najdiyya (Koweit : Maktabat al-Babtain, 2017)
59. Kamel Al-Abdul Jaleel, Dhākirat Watan (Koweit : Maktabat al-Kuwayt al-Waṭaniyya, 2019)
60. Natalia Nikolaevna Tomanovich, Al-Duwal al-'Urūbiyya fī al-Khalīj al-'Arabī min al-qarn al-sādis 'ashar ilā al-qarn

al-tāsi' 'ashar, traduit par Samir Najmuddin Satas (Dubai : Markaz Jum'a Al-Majid lil-Thaqāfa wa-al-Turāth, 2006)

61. Noura Mohammed Al-Qasimi, Al-Wujūd al-Hindī fi al-Khalīj al-'Arabī 1802 - 1947 (Charjah : Manshūrāt Dā'irat al-Thaqāfa wa-al-Ilām, 1996)
62. William Facey et Gillian Grant, Al-Kuwayt fi 'uyūn awwāl al-muṣawwirīn (Londres : Markaz London lil-Dirāsāt al-'Arabiyya, 1998)
63. Walid Abdullah Al-Munais, Al-Ilām bi-man zāra al-Kuwayt min al-'ulamā' wa-al-a'iyān (Koweït : Wizārat al-Awqāf wa-al-Shu'ūn al-Islāmiyya, 2011)
64. Ya'qoub Abdul Aziz Al-Rashid, Al-Kuwayt fi mizān al-ḥaqqīqa wa-al-tārīkh (Koweït : Droits d'auteur réservés à l'auteur, 1963)
65. Youssef bin 'Issa Al-Qenai, Ṣaḥifāt min tārīkh al-Kuwayt (Koweït : That Al-Salasil, 1988)
66. Youssef Farhan Doukhi, Al-Aghānī al-Kuwaytiyya (Doha : Markaz al-Turāth al-Sha'bī li-Duwal al-Khalīj al-'Arabiyya, 1984)

Deuxièmement - Revues

1. Ahmed Mustafa Abu Hakima, «Al-Kuwayt fī sijillāt Sharikat al-Hind al-Sharqiyya», Majallat al-'Arabī, numéro 30, mai 1961
2. Banyan Saud Turki, «Al-'Alāqāt al-tijāriyya bayn al-Kuwayt wa-Sharq Ifrīqiyyā 1945 - 1999», Majallat al-Dirāsāt al-Tārikhiyya wa-al-Ḥaḍāriyya al-Miṣriyya, premier numéro (octobre 2016)
3. Jassem Abbas Ashkanani, «Ṣaḥifāt min al-dhākira», supplément de Al-Qabas, numéro 25, première partie, 2009, disponible en ligne
4. «Ṣaḥifāt min al-dhākira», supplément de Al-Qabas, deuxième partie, 2010, disponible en ligne
5. «Ṣaḥifāt min al-dhākira», supplément de Al-Qabas, numéro 56, troisième partie, 2011, disponible en ligne
6. Jal bin Khaled Al-Haroun Al-Ansari, «Murāja'a al-mawrūth al-tārikhī al-Khalījī li-thalātha qurūn māḍiya al-'Utūb namūdhajan», Majallat al-Wāḥa, numéro 41 (octobre 2007), disponible en ligne
7. Khaled Al-Nazar, «Āl 'Aṣfūr fī Iqlīm al-Baḥrayn 2/2», Majallat al-Wāḥa, numéro 73 (Beyrouth, novembre 2007)
8. Abdullah Youssef Al-Ghunaim, «Al-Balṭ al-baḥrī», asālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 41 (janvier 2013)

9. Qirā'a fī wathā'iq 'usrat al-Niṣf, Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro (juillet 2015)
10. Ali Abdul Khaleq Ali, "Athar Abdul Jalil Al-Tabtaba'ī fī nahḍat al-shi'r bil-Khalīj al-'Arabī (1853 - 1720/1191 - 1270)", Majallat Kulliyat al-Lugha al-'Arabiyya, Université de Menoufia (Égypte), numéro 14, (1994 - 1995)
11. Faisal Adel Al-Wazzan, «Tijārat al-ṣūf wa-al-julūd fī al-Kuwayt min khilāl wathā'iq al-Kharafi wa-al-Sidirawi», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 71 (juillet 2020)
12. Faisal bin Abdullah Al-Kandari, «Nashāṭ al-mar'a al-Kuwaytiyya min khilāl wathā'iq al-waqf 1847 - 1930», Majallat al-'Arabiyya lil-'Ulūm al-Insāniyya (Koweït), vol. 20, numéro 78 (printemps 2002)
13. Équipe éditoriale, «Al-Liwā'āt al-siyāsiyya ilā al-Kuwayt wa-al-nafī ilayhā mundhu ta'sisihā ilā 'awām al-sittīnāt», Turāthunā, numéro 11, (Dhou al-Qa'da 1419 / mars 1999)
14. Équipe éditoriale, "Min wathā'iq al-arshīf al-Britāni: Awwal ittiāfiya lil-Kuwayt ma'a Britāniya", Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 7 (juin 2004)
15. Équipe éditoriale, «Tijārat al-khuyūl al-'arabiyya fī al-Kuwayt wa-taṣḍīruhā», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 8 (septembre 2004)
16. Équipe éditoriale, "Mādhā kān yaqra' al-Kuwaytiyūn min al-kutub wa-al-ṣuḥuf al-qadīma", Rasālat al-Kuwayt,

Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 12 (septembre 2005)

17. Équipe éditoriale, "Wathā'iq 'usrat al-'As'ūsi", Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 20, (octobre 2007)
18. Équipe éditoriale, «Wathā'iq 'ā'ilat al-'Anjari», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 26, (avril 2009)
19. Équipe éditoriale, "Alā hāmish tijārat al-khayl wa-al-qahwa fī al-Kuwayt", (document tiré des archives d'Ali Ghulam Al-Rais), Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 27, (juillet 2009)
20. Équipe éditoriale, «Al-Kuwayt fī al-kharā'iṭ al-Māḥiyya», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 28, (octobre 2009)
21. Équipe éditoriale, «Al-Kuwayt fī al-bīṭāqāt al-barīdiyya (addition nouvelle)», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 29 (janvier 2010)
22. Équipe éditoriale, «Wathā'iq al-'Abd al-Jalīl», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 42 (avril 2013)
23. Équipe éditoriale, «'Alam al-Kuwayt», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 46 (avril 2014)
24. Équipe éditoriale, «Wathā'iq al-Ṣaqr: Iḍāfāt jadīda li-tārīkh waṭan», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 48 (octobre 2014)

25. Équipe éditoriale, «Wathā'iq min tāriḫ al-khuyūl al-aṣīla fi al-Kuwayt», Rasālat al-Kuwayt, Centre de recherches et d'études koweïtiennes, numéro 53 (janvier 2016)
26. Texte de la lettre du consul français dans "Fiqratu al-ḥimāya al-Britāniyya 'alā al-Kuwayt fi thalāth wathā'iq Faransiyya (1866 - 1867)", Rasālat al-Kuwayt, année quatorzième, numéro 67, juillet 2019
27. Équipe éditoriale, «Tijārat al-sulūq wa-al-lu'lu': Fuṣūl min tāriḫ al-'alāqāt al-tijāriyya al-Hindiyya ma'a al-Qaṭīf», Majallat al-Wāḥa (Beyrouth), numéro 1 (octobre 2007), source disponible en ligne
28. Équipe éditoriale, "Al-Aḥsā' wa-al-Qaṭīf wa-Najd fi wathā'iq Miṣriyya", Majallat al-Wāḥa, Beyrouth, numéro 5, septembre 2008

Troisièmement - Thèses universitaires

1. Imad Abdel Samer Raouf Al-Attar, La vie sociale en Irak durant l'ère des Mamelouks (1749 - 1831), thèse de doctorat présentée au département d'histoire, Faculté des Lettres, Université du Caire, 1976
2. Mohammed Muaidh Abdullah Al-Azmi, Les cimetières et les stèles funéraires au Koweït, mémoire de master présenté au département d'histoire de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université Al al-Bayt, 2016
3. Makhlad bin Qabal Rabeh Al-Haris Al-Mutairi, Les relations politiques du Koweït avec l'Empire ottoman (1701 - 1924 / 1113 - 1342 H), thèse de doctorat présentée au département d'histoire, Faculté des Langues Arabes et des Études Sociales, Université de Qassim, 2012

Quatrièmement - Sites internet

1. Site du Forum Histoire du Koweït, Biographie du Cheikh Jaber Al-Eish, 31 juillet 2008
2. «Les murs de Koweït ancrés dans la mémoire collective et témoins de l'histoire du pays et de la solidarité de ses habitants», article diffusé par l'Agence de Presse Koweïtienne KUNA, le 18 janvier 2011. Disponible en ligne
3. «Preuves et documents révélant la vérité : la mosquée Al-Adsani fondée par le juge Mohammed bin Abdulrahman», Al-Rai (journal), numéro 12636 du 4 février 2014. Disponible en ligne

4. Al-Bayan (journal) du 13 avril 2016, disponible en ligne

En anglais

1. Abdulaziz Mohamed Hasan Ali Al Khalifa, *Relentless Warrior and Shrewd Tactician: Shaikh Abdullah bin Ahmed of Bahrain 1795-1849*, thèse de doctorat soumise à l'Université d'Exeter, 2013.
2. Mubarak Al-Otobi, *The Qawasim and British Control of the Arabian Gulf*, thèse présentée pour le diplôme de doctorat, Université de Stanford, International Studies Unit, 1989, p. 51.
3. Al-Beeshl Saeed Amr M. Al-Amr, *The Social and Political History of the Western Coast of the Gulf, 1207-1256/1793-1840*, thèse de doctorat soumise à l'Université de Manchester, 1994.
4. Ghazi Faisal Al-Mulaifi, *Al-Kout and the Sea: An Inquiry into the Production of Kuwaiti Maritime Heritage*, thèse de doctorat soumise à l'Université de New York, 2016.
5. Mohammed Alajmi, *History of Architecture in Kuwait: The Evolution of Kuwaiti Traditional Architecture Prior to the Discovery of Oil*, thèse de doctorat soumise à l'Université du Nebraska, 2009.

Contenido

Dédicace	5
Pourquoi ce livre ?	7
Introduction	9
Chapitre I - Ligne de conduite d'une vie : Générosité, Consultation et Attachement à l'Indépendance.	16
I. Traits de caractère	19
II. Approche du gouvernement et de l'administration.	30
III. Préservation de l'indépendance du Koweït	37
IV. L'accession du cheikh Sabah bin Jaber au pouvoir	45
Chapitre II : L'économie – La navigation maritime et l'essor du commerce	49
I. Les marchés	51
II : Les activités économiques	56
III : Le commerce extérieur	60
Chapitre III: Les conditions sociales : solidarité, tolérance et ouverture	76
I - La population et les aspects de la vie sociale	79
Les migrations vers Koweït	81
3. Les coutumes et modes de vie quotidienne	88
II – La construction des mosquées, les œuvres de charité et le waqf.	92
III - L'éducation et les sciences religieuses	101

IV : La santé	107
V - Poésie et poètes	112
Chapitre IV : L'évolution des relations entre le Koweït, Najd et Bahreïn	118
I - Najd	120
II – Bahreïn	131
Chapitre V : Évolution des relations avec les autres puissances régionales	138
I : Bassorah	138
II - Zubair	150
III - Mohammerah.	156
IV - Bouchehr	160
Chapitre VI: Le Koweït et la quête d'équilibre entre les grandes puissances du Golfe	164
I - L'évolution de l'intérêt britannique pour le Koweït . . .	166
II — Les réactions françaises	181
III — Les réactions ottomanes.	183
Conclusion	186
Liste des références	188
Deuxièmement - Revues	196
Troisièmement - Thèses universitaires.	200
Quatrièmement - Sites internet.	200

Pourquoi ce livre ?

Les gens puisent leur inspiration dans leur histoire, puisant leur force, leur volonté et leur unité nationale pour réaliser leurs aspirations et leurs espoirs. C'est pourquoi je me suis attaché à écrire sur les personnalités qui ont marqué l'histoire du Koweït. J'ai publié quatre livres : le premier sur Cheikh Abdullah Moubarak Al-Sabah ; le deuxième sur son père, Cheikh Moubarak Al-Sabah, septième souverain du Koweït; le troisième sur Cheikh Abdullah bin Sabah Al-Sabah, cinquième souverain du Koweït ; et le quatrième sur le règne de Cheikh Mohammed bin Sabah Al-Sabah, sixième souverain du Koweït. Ce cinquième livre porte sur Cheikh Jaber bin Abdullah Al-Sabah, troisième souverain du Koweït, et son fils, Cheikh Sabah, quatrième souverain.

Les pages de ce livre illustrent la relation étroite qui unissait le peuple koweïtien, dirigeants et administrés, et le fait que le règne du Koweït était caractérisé par un esprit de consultation et de tolérance, conférant à son histoire une saveur particulière qui le distinguait de ses voisins.

Je prie Dieu de me permettre d'achever cet écrit sur la fondation du Koweït et la première génération de ses dirigeants, qui ont posé les bases de l'édification de l'État et de la société qui guident le Koweït jusqu'à aujourd'hui.

Souad Mohamed Al-Sabah

